

Contribution à l'Histoire Municipale
de Cambrai

Le Procès de 1765 à 1773 entre l'Archevêque et le Magistrat

THÈSE POUR LE DOCTORAT
présentée et soutenue le 22 Mai 1939, à 14 heures

PAR
LOUIS RENON

Président : M. OLIVIER-MARTIN, Membre
de l'Institut, Professeur.

Suffragants : MM. LE BRAS, Professeur.

R. MONIER, Professeur.

CAMBRAI
IMPRIMERIE LÉON CATTIAUX
13, RUE DES CHANOINES

1939

Contribution à l'Histoire Municipale
de Cambrai

Le Procès de 1765 à 1773 entre l'Archevêque et le Magistrat

THÈSE POUR LE DOCTORAT
présentée et soutenue le 22 Mai 1939, à 14 heures

PAR
LOUIS RENON

Président : M. OLIVIER-MARTIN, Membre
de l'Institut, Professeur.

Suffragants : MM. LE BRAS, Professeur.
R. MONIER, Professeur.

CAMBRAI
IMPRIMERIE LÉON CATTIAUX
13, RUE DES CHANOINES

1939

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	5
TABLEAU DES ABREVIATIONS	8

INTRODUCTION

Vue Générale sur l'histoire de Cambrai	11
La situation du Magistrat de Cambrai en 1766	17

PREMIERE PARTIE

La Procédure suivie par les plaideurs	21
Chapitre Premier. — L'engagement du procès et la procédure suivie jusqu'au 30 mars 1770	23
Preliminaires de procédure	23
Difficultés à Cambrai	24
Les lettres patentes de 1769	26
Chapitre Deuxième. — Les incidents de procédure	30
La requête à fin d'opposition. Le privilège de juridiction des Flamands	31
La requête à fin de cassation	34
Chapitre Troisième. — La procédure dégagée d'incidents jusqu'à la fin du procès	38

DEUXIEME PARTIE

L'argumentation présentée par les plaideurs	43
Chapitre Premier. — L'argumentation historique	45
Section 1. — La thèse de l'Archevêque: le Prélat Seigneur de Cambrai	46
Les origines	46
En 1007 l'Evêque devient comte de Cambrai	47
Luttres entre le comte évêque et les bourgeois	48
Cambrai et le Saint Empire	49
La période de neutralité	51
La période Espagnole	52

Section 2. — La thèse du Magistrat: Cambrai a toujours été une ville libre	53
Nationalité de Cambrai du Xe au XVe siècle	54
Nature Juridique de la commune de Cambrai	55
La commune de Cambrai du XIIe au XVIe siècle	56
La période Espagnole	60
Chapitre Deuxième. — Les arguments tirés du Droit des Gens	61
Théorie de l'Usurpation	61
Argument tiré de la Postliminie	64
Chapitre Troisième. — L'argument du fief de la Feuillie tiré du Droit Public	68
Chapitre Quatrième	74
Section 1. — Une intervention politique	74
La thèse du Magistrat	74
La thèse de l'Archevêque	76
Section 2. — La situation particulière du Cateau Cambrésis	77
Chapitre Cinquième. — Discussion pratique des revendications de l'Archevêque	79
Les lettres patentes de 1766	80
Les dix-huit chefs de réclamations de l'Archevêque	84
Les lettres patentes de 1769	93
Appendice. — L'arrêt de 1773 et les suites du procès	96

CONCLUSION

Jugement sur le procès	101
Jugement sur la procédure suivie	103
Jugement sur le fond du procès	104
Section 1. — La faiblesse de certains arguments	105
Section 2. — Les erreurs historiques des deux plaideurs. Origine de la commune de Cambrai	106
Section 3. — La prescription acquisitive et le droit de con- quête dans le Jus Gentium	110
Section 4. — Le respect des lois fondamentales de la Mo- narchie	112

PIECES JUSTIFICATIVES

I. — Lettres patentes du 13 septembre 1766	117
II. — Lettres patentes du 24 juin 1769	124
III. — Arrêt du 30 mars 1770	125
IV. — Arrêt du 27 octobre 1770	126
V. — Arrêt du 3 avril 1773	128
VI. — Lettres patentes du 3 avril 1773	147
VII. — Arrêt du 23 juillet 1773	149

BIBLIOGRAPHIE

I. — ARCHIVES

Archives Nationales: pièces citées dans le texte sous l'abréviation « *A N Paris* » suivie de la référence.

Archives Départementales du Nord: pièces citées dans le texte sous l'abréviation « *A D Lille* » suivie de la référence.

Archives Municipales de Cambrai: pièces ou liasses citées dans le texte sous cette abréviation « *A M Cambrai* » suivie de la référence.

II. — SOURCES

Deux registres accompagnés:

- 1°) d'une série de 136 pièces « pour l'Archevêque » citées dans notre texte sous l'abréviation « *P. J. A.* » suivie du numéro d'ordre du document,
- 2°) d'une série de 57 pièces « pour le Magistrat » citées sous l'abréviation « *P. J. M.* » suivie du numéro du document, et classés dans la bibliothèque municipale de Cambrai sous les numéros F. 745 et 15049-8°

III. — OUVRAGES CITÉS

Auteur inconnu: *Déduction succincte de ce qui s'est passé dans le Cambrésis depuis l'an 1007 jusqu'à l'an 1766 touchant les prétentions de l'Archevêque et de l'Eglise Métropolitaine de Cambrai.*

- BAINVILLE (Jacques). — *Histoire de France*. Paris.
- BALDERIC. — *Chronique d'Arras et de Cambrai*. (Chronique du XI^e siècle recueillie par Le Glay. Paris 1834).
- DU BELLAY (Abbé). — *Mémoire sur la commune de Cambrai*. (Paris 1744).
- BOONE (Henri). — *Les institutions communales de Cambrai et leur caractéristique prétorienne*. (Cambrai 1939).
- BOULY. — *Dictionnaire Historique de Cambrai, des Abbayes, etc., etc., du Cambrésis*. (Paris - Cambrai 1854).
- BOULY. — *Histoire de Cambrai et du Cambrésis*. (2 vol. Paris 1842).
- BOULY. — *Lettres sur l'histoire de Cambrai*. (Paris 1835).
- Le CARPENTIER. — *Histoire généalogique des Pays-Bas ou Histoire de Cambrai et du Cambrésis*. (Leyde 1574). Valeur historique très contestable.
- De CASTELLAN. — *Arrêts remarquables*.
- DANIEL (Père). — *Histoire de France depuis l'Etablissement de la Monarchie française dans les Gaules*. (Paris 1722).
- DOLEZ (André). — *La Mulquinerie dans le Cambrésis*. (Lille 1932). (Thèse).
- DUBRULLE (Abbé). — *Cambrai au Moyen âge* (Lille 1904). (Thèse).
- DUPONT (Abbé). — *Histoire Ecclésiastique et Civile de Cambrai et du Cambrésis*. (Cambrai 1635, 3 volumes).
- Le GLAY. — *Cameracum Christianum*. (Lille 1849).
- GROTIUS. — *Du droit de guerre et de Paix*. (traduction de Barbeirac).
- IMBART DE LA TOUR. — *Histoire politique de la Nation Française des origines au XVI^e siècle*. (Paris 1924 sous la direction de G. Hanotaux).
- OLIVIER MARTIN. — *Petit précis d'Histoire du Droit*. (Paris 1935 chez Dalloz).
- OTTOKAR. — *La città francese nel medio evo*. (1927).
- PIRENNE. — *Les villes du Moyen Age*. (1907).
- THELLIEZ (Abbé). — *Petite Histoire de Cambrai et du Cambrésis*. (extraits des tomes 10, 11, 12 (1^o année) et 1 (6^e année) de la revue « Renaitre »).

THELLIEZ (Abbé). — *Histoire de Mastaing*. (Titre provisoire, en préparation).

De WREE. — *La généalogie des Comtes de Flandre*.

IV. — PRINCIPAUX OUVRAGES CONSULTÉS

DURIEUX. — Diverses études sur Cambrai parues dans les mémoires de la société d'Emulation de Cambrai.

GRAND (Roger). — *Le conflit de la coutume et du droit civil dans la reconnaissance d'une commune d'Auvergne (Aurillac) au XIII^e siècle*. (Mélanges Pierre Fournier 1929).

MASSIET DU BIEF. — *Le chef Cens et la demi liberté dans les villes du Nord avant le développement des institutions urbaines*. (X — XIII^e siècle). (Revue d'histoire du Droit 1927, 4^e série, tome 6).

MONIER (R.) — *Les institutions judiciaires des villes de Flandre*. (Lille 1924). (Thèse).

PERROT (E.) — *Précis d'histoire du Droit*. (Sirey 1935).

ABRÉVIATIONS

A. N. — *Archives Nationales.*

A. D. Lille. — *Archives Départementales du Nord à Lille.*

A. M. Cambrai. — *Archives Municipales de Cambrai.*

P. J. A. — *Pièces pour l'Archevêque.*

P. J. M. — *Pièces pour le Magistrat.*

Je tiens à remercier tout particulièrement M. Henri Boone, correspondant du Ministère de l'Instruction Publique à Cambrai et M. l'abbé Thelliez, membre de la Commission Historique du Nord, des conseils précieux qu'ils ont bien voulu me donner ainsi que M. Plantain, conservateur de la Bibliothèque Municipale de Cambrai, qui a facilité mes recherches.

INTRODUCTION

Vue générale sur l'Histoire de Cambrai

Cambrai est une cité construite à l'entrée de la vallée de l'Escaut, entre les premières pentes des Ardennes et les dernières ondulations des monts de Somme. Elle fut une place forte très importante dès la fin de l'empire Romain, un marché opulent, une ville située au Moyen Age aux confins de trois provinces: la Flandre, le Hainaut et le Vermandois, qui devaient au XVI^e siècle dépendre de trois souverains: le roi d'Espagne, l'Empereur et le roi de France.

Pendant tout l'ancien régime, elle resplendit d'un éclat bien terni aujourd'hui: quand on ne se battait pas pour elle, on se battait sous ses murs et, lorsque les hasards de la politique obligeaient les hommes à remettre l'épée au fourreau, sa situation privilégiée lui valait souvent d'être choisie pour théâtre de leurs accords passagers.



Dès la rencontre des traditions romaines et germaniques et malgré l'importance toujours accrue de l'Etat, celui-ci se révéla de plus en plus incapable de protéger les individus. Pour retrouver leur équilibre dans la sécurité, ils cherchèrent à s'organiser ou même à se soumettre à des autorités indépendantes de lui. Du Xe au XIII^e siècle s'opéra en France un classement des valeurs et dans la société médiévale, les insti-

tutions françaises apparurent. L'Evêque, le Seigneur, le Roi, voilà les trois forces dont les relations conditionneront le monde moderne. A partir de Philippe le Bel, le mouvement de concentration autour du pouvoir royal se développe, la notion d'équilibre monarchique fait son apparition et avec elle on assiste au regroupement de la matière sociale autour d'un organe professionnel. Ainsi croît un nouvel élément qui, logiquement, devait collaborer de plus en plus à la vie de l'Etat: le Peuple. La révolution fut l'artifice qui brisa la notion naturelle d'évolution et amena l'élimination brutale de deux forces qui n'auraient dû disparaître qu'à la suite d'une longue expérience.

Située depuis 922 hors des frontières de la France, Cambrai, ville du Saint Empire, suivit la même évolution que le reste du monde médiéval. Ses luttes intérieures se terminèrent par la concentration du pouvoir régional entre les mains de l'Evêque, que la pression sociale et populaire amena à ne conserver de ses droits que le symbole. Ainsi à côté du Prélat, souvent en opposition avec lui grandissait le Magistrat, nous désignons sous ce titre les Prévôts, Conseillers Pensionnaires, Echevins, représentants plus ou moins directs des habitants. Nous reviendrons d'ailleurs sur la valeur de ce terme (1).

Cependant l'Evêque de Cambrai promu Archevêque en 1559 conservait jalousement ses titres. Mais en 1595, après une très courte période où elle fut française, la ville de Cambrai passa dans le domaine de Philippe II. L'Archevêque, injustement écarté par la capitulation protesta vivement contre son absence à la rédaction de ce traité, déniait au Magistrat les qualités nécessaires pour négocier avec le représentant du roi d'Espagne. Il se borna à conserver ses droits sur la Châtellenie du Cateau qui avait échappé à la domination espagnole. Celle-ci qui dura à peine un siècle, devait laisser dans la ville des traces beaucoup plus apparentes que la suzeraineté impériale qui avait pourtant duré plus de 600 ans.

(1) Voir pages 17 et suivantes.

En 1677 Louis XIV vint mettre le siège devant Cambrai. La ville se rendit et le 5 avril le Roi accordait une capitulation « *aux Prévost, Doyen et Chapitre de la Métropolitaine, Prélats et autres Chapitres et Communautés, Pays et Comté du Cambrésis, et aux Prévost, Echevins, Manans et Habitans de la dite ville à la réduction d'icelle à son obéissance.* » Ce traité qui comprend 65 articles se présente sous la forme de suppliques adressées au Roi concernant la future situation du Cambrésis et des Cambrésiens. A chaque point est jointe la réponse faite par le souverain (1).

Les trois premiers points concernent la situation religieuse du Cambrésis, les six suivants la situation du clergé; notons plus spécialement les paragraphes 4 et 5, ils nous serviront ultérieurement:

« *IV. L'Archevêque, Chapitre... jouiront pleinement et paisiblement de tous leurs privilèges... accordés par les S.S. Canons... octroyez par les Empereurs, Roys, Princes et autres Souverains.* »

En marge: « *les dénommez recevront tous les mêmes bons traitement qu'ont reçu jusques à présent les Ecclésiastiques et gens de même qualité de Lille et de Tournay.* »

« *V. Lesdits Archevêques, Chapitre... seront rétablis et réintègrez dans tous ceux qui par laps de temps, et autrement, leur auroient été ostez et empêchez de jouir cy-devant... »*

En marge: « *Sa Majesté entendra avec plaisir les remontrances des dénommez en cet article et y aura tout l'égard que son service pourra permettre.* »

Les paragraphes 13, 14, 15, 16 concernent la justice. Il est dit notamment au paragraphe 13, « *accordé par le Roi* »: que « *la Justice sera administrée comme elle a été cy-devant par l'Official, les Chapitres, Officiers, tant de l'Archevêque que des Chapitres et Feüdaux, Magistrat et autres ayans juridiction, esquelles il seront maintenus chacun à son égard.* » Le point 21 que le Roi promet d'examiner est la demande par les habitants de la liberté de la chasse *comme ils en ont fait de toute ancienneté*. L'article 24 accorde l'exemption de la taille des

(1) P. J. A. 125.

aisez et de la gabelle du sel. L'article 29 maintient la monnaie. La supplique 36 à laquelle le Roi a répondu « *qu'il en sera usé comme il s'est pratiqué et se pratique dans lesdites villes de Lille et de Tournay* » est utile à citer :

« XXXVI. *Tous titres, papiers, chartes et enseignements de l'Archevêché, Chapitre... demeureront dans leur entier et seront régis, gouvernez et conservez ainsi que du passé.* »

en marge : « *il en sera usé à l'égard des choses demandées comme il s'est pratiqué et se pratique dans lesdites villes de Lille, de Tournay.* »

Pour préciser la situation intérieure de Cambrai, les articles 47 et 48 sont capitaux; tous deux sont accordés par le Roi.

« XLVII. *Les Officiers du Magistrat qui se trouvent présentement créés et établis en nombre de 14 seront continuez dans leurs charges de Magistrature, le temps et terme ordinaire.* »

« XLVIII. *Les Prévost, Conseillers Pensionnaires, Greffiers, Receveurs, Collecteurs et autres Officiers ayant charge en ladite Magistrature et dépendans, seront conservez en leurs états et offices, ainsi qu'il a toujours été fait avec les mêmes droits privilèges et émolumens dont ils ont jouy et jouissent présentement, et la disposition à qui il appartient.* »

Ainsi, comme on peut le remarquer, l'Archevêque réclamait implicitement ses droits, tandis que le Magistrat cherchait à faire consacrer les siens : le roi Louis XIV fort habilement, évitait de prendre position dans le débat. Des conflits devaient inmanquablement éclater dans les années qui suivirent.

*
* *

En effet, tout d'abord, les rapports de la Justice royale avec celle de l'Archevêque durent être réglés en 1682 par un arrêt en Conseil d'Etat obtenu par Mgr de Bryas. (1)

Le Roi le maintenait et avec lui son Official, dans le droit de connaître et de juger les affaires, ainsi qu'ils le faisaient avant la réduction de la ville et défendait aux autres juges

(1) P. J. A. 126. Il s'agit d'une affaire Jeanne Levra. Mgr de Bryas, né à Mariembourg, fut archevêque de Cambrai de 1675 à 1694, il est le prédécesseur de Fénelon.

de sa Majesté de le troubler dans sa juridiction, *ratione materie et ratione loci*.

La domination espagnole, nous l'avons vu, avait coupé en deux le pays de Cambrai, la ville passant sous la domination de Philippe II, la Châtellenie du Cateau demeurant domaine épiscopal. Cette disparité créait des difficultés entre les officiers d'Etat qui n'avaient pas les mêmes prérogatives selon qu'ils étaient dans la Châtellenie ou dans Cambrai, et l'Archevêque qui voulait ignorer ces distinctions. Mgr Dubois, principal ministre de Louis XV soumit en 1723 l'une de ces difficultés au Roi; celui-ci lui accorda des lettres patentes (1) dans lesquelles il décidait que la Châtellenie et la ville du Cateau « *demeuraient à perpétuité exemptes et libres de tous droits et offices royaux... voulant que ledit pays soit régi à l'avenir, comme par le passé, seulement par ledit sieur Cardinal et ses successeurs audit Archevêché de Cambrai.* »

Le successeur du cardinal Dubois, Mgr de Saint-Albin, voulut faire reconnaître pratiquement ses droits sur tout le Cambrésis, comme ils avaient été reconnus sur la Châtellenie du Cateau; mais en 1731 il entra en conflit avec le Procureur Général près le Parlement de Douai qui s'opposait à la jouissance par l'Archevêque des droits qu'il réclamait. Le Roi, en son Conseil, rendit donc un arrêt portant évocation en faveur du Prélat et ordonna aux parties de remettre leurs titres, pièces ou mémoires entre les mains d'un maître des requêtes de Machault, commis à l'effet d'examiner le fond du différend. Les deux parties obéirent à la sentence. Mais l'affaire en resta là.

C'est en 1765 seulement que Mgr de Choiseul (2), dont le frère était le principal ministre de Louis XV, présenta au Roi une requête lui demandant d'examiner et de définir les prérogatives pouvant être exercées par les Archevêques, Clercs et Comtes de Cambrai, et de concilier Ses droits et Sa souve-

(1) P. J. A. 127. Il convient de noter que le cardinal Dubois ne résida jamais à Cambrai.

(2) P. J. A. 137. Mgr de Choiseul passa tout son épiscopat à s'occuper de ses démêlés avec le Magistrat; il s'y ruina et mourut en 1774 à Moulins. Sa succession fut répudiée par sa famille.

raineté avec les anciens privilèges, exemptions et immunités de l'Eglise ainsi qu'avec les droits de Seigneurie temporelle de l'Archevêque.

Cette requête fut suivie de lettres patentes octroyées par le Roi le 13 septembre 1766 (1) et enregistrées par le Parlement de Flandre le 10 novembre de la même année.

C'est alors que l'Archevêque entra en relations avec le Magistrat qui détenait effectivement la plupart des pouvoirs temporels sur le Cambrésis, lui demandant l'application des lettres de 1766 et lui fournissant l'énumération des droits qu'il revendiquait. (2)

Ces droits comprenaient: la reconnaissance théorique du droit de Seigneurie du Prélat par le Magistrat, ce qui pratiquement devait entraîner une modification sensible des habitudes et des droits des habitants, la nomination et l'institution par l'Archevêque des Officiers de Justice et de Police, ce qui allait évidemment bouleverser la qualité des titulaires de ces offices.

C'était, en somme, la mise en cause des principales garanties des libertés communales. Le Magistrat ne pouvait pas accepter de s'incliner, il lutta, soutenu par le Parlement de Flandre, et sa lutte dura près de huit années; c'est en effet, le 29 mai 1773 que furent octroyées les lettres patentes qui donnaient raison à l'Archevêque (3), et c'est seulement le 18 décembre 1786 que l'arrêt du règlement fut lu à l'Assemblée Générale des Etats de Cambrai.

Ainsi à la veille de la révolution, deux pouvoirs s'affrontaient: le pouvoir suzerain et le pouvoir souverain. L'un demandait qu'on lui restituât ses anciennes prérogatives qu'il estimait n'avoir jamais abdiquées; l'autre défendait un état de fait, établi par un long usage.

C'est la reconstitution de la procédure de ce procès et l'examen des arguments apportés par les parties à l'appui de leur thèse que nous allons essayer de traiter dans les pages qui vont suivre.

(1) Pièces justificatives I.

(2) Voir pages 24 et suivantes.

(3) Pièces Justificatives VI.

La situation du Magistrat de Cambrai en 1766

Avant que de commencer l'étude de ce procès et afin d'en faciliter la compréhension, il convient de préciser la situation du Magistrat de Cambrai vers 1766.

Il faut rechercher son origine dans les « Chambres de Paix » du XII^e siècle et c'est à cette époque d'ailleurs que naquit le conflit entre l'Evêque et le Magistrat au sujet de la suzeraineté sur la ville. En d'autres termes, il s'agissait de savoir si le droit de nomination des échevins appartenait au Prélat ou non. Othon IV l'attribua à l'Evêque et, jusqu'à la fin du XVI^e siècle, ce fut lui qui contrôla le Magistrat. Ce droit de nomination était tellement inhérent à la suzeraineté que, chaque fois, que celle-ci passait en mains nouvelles, le premier usage qu'en faisait le nouveau possesseur était de renouveler la « LOI ». Survint alors la domination espagnole qui écarta de Cambrai l'Archevêque; c'est le roi d'Espagne qui prit en 1595 ou, si l'on veut, reçut des bourgeois, le droit d'instituer et de destituer le Magistrat. Le roi de France garda ce droit en 1677.

Ce Magistrat qui, d'après l'ordonnance de 1614 devait se renouveler en principe tous les ans, était composé d'un prévôt (avant le XIV^e siècle, il y en avait deux) qui, bien que considéré comme étant le premier membre, n'avait cependant pas une importance considérable. Il jouait le rôle de *procureur du Roi* à la juridiction criminelle, de *semonceur* sans voix consultative au civil; au bureau du corps des officiers municipaux administrateurs, il était le premier « inter pares »; il exécutait en matière de police des ordonnances qu'il ne faisait point et se bornait à provoquer les mesures utiles au maintien de l'ordre et de la sûreté publique. Du prévôt dépendaient: *sergents de la prévoté*, *mayers des mestiers*, *crieur*, *pendeur* (qui tenait la « table du jeu de dés ») *messiers* (espèces de gardes-champêtres), *courtillieurs* (inspecteurs des jardins). Le Magistrat se composait en outre des *collecteurs*, chargés de la levée des deniers de la taille et des autres impositions;

des *conseillers pensionnaires*, (techniciens chargés d'aider les échevins dans les situations difficiles), des *greffiers*, du *receveur*, des *quatre hommes*, institués par les échevins et qui étaient en quelque sorte des super intendants aux ouvrages nécessaires à la cité, et enfin des quatorze *échevins*.

Dans le fait, depuis la domination espagnole, comme on l'a vu, les échevins n'étaient plus nommés par l'Archevêque; en 1745, sept de leurs charges avaient été rendues vénales et avaient atteint le prix de 1000 écus; mais, en 1751, ils avaient obtenu de les racheter. Ils constituaient l'élément principal du Magistrat; deux d'entre eux, siégeaient sans discontinuer, on les appelait les *Semainiers*. Tous les autres membres du Magistrat étaient des officiers permanents.

Il convient de noter un certain nombre de petits faits susceptibles de préciser l'importance du Magistrat. Bouly (1) nous rapporte que depuis 1617 le Magistrat pouvait assister aux offices de la cathédrale dans les stalles des chanoines; que dans les processions, le Magistrat avait le pas sur la noblesse, ce qui fut, en 1671, la cause d'un procès qui se termina par le succès du Magistrat. Lorsqu'il circulait dans Cambrai, le prévôt était accompagné d'un ou de plusieurs sergents armés de haliebardes. Le corps échevinal avait le privilège de recevoir du souverain à partir du XVI^e siècle un subside pour l'achat du drap nécessaire aux costumes des échevins. Chaque année, un certain nombre de festins étaient organisés pour le Magistrat, dont l'un avec le produit des amendes criminelles. Enfin, à toute prise de possession du duché du Cambrésis, le Magistrat recevait le serment du nouveau duc et lui faisait pour la ville entière le serment de fidélité. Notons aussi qu'un grand nombre d'offices dépendait du Magistrat et plus spécialement du corps échevinal. Un document rapporté par Bouly (2) nous en indique plus de quarante.

« Pour comprendre la susceptibilité du Magistrat à l'endroit de sa prééminence, il faut se rappeler qu'autrefois, l'autorité était environnée d'un prestige salulaire qui a complètement

(1) Bouly *Dictionnaire Historique*, page 319.

(2) Bouly même ouvrage, page 321.

disparu de nos jours. Les fonctionnaires publics semblent n'avoir plus pour eux-mêmes cette considération personnelle qu'ils avaient jadis. » C'est toujours Bouly que je cite...

La compétence du Magistrat de Cambrai dont nous venons de montrer l'indépendance envers l'Eglise était extrêmement étendue.

En matière judiciaire, par exemple, sous réserve de variations *ratione territoriae* que nous verrons plus loin, il connaissait en première instance de toutes les actions civiles, réelles ou personnelles entre les bourgeois et habitants de la ville et de la banlieue. Il était aussi juge de police et, en matière criminelle, même des cas royaux et privilégiés. L'appel des jugements du Magistrat se faisait au Parlement de Flandre, mais le Magistrat était tribunal d'appel pour les sentences des prévôts de St-Géry, St-Sépulcre et Ste-Croix et pour celles des mayeurs et échevins des 89 villages du Cambrésis et de la Chatellenie de Bouchain.

En matière administrative et avec les mêmes réserves, le Magistrat avait des fonctions analogues à celles des maires et des conseils municipaux d'aujourd'hui. Au dessus de lui se trouvait l'intendant du Roi (1), mais, le Magistrat jouissait d'une assez grande liberté dans son administration.

« Territorialement ses pouvoirs étaient inégaux, dit M. Dolez (2), selon les quartiers entre lesquels se répartissait le territoire de la Ville. ils étaient au maximum dans la « mairie du Marché » possédée par le Magistrat en haute justice; ils étaient au minimum dans la mairie de la Cathédrale où l'Evêque et le Chapitre avaient privilège d'immunité; ils étaient mitigés dans les cinq autres mairies ».

De ces brèves explications il convient de retenir en substance qu'au moment où s'engageait le procès de 1766, le Magistrat était totalement indépendant de l'Archevêque de Cambrai et fort jaloux de cette indépendance.

(1) L'Intendant du Hainaut avait son siège à Valenciennes; Sa compétence s'étendait sur tout le Hainaut français auquel était rattaché le Cambrésis.

(2) Dolez (A) — « la Mulquinerie dans le Cambrésis » page 27.

PREMIÈRE PARTIE

La procédure suivie par les plaideurs

L'examen de la procédure adoptée par les parties, au cours de ce procès, permet d'aboutir à cette conclusion: il n'y a rien de plus simple et de plus compliqué à la fois que la procédure à la fin de l'ancien régime.

Rien de plus compliqué d'abord: la concentration du pouvoir judiciaire autour du Roi, caractérisée par la mise en tutelle des justices seigneuriales a abouti à la possibilité d'appels multiples qui éternisent le procès.

Rien de plus simple ensuite: le principe « toute justice émane du Roi » qui avait servi à cette mise en tutelle, s'exerce dans toute son ampleur. Les traditionnelles sources que sont le droit Romain et le droit Coutumier se tarissent; le droit apparaît de plus en plus comme une émanation de cette autorité supérieure qu'est celle du Roi.

Pour la plus grande clarté de notre étude, nous la divisons en trois parties; l'une contiendra l'examen de la procédure qui va de la requête de l'Archevêque jusqu'aux lettres patentes de 1769, c'est-à-dire la procédure actionnée en vue de l'obtention de ces lettres patentes et celle qui se déroula devant le Parlement de Flandre; la seconde développera les incidents de procédure; la troisième les différentes phases de la procédure devant le Conseil du Roi. Pour rendre plus compréhensible la suite logique du procès, nous respecterons autant qu'il nous sera possible l'ordre chronologique.



CHAPITRE PREMIER

L'engagement du procès et la procédure suivie jusqu'au 30 mars 1770

Preliminaires de procédure

L'affaire a débuté par une requête (1) adressée au Roi par l'Archevêque en 1765. Cette pièce se présente sous la forme d'un mémoire qui débute par un rappel de l'origine de la demande, se poursuit par l'exposé des motifs et se termine par des conclusions qui commencent par la formule « *ce considéré, Sire, plaise à Votre Majesté ordonner...* »

Cette requête n'exprime aucune revendication précise, il y est simplement demandé au Souverain d'examiner les titres qui lui sont soumis et de fixer définitivement les prérogatives des Archevêques de Cambrai. Il en sera autrement plus tard lorsque des lettres patentes pourront fournir au Prélat la base lui permettant de préciser des revendications substantielles. A la suite de cette pièce on trouve une adhésion aux conclusions de l'Archevêque rédigée au nom du Chapitre par le Chanoine Mutte, doyen, qui reproduit le « *Ce considéré...* » du Prélat.

Cette requête se présente en somme comme une simple lettre de sollicitation.

La réponse du Roi fut l'octroi de lettres patentes le 13 septembre 1766 (2). La décision royale commence par la formule

(1) P. J. A. 137.

(2) Pièces Justificatives I. Voir seconde partie, Chapitre cinquième.

consacrée « *Louis, par la Grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre* » immédiatement suivie d'une adresse « *A nos Amés et Féaux les Gens tenant notre Cour de Parlement à Douai: Salut.* » Puis, vient l'exposé des causes qui motivent les articles et, avant leur rédaction, une formule solennelle: « *A ces causes et autres à ce Nous mouvant, de l'avis de notre Conseil et de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité Royale, Nous avons dit déclaré et ordonné et par les présentes signées Nous plait ce qui suit...* » On note la pleine expression de l'absolutisme royal; il se traduit également par cette affirmation qui suit la mention précisant que le document annule toutes dispositions antérieures. « *Car tel est notre plaisir* ». Ces lettres patentes sont datées, signées par le Roi et contre-signées par un secrétaire d'Etat, en l'occurrence le duc de Choiseul, frère de l'Archevêque de Cambrai. Elles sont scellées du grand sceau.

Telles qu'elles viennent d'être décrites, les lettres patentes n'étaient pas exécutoires; il leur manquait l'enregistrement au Parlement de Flandre à Douai. Ce fut une simple formalité qui se déroula le 10 novembre 1766. On notera seulement que le Parlement avait apporté cette restriction: « *pour jouir à titre de concession pour tout ce dont il n'était pas en bonne et suffisante possession avant l'émanation des dites lettres* ».

Difficultés à Cambrai

Voilà donc ces lettres patentes devenues exécutoires. Il ne semble pas que l'Archevêque ait cherché à les appliquer tout de suite. Voulait-il se ménager des rapports relativement faciles avec le Magistrat ou trouvait-il que les lettres et la restriction apportée par le Parlement de Douai ne comblaient pas ses vœux? Nous ne le savons pas. Pourtant, le 20 novembre 1766, dix jours après l'arrêt d'enregistrement, l'Archevêque adressa au Magistrat une note dont le titre est: « *Places dépendantes du Magistrat* » qui contient une numération de fonctions et se termine par cette phrase assez énigmatique: « *on demande sur toutes ces questions (?) des réponses étayées de*

pièces, qui fassent connaître depuis quel temps et à quel titre la Ville possède et jouit des droits dont il s'agit ». ¹

Que se passa-t-il à ce moment? Nous ne pouvons le préciser exactement (1).

D'une part, nous avons dans le Mémoire pour l'Archevêque qui date de 1769, une affirmation assez vague selon laquelle celui-ci aurait formulé certaines demandes à son adversaire qui lui aurait répondu par des invectives; le Prélat aurait alors produit des titres et demandé au Magistrat de tenir des réunions en commun pour examiner les pièces. Celui-ci aurait accepté: même des délégués, trois par partie, se seraient réunis; mais par suite de l'obstruction du Procureur Syndic, ces conférences auraient été impossibles. Toujours conciliant, l'Archevêque aurait proposé à son adversaire de s'en remettre à la décision des premiers Magistrats du Parlement de Flandre et, devant le silence qui aurait accueilli son idée, le Prélat aurait été obligé d'adresser une nouvelle requête au Roi (2). On ne trouve aucun écho de ces efforts de conciliation dans les mémoires du Magistrat. Je n'ai trouvé, pour ma part, aucune trace de ces remous communaux dans les archives municipales.

Par ailleurs, nous possédons trois pièces émanant toutes de l'Archevêque qui montrent qu'effectivement celui-ci ne se désintéressa pas de la question. La première date du 20 Mars 1767 et semble compléter celle citée plus haut: c'est l'état des différents droits de Seigneurie et de Justice qui appartiendraient au Prélat et dont celui-ci croit devoir réclamer l'exercice en exécution de l'article premier des lettres de 1766. La seconde, en date du 14 Mars 1768, contient la liste des droits honorifiques réclamés par l'Archevêque, duc de Cambrai. La troisième du 26 Mai de la même année est une réclamation générale en 18 points; nous l'étudierons plus loin (3).

(1) Il nous manque, en effet, les délibérations du Magistrat de 1766 à 1773 qui ont été détruites partie pendant la révolution, partie pendant la guerre de 1914-1918.

(2) Ce dernier fait est démenti par les lettres patentes de 1769 qui sont « émanées du pur mouvement de sa Majesté ».

(3) Deuxième partie, Chapitre cinquième.

Enfin, nous possédons la réplique du Magistrat à ces réclamations, il répond en bloc aux revendications de l'Archevêque formulées dans les trois pièces précédemment citées, ce qui permet d'admettre l'existence de tractations verbales entre temps; sinon le Magistrat n'aurait pas manqué de faire trois réponses différentes.

Ce mémoire a été terminé le 18 janvier 1769 après de nombreuses délibérations ordinaires et extraordinaires du Magistrat. Il aurait été répandu aussitôt dans Cambrai, cependant que le Magistrat le soumettait à quatre avocats parisiens: Paignon, Cellier, Boucher d'Argis et l'Herminier (qui mourut avant d'avoir terminé son travail). Ils avaient pour mission de dire si le texte proposé contenait quelque chose de déplaisant pour le Roi ou d'injurieux pour le Prélat, s'il était suffisamment rédigé, motivé, et, le cas échéant, de le compléter ou de le modifier. Le travail des avocats fut terminé le 30 juin 1769. Mais l'Archevêque avait déjà répondu à ce mémoire le 28 avril de la même année.

On avait, en effet, à cette date, publié à Cambrai, un mémoire à consulter pour l'Archevêque, (1) qui était destiné à éclairer l'opinion sur les procédés du Magistrat. Ce mémoire qui n'est pas signé a été visiblement rédigé par le Chanoine Mutte, bibliothécaire de l'Archevêché, ainsi que le prouvent certaines expressions qui sont la reproduction d'annotations manuscrites faites par ce savant sur un exemplaire de la « Déduction succincte » que j'ai eu entre les mains. Le document assez long se termine par un exposé en neuf points des demandes formulées par le Prélat. Il est suivi d'une consultation du Conseil de l'Archevêché signée par de Lambon, La Monnoye et Clément.

Les lettres patentes de 1769

L'affaire semblait faire long feu puisque les deux parties se bornaient à affirmer des positions irréductibles et, au lieu

(1) P. J. A. 139.

de suivre la procédure normale, transportaient le débat sur la place publique.

C'est alors que le 24 Juin 1769, le Roi délivra des lettres patentes (1) qui affirmaient le bon droit de l'Archevêque. Ce document qui n'avait suscité aucune espèce de procédure émanait donc « *du pur mouvement* » de sa Majesté. Voilà encore une preuve de la puissance royale. N'y avait-il pas quelque ironie cachée dans cette expression: pur mouvement, que devaient répéter sans cesse comme pour s'en bien persuader le Magistrat et le Parlement de Flandre? Le frère de l'Archevêque de Cambrai n'était-il pas le ministre le mieux en Cour de Louis XV? Le Glay nous rapporte que personne à Cambrai ne doutait que la faveur ne fut étrangère à cette solution imprévue (2). Plus tard, quand le duc de Choiseul tombera en disgrâce, le Magistrat relèvera la tête et précisera hautement ce que, jusque là, il murmurait à qui voulait l'ouïr (3).

Toujours est-il qu'il fallait présenter les lettres de 1769 à l'enregistrement au Parlement de Douai. Les pièces furent déposées sur le bureau du Procureur le 5 août 1769. Ce n'est qu'au début de 1770 qu'elles furent discutées à l'audience.

Jusqu'à cette date, les parties manœuvraient pour améliorer leur position devant les Magistrats du Parlement afin qu'ils opinent en pleine connaissance de cause.

Le 13 novembre 1769, c'est le Magistrat qui publie des réflexions sur la sollicitation d'enregistrement des lettres patentes. Le document contient une esquisse de l'histoire de Cambrai bourrée de citations. Il est signé J.B. Wartel, d'Arras.

L'Archevêque réplique à la théorie de la franche commune soutenue par le Magistrat dans un mémoire, intitulé d'ailleurs
REFUTATION (4).

(1) Pièces Justificatives II et Seconde Partie, Chapitre cinquième.

(2) Le Glay « *Cameracum Christianum* » titre Choiseul.

(3) Seconde partie, Chapitre quatrième.

(4) P. J. A. 141.

L'affaire vint enfin devant le Parlement. Le Procureur Général présenta les lettres de 1769 et formula différentes objections. Waringhien de Flory, rapporteur, lui répliqua au nom de l'Archevêque (1). En conclusion de son intervention, il précisa le rôle du Parlement qui est « *de vérifier et promulguer la loi, si elle est trop obreptice, il doit faire des remontrances* ». Il présenta les lettres de 1769 comme une interprétation de celles de 1766.

Tel ne fut point l'avis du Parlement de Douai qui adressa des remontrances au Souverain. Le document débute par cette formule: « *Le plus grand témoignage que voire Parlement de Flandre puisse donner de son zèle et de sa fidélité est de réclamer au pied du trône de votre Majesté l'observation des lois constitutives de la monarchie, le maintien des formes publiques de l'Etat, la conservation des droits de la couronne et de ceux des particuliers.* » Tout le document est dans ce style. Les expressions d'une courtoisie raffinée et d'un respect profond, les compliments, les fleurs cachent les plus véhéments reproches et les plus audacieux avertissements. Mieux que tout autre commentaire, quelques extraits de ces remontrances seront un précieux témoignage des idées de l'époque: « *La gloire des Rois, le bonheur des peuples, la pureté des droits du trône et celle de tous les membres de l'Etat sont fondés sur le maintien des lois et de l'ordre public... En effet, cette forme aussi insolite que dangereuse (lettres patentes à des particuliers sans que les intéressés aient été entendus) tend à renverser les possessions et les propriétés les mieux établies; elle ouvre une voie nouvelle et facile à surprendre votre Majesté en vous faisant régler, Sire, de votre propre mouvement et comme législateur des droits contestés et litigieux... Cette forme semble n'être adoptée et n'emprunte extérieurement l'empreinte et le caractère de la loi que pour enlever le droit d'un tiers et lui interdire en même temps la voie tutélaire de l'opposition dans les Cours, de tous moyens de réclamations... Et que deviendrait, Sire, votre autorité si les Seigneurs de votre Royaume deman-*

(1) P. J. A. 140.

daient et obtenaient d'être réintégrés dans l'exercice des droits dont ils étaient en possession il y a quatre ou cinq siècles... »

On le voit, le souci du Parlement est de défendre à la fois les droits de la Couronne et les garanties des citoyens. Le Parlement, dans ses remontrances, demandait au Roi de retirer les lettres patentes de 1769 et lui suggérait de faire procéder à une instruction contradictoire: le Roi se rendit aux raisons de son Parlement et retira ses lettres patentes.

CHAPITRE DEUXIEME

Les incidents de procédure

Toute la procédure suivie jusqu'à ce moment allait aboutir à une instruction contradictoire. En effet, le Roi, informé des difficultés élevées par le Magistrat de la ville de Cambrai, avait jugé à propos de se faire rendre compte de ses réclamations et prétentions. Dans un arrêt du 30 Mars 1770 (1), il décida de faire instruire l'affaire contradictoirement en son Conseil. Il ordonna donc que les titres, pièces et mémoires fussent remis au sieur Lenoir, maître des requêtes qui, en accord avec les conseillers Daguessau et Joly de Flory devait établir un rapport. L'arrêt est contresigné par le duc de Choiseul et scellé du grand sceau. Expédié le jour même, il fut signifié aux parties le 15 mai 1770 par Jardez, huissier au Parlement de Flandre, résidant à Cambrai.

La signature du duc de Choiseul éveilla des inquiétudes chez le Magistrat. Contre un adversaire qui jouit, ne fut-ce que momentanément, de la faveur du Juge, un seul moyen de lutte est possible: il faut gagner du temps. Aussi le Magistrat chercha-t-il des incidents de procédure.

Le premier soin du Magistrat fut de se choisir un défenseur. Une assemblée des notables se réunit à Cambrai le 4 juillet 1770, qui décida de confier la défense du Magistrat à Drou, avocat au Conseil du Roi à Paris, à qui fut envoyée une procuration très large: « *l'autorisant de faire tout ce qu'il jugerait à propos pour le bien de la cause et la défense de la cité.* »

(1) Pièces Justificatives III.

La requête à fin d'opposition

Le privilège de juridiction des Flamands

Il tenta d'abord de s'appuyer sur le Parlement de Flandre. Nous sommes, en effet, à la période de la grande tension entre Maupéou et les Parlements. L'affaire de Bretagne leur a donné un éclat particulier; ils représentent l'opposition au Roi et à tous « ses cousins », au nombre desquels la famille de Choiseul. Le Parlement de Flandre n'avait pas caché sa sympathie pour le Magistrat, même il laissait entendre que des remontrances allaient être faites à l'occasion de l'arrêt de 1770. C'est pour profiter de ce climat que Drou adressa au nom du Magistrat une requête au Roi afin de faire opposition à l'arrêt du 30 mars et retourner au Parlement de Douai.

Deux moyens de droit sont invoqués dans cette requête:

1°. D'abord est soulevée la question de compétence: « *en supposant que les suppliants eussent élevé sur l'exécution des lettres de 1766, les difficultés dont on les a fait gratuitement les auteurs, le Parlement de Douay seroit seul en droit d'en connaître* »;

Pour démontrer cette affirmation, le Magistrat formule deux propositions concernant les pouvoirs des Cours souveraines.

Par l'envoi de lettres à un Parlement, le Roi s'engage à ne point retirer à ce Parlement l'autorité qu'il lui a confiée et, par l'enregistrement, le Parlement s'engage à employer cette autorité à l'application des volontés du Souverain. Il voit ensuite une légère contradiction entre ces principes et le préambule de l'arrêt de 1770: « *l'examen de semblables objets et l'interprétation desdites lettres, n'appartient qu'au Roi* », car si le Roi dans son activité de législateur a seul le droit d'interprétation, lorsqu'il s'agit d'une mesure concernant un particulier, les tiers intéressés ont le pouvoir de faire respecter leurs droits: soit en se pourvoyant devant le Roi, soit en faisant opposition à l'arrêt d'enregistrement, et alors les Cours ont le pouvoir

d'interprétation, de modification et même d'interdiction. Ce triple pouvoir vient du roi; il suppose que les suppliques sont conformes à la vérité (1), que leurs dispositions ne préjudicient point aux droits du Roi (2), et qu'elles ne blessent point les tiers (3). En l'espèce les lettres de 1766 règlent des droits particuliers; elles sont claires et précises et n'ont aucun besoin d'être interprétées.

Ces lettres et l'arrêt d'enregistrement donnent deux titres: un titre de maintenue et un titre de concession. Le Prélat demande à être reconnu comme Seigneur féodal de la Ville. Cette demande n'est fondée ni sur l'un, ni sur l'autre des titres. La demande de l'Archevêque est donc une question de fait non soumise à l'interprétation. En réalité, l'interprétation invoquée par le Prélat est une simple demande d'évocation, Or, a) cette évocation est impossible « *étant contraire au droit commun et intervertissant l'ordre des Juridictions, elle ne peut être suppléée dans un arrêt où elle n'est point contenue de la manière la plus formelle et la plus expresse.* » Mais l'arrêt du 30 mars ne contient pas cette clause, il n'est relatif qu'à une interprétation; l'évocation n'étant pas prononcée, l'arrêt est sans objet et par conséquent doit être sans exécution; b) l'évocation n'a lieu que pour de grandes et importantes considérations et dans le cas présent « *l'attention et le zèle de la Cour de Douai ont été suffisamment marqué* » (?) c) Enfin l'avocat du Magistrat invoque le privilège de Juridiction des Flamands.

Les Flamands auraient, selon le Magistrat, le privilège de n'avoir à plaider que dans leur pays et devant leurs compatriotes. Privilège *juste* à cause de la valeur particulière des Juges instruits des lois et usages locaux; privilège *précieux* car il évite les déplacements, abrège les délais, assure une justice économique; privilège *recherché* car il a toujours été l'une des grandes revendications des Flamands — le roi Louis XIV avait exclu de la Flandre les *commitimus* et toutes les « *distractions de ressort* ». Non seulement il s'agit d'un privilège

(1) Si preces veritate nitantur.

(2) Salvo jure nostro.

(3) Salvo jure alieno.

ratione personae, mais le Grand Conseil a jugé qu'il s'agissait aussi d'un privilège concernant toutes les causes dans lesquelles un flamand peut être intéressé. (1)

Le Magistrat ajoute enfin que l'Archevêque a reconnu lui-même la compétence du Parlement de Douai en s'adressant à lui en 1768 à l'occasion d'une difficulté avec le Magistrat.

2°. Le second grand argument de Drou dans cette discussion de procédure est « *que ces prétendues difficultés n'ayant jamais eu lieu, l'arrêt de 1770 n'a pas d'objet et ne peut, par conséquent, avoir d'exécution.* »

La difficulté dont il pourrait être question concernerait, non le fond du procès, mais les quatre mémoires dont il a été parlé au chapitre précédent et qui ont été remis au Magistrat par le Prélat dès l'enregistrement des lettres patentes de 1766; elles n'ont aucune importance, affirme Drou.

Et, pour terminer cette requête à fin d'opposition, le Magistrat cite cette phrase de Montesquieu (2): « *Que serait devenue la plus belle Monarchie du monde si les Magistrats, par leur lenteur, par leurs plaintes, par leurs prières n'avaient arrêté le cours des vertus mêmes de ces Rois lorsque ces Monarques ne consultant que leur grande âme, avaient voulu récompenser sans mesure des services rendus avec un courage et une fidélité aussi sans mesure.* »

Cette requête était accompagnée d'une consultation donnée par Roussel qui donne quelques précisions sur le privilège de Juridiction des Flamands, en s'appuyant sur les articles 14 et 15 de la capitulation de 1677, sur une déclaration du Roi de 1679, des lettres patentes du 30 mars 1726, une déclaration de 1775 et des arrêts du Conseil du Roi (3).

Le 30 juillet, le Magistrat fit une sommation à l'Archevêque d'avoir à se constituer un avocat. Celui-ci n'obéissant point et les règles prescrivant de faire les significations de pièces au domicile de l'avocat choisi, le Magistrat se vit obligé de signi-

(1) Voir en ce sens: un arrêt Monier du 18 juin 1695, rapporteur Pontchartrain — voir également un arrêt du Roi du 16 août 1723.

(2) Esprit des lois L. 5 Ch. 10.

(3) On peut trouver ces arrêts de 1686, 1688, 1693, 1695, 1701, 1715, 1723 et 1727 dans un recueil spécial imprimé en 1730.

fier à l'Archevêque lui même sa requête en opposition. La ville de Cambrai étant dans le département de la guerre, c'est au Secrétaire d'Etat à la guerre que le Magistrat allait envoyer sa requête.

Le 27 octobre 1770 le Roi rendait un arrêt déboutant le Magistrat. Cet arrêt lui était signifié le 8 janvier 1771; il était accompagné d'une sommation de satisfaire à l'arrêt du Conseil du 30 mars précédent.

La requête à fin de cassation

Enfin les espérances du Magistrat se réalisèrent. Le duc de Choiseul tomba en disgrâce le 24 décembre 1770, mais les nouvelles n'allaient pas vite de Paris à Cambrai. Drou prit donc sur lui de tenter de profiter de la nouvelle situation, espérant dans le courroux de Louis XV contre son ancien Secrétaire d'Etat. Il adressa au Roi une requête tendant à obtenir cassation, révocation et annulation de l'arrêt du Conseil du 27 octobre 1770, satisfaction à la requête en opposition et aussi renvoi des Parties devant la Grande Direction des Finances, pour « *sur le rapport qui en serait fait, par tel des sieurs Maîtres de Requêtes qu'il plairait à sa Majesté de commettre et sur les conclusions de l'Inspecteur Général des Domaines être statué ainsi qu'il appartiendrait; en conséquence ordonner que les deux instances seraient et demeureraient jointes pour être statué par un seul et même arrêt.* » On croirait lire des conclusions de jonction d'instances en 1939.

Le grand argument invoqué par Drou est l'abus de pouvoir commis par le duc de Choiseul, dans l'affaire de l'Archevêque de Cambrai. Nous verrons plus loin (1) en quoi cet abus consistait; il suffit actuellement de savoir que dans une lettre adressée au Magistrat le duc de Choiseul laissait entendre qu'il avait lui-même fait rapport au Conseil de sa Majesté. Le moyen de cassation tiré de l'abus invoqué par le Magistrat nous permettra d'aborder ces deux questions de procédure:

(1) Deuxième partie, Chapitre quatrième.

un secrétaire d'Etat peut-il faire un rapport dans une affaire intéressant son frère? Pour que le recours en cassation soit possible, le Magistrat était-il tenu de faire une procédure de récusation?

A la première question répond l'article 5 du titre II de la seconde partie du règlement du Conseil; il y est dit que « *les dispositions du titre 24 de l'ordonnance du mois d'Avril 1667 doivent être observées au Conseil selon leur forme et teneur, à l'égard des récusations qui y seront formées.* » Or l'article 1^o de ce titre veut que « *les récusations en matière civile soient valables en toutes Cours, Juridictions et Justices, si le Juge est parent ou allié de l'une des Parties, jusqu'aux enfants des cousins issus de germains, qui sont le quatrième degré exclusivement, et néanmoins qu'il pourra demeurer Juge si toutes les parties y consentent par écrit.* » Donc le frère ne peut être rapporteur dans une affaire de son frère, ainsi que l'a dit Pussort: « l'honnêteté publique ne le pourrait souffrir. » L'article 4 du même titre étend les récusations jusqu'au cas où « *la femme est vivante et si le juge ou la partie en ont des enfants vivants.* » Mais le texte définitif admet le décès de la femme et mieux l'absence d'enfant et étend la défense au beau-père, au gendre et aux beaux-frères; car les alliances, pour citer encore Pussort, sont « *apud concordés excitamenta caritatis, apud iratos irritamenta odiorum* ». Ne voyons-nous pas chaque jour que ces alliances excitent la bienveillance si l'on est d'accord et la haine si l'on ne s'entend pas! L'article 10 du même titre vise le cas qui nous occupe: « *Si le Juge est héritier présomptif de l'une des parties, il n'en pourra demeurer juge.* » Quant à l'article 6, il est encore plus explicite si possible: « *Le Juge pourra être récusé, s'il a donné conseil ou connu auparavant du différend comme juge ou comme Arbitre, s'il a sollicité ou recommandé, ou s'il a ouvert son avis hors la visitation et jugement; en tous cas, il sera cru à sa déclaration, s'il n'y a preuve par écrit.* »

Le Magistrat devait-il donc récuser le duc de Choiseul? Non, affirme-t-il, car il y a un précédent: celui-là précisément qui a servi d'objet aux commentaires de Pussort. Non encore, car l'article 4 « ne pourront être jugés » est un refus catégorique

qui n'oblige pas à engager une procédure de récusation. Non enfin, car l'article 17 est formel: « *tout Juge qui saura cause valable de récusation en sa personne est tenu, sans attendre qu'elles soient proposées, d'en faire la déclaration qui sera communiquée aux parties.* »

Qu'on ne vienne pas dire alors qu'il est interdit de récuser un secrétaire d'Etat: la seule exception prévue l'a été en 1318. C'est le Chancelier parce que — le motif est intéressant — « *par le moyen de l'Office du Sceau, il est personne publique et tenu à une spéciale fidélité au Roi.* »

Cette requête fut donc adressée au Conseil des Dépêches à de Monteynard, secrétaire d'Etat, qui avait succédé au duc de Choiseul. Pour mieux affirmer sa position, Drou la fit publier.

Quand elle fut connue à Cambrai, elle suscita ce qu'on pourrait appeler des mouvements divers. La violence du langage et le peu de ménagement employé pour traiter la famille de Choiseul, indignèrent certains. Il faut croire que cette indignation fut hautement exprimée, car le Magistrat convoqua, sans avoir reçu de « sommation de désavouer ou de supprimer », l'assemblée des notables le 11 décembre 1771. La discussion dura deux jours, on se sépara en maintenant la requête de Drou à moins que l'Archevêque ne consentit à renoncer au procès. Je note au passage cette réflexion prérévolutionnaire:

« *Il y a des natures d'affaire qui intéressent tellement la générosité des habitants que les résolutions ne doivent être prises que par tous ceux qui la représentent.* »

Mais le Magistrat, pour plus de sûreté, adressait à Valenciennes au célèbre Taboureau la copie de la délibération des notables, sollicitant son avis. Dans une lettre qui n'était pas destinée à être publiée, Taboureau disait notamment:

« *soyez assuré qu'on verra d'un mauvais œil les réflexions hardies et peu mesurées que cette requête renferme contre des personnes en place et constituées en dignité, dont l'une a joui pendant longtemps de la confiance du Souverain... ce n'est point le public, c'est le Conseil du Roi qui doit vous juger...*

Il ajoutait, répondant à la pensée révolutionnaire du Magistrat: « *J'ai été surpris de la facilité avec laquelle vous avez accepté une délibération dans laquelle on établit des principes distinctifs de l'autorité qui vous est confiée, autorité dont vous n'êtes que les dépositaires...* »

Le 30 mars 1772, l'Archevêque, dans un mémoire publié à Paris et à Cambrai, répondit vertement au Magistrat. Ce mémoire est suivi d'une très courte délibération du Conseil du Prélat, Delambon, Clément et Bontoux, avocats à Paris. Mais quelque temps après cette publication, le Magistrat de Cambrai se rendant aux sages conseils de Taboureau, abandonnait son instance.

CHAPITRE TROISIEME

La procédure dégagée d'incidents jusqu'à la fin du procès

L'arrêt de 1770 ordonnait aux parties de remettre tous leurs documents entre les mains de Lenoir. Le 22 avril 1772, l'Archevêque déposait donc sur son bureau cinq mémoires et 136 pièces d'archives.

Le Magistrat qui se sentait plus libre d'écrire ce qu'il voulait depuis la disgrâce du duc de Choiseul et qui voulait rattraper le temps et les arguments perdus, fit rédiger par Drou quatre mémoires du début d'avril 1772 au 6 juillet de la même année. La rapidité avec laquelle ces plaidoyers ont été écrits a nui grandement à leur valeur. Ils sentent l'improvisation et la compilation. On en jugera d'ailleurs par leurs titres: le premier s'intitule « Réplique », il a deux cent cinquante page; le second: « Addition à la Réplique »; le troisième: « Nouvelle Addition », sur le droit de Seigneurie dans le Cambrésis; le quatrième: « Observation importante » sur la prétendue donation du comté de Cambrai faite en 1007 par l'Empereur Henri II aux Evêques de Cambrai.

Ici se place un incident de procédure que nous avons voulu conserver à sa place chronologique. Il n'a d'ailleurs eu aucune conséquence et ne pouvait affecter en rien l'issue du procès. Il s'agit d'une sommation faite par l'Archevêque et la noblesse de Cambrai au Magistrat à l'occasion de la publication de l'Observation qui lui intimait l'ordre de désavouer ce mémoire et de « rétracter ». Cette sommation provoqua une réunion des notables de Cambrai le 6 juillet 1772. Tous furent d'accord pour refuser d'obtempérer aux injonctions de l'Archevêque.

Naturellement ce nouvel acte de « guérilla » surexcita les esprits cambrésiens et tout le monde voulut fournir à Drou des renseignements qui ne présentaient sans doute pas une très grande utilité. Nous avons retrouvé entre autres une lettre adressée à l'avocat du Magistrat par les sept notaires du Cambrésis. Elle s'intitule modestement : « Réplique aux cinq mémoires de l'Archevêque ». Elle expose surtout l'état de misère des notaires de la région de Cambrai.

Cependant l'instruction de l'affaire se poursuivait à Paris. Des conclusions étaient prises par l'Archevêque et par le Magistrat. Celles du Prélat comportaient 36 chefs. Celles de son adversaire qui n'en avaient que sept étaient signées par le prévôt, Lemayeur de Simoncourt, par un ancien échevin Delaplace Hammette, chargés de pouvoirs et par Drou, avocat. L'Archevêque, à la suite de l'insuccès de sa sommation, avait joint une autre requête — nous dirions aujourd'hui des conclusions additionnelles — tendant à faire supprimer les mémoires et écrits du Magistrat comme injurieux et calomnieux, demandant au Souverain de lui enjoindre d'être plus circonspect à l'avenir et réclamant une condamnation à des dommages intérêts.

L'importance de cette affaire qui met en cause la souveraineté du Roi, les droits de Seigneurie de l'Archevêque et les libertés acquises et défendues par le Magistrat, est encore accusée par ce fait qu'elle fut jugée par le Roi en son Conseil des Dépêches.

L'arrêt définitif intervint le 3 avril 1773, c'est un habile com-

promis (1). Il ordonne la suppression des écrits du Magistrat (2) Il déboute le prélat de ses demandes additionnelles. Il est accompagné de lettres patentes en vue de son exécution.

Quant à la forme, rien de plus semblable que cet arrêt aux qualités d'un jugement de nos Tribunaux Civils. Il débute par un rappel des principales étapes de la procédure qui ont été examinées ce jour là: « *vu au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant...* » Ensuite sont reproduites les conclusions de l'Archevêque immédiatement suivies de celles du Magistrat qui précèdent ce que j'ai appelé les « conclusions additionnelles du Prélat ». L'arrêt énumère alors les pièces déposées par les parties, notamment toutes les pièces d'archives. Vient immédiatement le dispositif de l'arrêt, l'acte émanant du Souverain n'ayant pas besoin d'être motivé. Enfin la date: « *fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles, le 3 Avril 1773* », et la signature: Monteynard.

Le 10 mai de la même année, l'arrêt a été enregistré au Greffe de la Cour du Parlement de Flandre; les Magistrats de Douai, toujours rétifs, inséraient cette restriction « *conformément à l'arrêt du Parlement de Flandre du 10 novembre 1766* » qui, on s'en souvient, concernait les lettres patentes de 1766 qui recevaient force exécutoire sous cette condition: « *pour jouir à titre de concession sur'ce dont ils n'étaient pas en due possession.* »

Naturellement le Magistrat s'empressait d'enregistrer au greffe de la juridiction échevinale l'arrêt du Conseil et les lettres de 1773 que l'Archevêque venait de lui signifier, mais il prenait bien soin d'ajouter « *qu'elles seront exécutées conformément à l'arrêt d'enregistrement de la Cour.* »

Mais le 23 juillet 1773, un nouvel arrêt (3) du Conseil du Roi, réuni cette fois à Compiègne, déclarait nulle et de nul effet

(1) Pièces Justificatives V. Voir l'analyse de cette pièce à l'appendice de la seconde partie.

(2) Cette suppression fut absolument inefficace, tant le mot de Bainville est vrai: « de l'Histoire il ne tend à rester que la calomnie et parfois il ne reste que cela. »

(3) Pièces Justificatives VII.

la modification tendancieuse et ordonnait l'exécution pure et simple des lettres de 1773, telles qu'elles avaient été délivrées.

Le même jour l'ordre de signification était donné par commission du grand Sceau et le 13 août avant midi, Jérôme-Joseph d'Estrées, huissier du Roi en la « *Cour du Conseil Supérieur et Chancellerie de Douay* » signifiait le nouvel arrêt au Procureur Général, parlant à sa personne, au Président et Conseillers au Parlement de Flandre, parlant à Carneau de Langrès, greffier.

Déjà la veille, l'huissier Jardez avait signifié au Magistrat, sur requête de l'Archevêque, l'arrêt du 23 juillet.

DEUXIÈME PARTIE

L'argumentation présentée par les plaideurs

Plutôt que d'examiner dans leur ordre chronologique les arguments contenus dans chacune des pièces du dossier, nous avons préféré les grouper autour de plusieurs titres de façon à retrouver quelques grands principes juridiques.

C'est ainsi que nous rencontrerons successivement une argumentation historique, des théories de droit international public, des thèses de droit public, et même les péripéties passionnées d'une intervention politique.

Tel est sensiblement l'ordre dans lequel ces arguments ont été présentés par les parties elles-mêmes.

CHAPITRE PREMIER

L'argumentation historique

Notons d'abord qu'il existe une grande différence entre nos sources.

L'argumentation historique de l'Archevêque dont nous allons extraire les grandes lignes en y apportant les précisions nécessaires soit à sa compréhension, soit à sa critique, a été développée dans la requête de 1766 et dans le mémoire de 1770 par le chanoine Mutte, bibliothécaire, véritable savant qui a pris le soin de vérifier ses sources et de les présenter sinon avec une rigueur scientifique, du moins avec une très grande apparence de vérité. L'argumentation du Magistrat au contraire, est disséminée dans les nombreux pamphlets que le procès devait faire naître sous la plume de Drou. La méthode de l'avocat parisien a été très simple: à chaque citation de l'Archevêque, il a répondu par une citation contraire choisie de préférence dans le même auteur; à chaque affirmation du Prélat, par une négation accompagnée d'une citation. Et si, malgré tout, son adversaire semble avoir raison, il s'en tire par une pirouette, une ironie, une insulte ou une flatterie. Aussi les mémoires pour le Magistrat nous fournissent-ils surtout un document psychologique sur l'état d'esprit d'une classe à la veille de la révolution. Le Magistrat est imbu de ce nationalisme exaspéré qui caractérisera la politique française quelques années plus tard; il a lu les encyclopédistes, il est fêré de Montesquieu, il a cette pointe d'anticléricisme qu'on remarque partout où l'Eglise a exercé un quelconque pouvoir temporel...

Comme nous l'avons fait pour l'Archevêque, nous avons tenté de retrouver les grandes lignes de l'argumentation du Magistrat qui voulait être une hypothèse historique. Nous avons élagué beaucoup de branches folles, et, chaque fois que la pensée du Magistrat nous apparaissait trop importante pour qu'elle fut passée sous silence, mais trop inexacte pour qu'elle puisse servir ultérieurement, nous en avons fait une brève critique.

Section I. — La thèse de l'Archevêque.

Le Prélat Seigneur de Cambrai.

Les origines

Pour l'Archevêque, la seule précision qu'il puisse donner sur la situation de Cambrai avant la fin du VIII^e siècle est son rattachement à l'Austrasie (1). Mais il affirme qu'à partir du début du IX^e siècle, la situation juridique de l'Eglise de Cambrai a été celle d'un « franc alleu » redevable de ses immunités et franchises à Pépin le Bref et à Charlemagne — l'Evêque était alors exempté de toute juridiction des ducs, comtes et tous autres juges et était placé sous la seule autorité de l'Empereur (2). Malgré de fréquents changements de suzerain, elle conservera tous ses privilèges aux IX^e et Xe siècles; nous trouvons en ce sens une charte (3) de l'Empereur Arnoult en 894 confirmant l'œuvre de ses prédécesseurs. Même l'Evêque de Cambrai recevra de l'Empereur Othon en 941 la propriété de la ville avec le droit de battre monnaie (4).

Car le Cambrésis n'était pas demeuré terre française. Au démembrement de l'Empire Carolingien, il avait été rattaché

(1) M. Imbart de la Tour dans son « Histoire politique de la Nation Française des origines au XVI^e siècle » place Cambrai dans la Neustrie. Il semble, en effet, que l'Escaut servait de ligne de démarcation politique entre cette région et l'Austrasie.

(2) L'Archevêque reproduit, P.J.A. 1, une charte de Louis le Débonnaire confirmant les privilèges accordés antérieurement.

(3) P.J.A. 2.

(4) P. J. A. 3. Dans cette charte Cambrai est appelé « sienne » par l'Empereur « Civitatis suae Camerencis ».

à la Lorraine qui était le bien de Lothaire. Sans doute, à la mort du roi Louis, Charles le Simple avait-il pu reprendre ses territoires (1), mais il les avait perdus de nouveau après la bataille de Soissons et la souveraineté de Othon sur la Lorraine avait été formellement reconnue en 946 par Louis d'Outremer.

En 1007, l'Evêque devient Comte de Cambrai

Du moins Cambrai avait acquis une stabilité politique qui allait permettre à l'Evêque d'affirmer le caractère seigneurial de ses droits.

Et l'Archevêque poursuit sa démonstration en précisant que dans la ville existait encore à cette époque un comte qui n'avait ni autorité ni justice sur l'Eglise, dont les pouvoirs déclinaient à mesure que croissaient ceux du Prélat. Celui-ci venait de recevoir en 995 une forêt; six années plus tard, on lui octroyait les mêmes droits qu'il avait à Cambrai sur un village qui devait devenir Le Cateau-Cambrésis (2).

Une vacance au comté permit en 1007 à l'Empereur Henri II de donner le titre de comte de Cambrai à l'Evêque Erluin (3).
« Liberam dehinc habeant postestatem (episcopî) eundem comitatum in usum Ecclesiae supradictae tenendi, comitem eligendi, pannos habendi seu quidquid sibi libeal modis omnibus inde faciendi »... A partir de ce moment, les droits de l'Empereur, vont se réduire insensiblement à la mouvance et à l'hommage et l'évêque de Cambrai qui jouit d'une véritable supériorité territoriale analogue à celle qui appartenait aux fiefs immé-

(1) L'un des représentants de la France au traité de Bonn était l'Evêque de Cambrai. Voir le second chapitre de cette partie.

(2) P. J. A. 5. La charte donnait à l'Evêque la facilité d'établir un marché, d'émettre de la monnaie, d'y tenir change, d'y faire ban, d'instituer des officiers pour les affaires publiques. *« Jus fas atque licentiam faciendi, statuendi ac construendi mercatum cum moneta, teloneo, banno et totius publicae rei ministeriis... »* opinion conforme de Balderic.

(3) P. J. A. 7. De Vernimenn, Procureur Général au Parlement à Douai avait qualifié en 1723 ce titre de faux; l'Archevêque fait simplement remarquer que tous les titres suivants confirmaient l'Evêque dans la qualité de comte du Cambrésis; on peut ajouter que la question a en soi peu d'importance, la propriété de la ville étant depuis 941 au Prélat.

diats de l'Empire, va recueillir toute l'autorité attachée à la personne publique. Vers la même époque, l'évêque de Liège a acquis les mêmes droits.

Sans doute Cambrai a-t-elle un protecteur en la personne du comte de Flandre à qui elle paie en contrepartie de son concours éventuel un subside onéreux, le gave; mais ni lui, ni personne dans la ville ne porte atteinte aux privilèges de l'Eglise que reconnaît et protège l'Empereur. C'est ainsi qu'il convient de noter parmi une dizaine de documents cités par l'Archevêque, un jugement (1) de l'empereur Lothaire en 1135 qui enlève l'office du chatelain — c'est le nom que prendra le prévôt en Flandre — à Gauthier qui prétendait le conserver malgré l'Evêque, sous prétexte que son père l'avait acheté à son prédécesseur pour le posséder en fief. Remarquons aussi une charte (2) de l'empereur Conrad en 1146 qui assigne et détermine les possessions de l'Eglise en termes fort nets, ne se réservant que le droit de protection et de garde tel qu'il l'avait sur tous les fiefs de l'Empire.

Luttes entre le comte évêque et les bourgeois

Cette stabilité sera de courte durée, poursuit en substance l'Archevêque, et bientôt les habitants vont chercher à s'approprier les droits de leur pasteur. Leurs efforts seront vains, car l'Empereur et l'Evêque useront de leurs pouvoirs pour dissoudre les communes insurrectionnelles; il en sera ainsi en 1208 où on peut noter une rébellion dont les auteurs sont excommuniés par l'évêque Jean et mis au ban de l'Empire par Othon (3); en 1210 où la « Paix », juridiction créée par les bourgeois, est à nouveau détruite (4); en 1216 pendant une absence de l'Evêque, ce qui oblige encore l'empereur Frédé-

(1) P. J. A. 9.

(2) P. J. A. 13.

(3) P. J. A. 17.

(4) P. J. A. 18. Le jugement confirme la faculté qu'a l'Evêque d'établir à son gré des prévôts et des échevins.

ric II à intervenir (1); en 1226 (2), les habitants font opposition au jugement devant la diète impériale qui le confirme (3) et les oblige à détruire le beffroi qu'ils avaient élevé.

Frédéric II avait de même en 1216 révoqué des privilèges (4) qu'il avait accordés aux Cambrésiens pendant une vacance de l'évêché au mépris des droits de l'Evêque.

L'exemple de la modération viendra du Prélat, affirme celui-ci, en 1227, l'évêque Godefroy accorde à son peuple des privilèges et des libertés (5). Cette charte sera complétée en 1354 par une transaction (6) qui règle les rapports de l'Eglise et des échevins et qu'on appelle l'appointement de Wallerand de Luxembourg du nom du conseiller pensionnaire qui négocia la transaction. — Cet important personnage, seigneur de Ligny-en-Cambrésis était l'ancêtre de Marie de Luxembourg qui épousa François de Bourbon Vendôme de qui naquit Charles de Bourbon Vendôme, époux de Françoise d'Alençon, père d'Antoine de Bourbon qui marié avec J. d'Albret fut l'aïeul de Henri IV. Les difficultés qui continueront à s'élever entre les bourgeois et l'Evêque et plus tard l'Archevêque seront peu à peu aplanies par des chartes de 1441 (7) et 1470 (8). En 1451 les échevins avaient reconnu qu'ils n'avaient jamais exercé la justice et la police que comme officier de l'Evêque.

Cambrai et le Saint Empire

Personne d'ailleurs ne met en doute les droits des Prélats ni le genre de mouvance qui les attache à l'Empire, continue l'Archevêque. Le roi de France lui-même qui en 1301, devenu

(1) P. J. A. 19.

(2) P. J. A. 21.

(3) P. J. A. 22.

(4) P. J. A. 15.

(5) P. J. A. 23. Cambrai A. M. AAI 1 folio 1.

(6) P. J. A. 44. Cambrai A. M. AAI 1 folio 139.

(7) P. J. A. 59. Le document émane du duc de Bourgogne.

(8) P. J. A. 64. L'évêque autorise les échevins à lever un impôt.

comte de Flandre (1) avait déclaré qu'il n'entendait pas que le droit de gawe lui attribuât d'autres droits que ceux acquis par ses prédécesseurs (2), se plaît à les reconnaître (3) dans un arbitrage qu'il rend à l'occasion d'une difficulté survenue dans le Cambrésis en 1377... Il dit en parlant de l'Evêque qu'il est le seigneur incontestable de la ville « *qui (épiscopus) Dominus temporalis est civitatis supra dictae* ».

Nous trouvons de très intéressantes précisions sur l'étendue de ces droits que l'Evêque continue à exercer d'abord dans une sentence d'arbitrage (4) rendue par Ferric de Pecquigny. Ce bienveillant de la ville pour le roi de France, constate que non seulement l'Evêque était Seigneur de Cambrai, mais que cette ville était son patrimoine, qu'à lui seul appartenait l'institution et la destitution du Magistrat, le droit de mettre assise et qu'il ne devait y avoir qu'une bannière aux armes de l'Evêque, comte du Cambrésis. On remarque ensuite un diplôme de l'empereur Charles IV rendu à l'occasion d'une plainte contre le comte de Flandre qui négligeait, malgré le droit de gawe qu'il percevait, son devoir de protecteur du Cambrésis.. Ce diplôme reconnaît formellement un seul empereur: le roi des Romains... « *habeant neque recognoscant alium quam imperatorem aut regem Romanorum superiorem in bonis, suis temporalibus...* » L'Eglise a donc sur tout le territoire de Cambrai les droits de justice et d'administration suprême dont jouissaient les fiefs immédiats de l'Empire, sauf recours à la Chambre Impériale (5).

(1) Il y a là une erreur de traduction du mot « *comitatum* » pris pour « *comitem* ». Le comté de Flandre n'a jamais été réuni à la couronne. Philippe le Bel en a pris une partie (Lille, Douai, Orchies) et tenu en vassaux les Comtes qui auraient préféré se libérer de son autorité, comme le firent ceux de la dynastie Bourguignonne au siècle suivant. L'acte de 1301 le montre exerçant son droit comtal comme suzerain et non comme titulaire.

(2) P. J. A. 35. Il s'agit du roi Philippe.

(3) P. J. A. 46. Il s'agit du roi Charles V.

(4) P. J. A. 39.

(5) Dans ce même diplôme, l'Empereur donnait mission à certains princes de l'Empire de se constituer en forme de Chambre Impériale pour connaître les différends que l'Eglise pourrait porter devant eux.

La période de neutralité

Mais telles ne sont pas, affirme encore l'Archevêque, les seules garanties de Cambrai. La ville est devenue neutre et sa neutralité a fait l'objet des plus expresses reconnaissances de la part des Empereurs et des rois de France comme Louis XI en 1482 (1), François 1er en 1542 (2) et Henri II (3). A ce sujet, je veux rapporter ici un curieux document encore inédit.

L'archiduc Charles d'Autriche avait affirmé la neutralité de la Ville en 1515 (4). Il l'avait confirmée lorsqu'il fut devenu empereur (5). Dans le même temps il construisait une citadelle, pour s'en assurer la possession; il fit même mieux: il existe en effet (6) deux lettres de l'empereur Charles Quint, l'une adressée à Anthoine, seigneur de Mastaing le chargeant de sonder les intentions des cambrésiens dans le cas d'une guerre avec la France; l'autre de la même époque, adressée au même seigneur de Mastaing ainsi qu'à Joseph Delessau, le négociateur de la Paix des Dames qui traduit la même duplicité.

En 1510, l'empereur Maximilien avait érigé le Cambrésis en duché (7), indiquant une fois de plus que la suzeraineté appartenait à l'Empereur, le droit seigneurial à l'Evêque. Celui-ci continue d'ailleurs à agir en seigneur temporel: en 1565 il règlemente les juridictions respectives des prévôts et de l'official (8); à plusieurs reprises (9) il renouvelle le Magistrat... Mais le monument capital de l'époque dû à son autorité est la promulgation de la coutume de Cambrai par Mgr Louis de Berlaymont (10).

(1) P. J. A. 65.

(2) P. J. A. 71.

(3) P. J. A. 75.

(4) P. J. A. 69.

(5) P. J. A. 70.

(6) Lille A. D. Série B, 2309, folio 287 verso et Lille A. D. Série B. 2301 folio 336.

(7) P. J. A. 78. L'original de ce document a disparu pendant la guerre de 1914.

(8) P. J. A. 76.

(9) P. J. A. 79 à 104.

(10) P. J. A. 78 bis.

La période Espagnole

L'Archevêque en arrive à une période très troublée de l'histoire de Cambrai. Les Pays-Bas se révoltent avec l'aide des Français contre Philippe II, fils de Charles Quint, comte de Flandre. En 1577, le maréchal Dinchy occupe Cambrai pour le roi de France. L'Archevêque qui s'était réfugié à Mons, sollicite la protection du comte de Flandre, roi d'Espagne; pour cela il demande d'abord des subsides à ses sujets de la ville de Cambrai (1), puis il offre 100.000 florins du Brabant pour obtenir la restitution de Cambrai (2). Enfin, en 1581 l'armée du comte de Fuentes, grand maréchal de Sa Majesté Catholique et gouverneur des Pays-Bas, marche sur la ville que défend le maréchal de Balagny, ancien ligueur, dont la femme Renée d'Amboise (3), est l'un des types les plus remarquables de « virago » du XVI^e siècle. Mais les habitants de Cambrai se soulèvent, chassent Balagny et traitent directement avec les Espagnols, en abandonnant leur Prélat. Cependant ils reconnaissent les anciens droits de l'Archevêque dans le document par lequel ils se donnent aux envahisseurs (4)... *« bien entendu... elle (Cambrai) doit demeurer en ses anciennes coutumes et aux mêmes droits de subjection envers Sa dite Majesté qu'elle étoit par ci-devant à l'endroit des Révérendissimes, Evêques et Archevêques... »*

Contre ce que l'Archevêque appelle, au XVIII^e siècle, une iniquité, les protestations affluent. C'est d'abord celle de Mgr Louis de Berlaymont (5), puis celle du pape Clément VIII auprès de Philippe II (6) et auprès des Etats de Cambrai et du Cambrésis (7) qui sont réunis en 1597 par le cardinal

(1) P. J. A. 109.

(2) P. J. A. 110.

(3) Renée d'Amboise était fort liée avec Gabrielle d'Estrée, maîtresse de Henri IV. A sa mort, Balagny épousera d'ailleurs la sœur de la belle Gabrielle, Diane d'Estrée.

(4) P. J. A. 111.

(5) P. J. A. 113.

(6) P. J. A. 114.

(7) P. J. A. 115.

Albert de la part du roi d'Espagne. Car Philippe II venait enfin de s'émouvoir; en 1596, il avait proposé à l'Archevêque de lui rendre Cambrai à condition qu'il reconnût que sa conquête avait été faite sur l'usurpateur et non sur le prince légitime (1). Il avait renouvelé ces propositions un an plus tard avec le même insuccès. Même trois juntas avaient été réunies à Madrid et avait connu le même échec. L'archiduc Albert et l'infante Isabelle avaient en 1603 fait de nouvelles propositions que l'Archevêque avait refusées sur les conseils des papes Clément VIII puis Paul V (2).

Enfin commença la guerre entre l'Espagne et la France et, le 5 avril 1677, Louis XIV prenait lui-même la ville de Cambrai.

Selon l'Archevêque son droit de Seigneurie est indubitablement établi: il en a été dépossédé par la violence.

Section II. — La thèse du Magistrat :

Cambrai a toujours été une ville libre

Cambrai aurait été l'une des douze cités de la seconde Belgique dont la capitale était Reims. Avait-elle déjà son organisation communale au moment de la conquête de César ou bien s'inspira-t-elle de la civilisation romaine pour se créer une curie chargée de rendre la justice et de se répartir les impôts?

Le Magistrat ne nous l'apprend pas, car, après avoir soutenu successivement et avec autant de passion l'une et l'autre thèse, il conclut que la question a peu d'importance du moment qu'il est établi qu'à l'époque des invasions, Cambrai était une ville libre, soumise directement à l'Empereur. Le Magistrat prétend trouver la preuve de cette affirmation non seulement dans une brochette de citations de vieux auteurs, mais aussi dans les formules 39 et 54 de Marculfe qu'il rapporte (3), dans le titre 51 de la loi Ripuaire, dans l'article IV de l'ordonnance de Clotaire V qu'il invoque sans donner d'autres

(1) P. J. A. 116.

(2) P. J. A. 131, 133, 135.

(3) Réplique pour le Magistrat pages 88 et 89.

précisions et dans le testament d'un abbé Ephilius, datant de 697, qui confiait au Sénat de Vienne l'exécution de ses dernières volontés. On venait de le retrouver et les critiques du temps en disputaient.

C'est ainsi que Cambrai atteignit le démembrement de l'Empire Carolingien: Cambrai, berceau de la Monarchie, puisque Clotaire en fit sa capitale, ajoute flatteusement le Magistrat.

Nationalité de Cambrai du X^e au XV^e siècle

Quelle fut au juste cette nationalité?

Le Magistrat se posait cette question car il n'avait pas du tout la certitude de l'Archevêque sur ce sujet. Cambrai fut-elle à la France? Fut-elle à l'Allemagne? Il lui paraît assez difficile de se montrer très affirmatif. Si dans certaines occasions elle est dominée par les empereurs d'Allemagne, dans d'autres, elle est l'alliée et la protégée des rois de France à qui elle fournit des subsides et des troupes. Le Magistrat signale entre autres faits la présence de l'évêque de Cambrai au sacre du roi de France, en tant que sujet en 1059, — le choix comme secrétaire conseiller de Philippe le Bel en 1316 de Philippe Maurigny de Cambrai — l'ambassade en Aragon pour Jean, roi de France en 1351, de l'Evêque de Cambrai, Pierre d'André — le serment de fidélité à l'Eglise de Reims en 1378 prêté par l'évêque de Cambrai, Gérard de Dainville (et à ce sujet il convient de noter que l'évêque de Cambrai a toujours été suffragant de l'archevêque de Reims) — les missions diplomatiques pour Charles VII vers 1400 du cardinal Pierre d'Ailly, le grand Prélat de Cambrai.

Ce qui semble certain au Magistrat, c'est que les Empereurs et les Rois ont également concouru au maintien et à la confirmation des privilèges et prérogatives du gouvernement municipal de la cité de Cambrai. Deux textes sont rapprochés par le Magistrat: l'un de l'empereur Charles IV en 1360 défend de troubler les possessions du gouvernement auquel présidaient les échevins; l'autre datant de 1384 dans lequel le roi de France Charles VI commit le sire de Coucy pour maintenir les allian-

ces et pour permettre aux alliés de se gouverner « *par la loi de ladite ville* » (Cambrai). Pour le Magistrat c'est donc concurremment à cette justice échevinale que la justice de l'Evêque et du Chapitre s'est établie sur certaines parties de Cambrai.

Nature juridique de la Commune de Cambrai

Selon le Magistrat, en effet, Cambrai n'avait pas cessé d'être commune. Au moment où « *les Seigneurs anéantissaient la juridiction de la couronne et foulaient aux pieds les privilèges des peuples* », Cambrai aurait résisté comme Troyes, comme Auxerre, comme Chaumont. Telle est l'opinion soutenue à l'époque par l'abbé du Bellay (1). Il est vrai que dans sa Réplique, le Magistrat a atténué la rigueur de son affirmation en admettant que Cambrai avait été dépouillée de son droit de souveraineté, mais il n'a jamais voulu admettre que les Curies aient disparu. Ce raisonnement oblige le Magistrat à distinguer deux sortes de communes : les *franches* ou *allodiales* et les *communes affranchies*. C'est ce que fait le docteur Robertson dans son « Introduction à la vie de Charles V ». Les communes affranchies conserveront toujours l'empreinte de leur servitude passée, les autres resteront soumises à la puissance paternelle du Roi. C'est la charte qui les distingue : les franchises communes n'ont besoin que d'une confirmation de leurs droits ; aux autres, il faut une collation de droit : le Seigneur doit renoncer à ses privilèges. Et, à l'appui de ce raisonnement, le Magistrat reproduit les deux formules-types de chartes (2), en soulignant que les chartes d'affranchissement ne comportent pas d'établissement de corporations. Il conclut que la franchise de Cambrai au moment du procès est une preuve « *juris et de jure* » de la franchise dont elle a joui au cours des siècles. L'erreur du Magistrat, et celle de Robertson, vient de ce qu'ils

(1) Abbé du Bellay — mémoire présenté le 13 novembre 1744 à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, tome 19, p. 495.

(2) Réplique pour le Magistrat page 82.

ont voulu étudier deux époques d'un point de vue valable pour l'une seulement. Pour Robertson et le Magistrat réformant son opinion se range à son avis, la période de disparition des Communes fut celle des invasions barbares. C'est en partie inexact: les invasions marquent le début de la décadence urbaine; il fallut attendre les invasions arabes et le démembrement de la seconde race pour assister à la disparition des libertés communales. D'autre part, les types de chartes rapportés par Robertson ne prouvent pas que certaines villes franchirent la période troublée sans perdre leur organisation communale. Elles appuient l'opinion admise aujourd'hui que certaines villes eurent un statut coutumier précisé par une charte et que d'autres furent des sortes de Seigneuries surbordonnées: les communes jurées...

Revenons à la théorie du Magistrat: pour préciser sa pensée il esquisse une théorie de la ville immédiate d'empire, laissant à l'Archevêque la charge de démontrer le contraire (1). Il adopte les vues de M. Gasmann, juriste qui écrivait vers 1768. Les villes d'Allemagne auraient été de deux sortes: les villes immédiates, qui ne cesseront pas d'être du domaine de l'Empereur, et les villes médiates, sorte d'arrière fiefs soumis à un vassal à titre perpétuel. Cambrai aurait été de la première catégorie, dans la mesure, dit le Magistrat, où « *elle fut détachée de la monarchie française* ». Le Magistrat s'appuie en particulier sur un diplôme du roi Charles IV révoquant un de ses actes précédents qui portait atteinte aux droits de la Commune. Cambrai y est qualifiée de « fisc » par opposition à « fief » (2).

La Commune de Cambrai du XII^e au XVI^e siècle

C'est seulement à partir du XII^e siècle que le Magistrat ayant à sa disposition des documents authentique peut quitter le

(1) Le Magistrat n'admet pas que son adversaire lui oppose la maxime « nulle terre sans seigneur ». Il donne à cela la raison élémentaire suivante: toutes les propriétés sont présumées franches de droit naturel et c'est à celui qui prétend qu'on a dérogé à ce droit à en rapporter la preuve. (sic: coutume de Paris, parag. 46).

(2) La date de cette pièce nous dispense de critiquer l'interprétation rétroactive qu'en fait le Magistrat.

domaine des hypothèses. Il part de la définition que donne Ducange des caractères d'une commune. Ce sont, affirme cet auteur: *scabinatus*, *collegium*, *majoratus*, *sigillum*, *campana*, *beffredus* et *jurisdictio*. Le Magistrat y ajoute la *milice*. Il va chercher à retrouver du XIII^e siècle au XVI^e siècles ces différents caractères. Sa tâche sera aisée puisque nous avons vu que le Prélat avait accordé à partir de cette époque des libertés de plus en plus grandes aux habitants de Cambrai.

Voici quels sont les principaux faits d'histoire locale invoqués par le Magistrat, démontrant l'état de liberté qui se manifestait de plus en plus dans la ville.

En avril 1226 le seigneur d'Oisy reconnaît que la justice appartient aux échevins et le document porte le sceau de la Ville (1). En 1243 Jacques d'Aubenchoul admet que les échevins exercent la justice sur les maisons des bourgeois (2). Plus tard en 1282, l'abbé de Saint Aubert précise que, s'il loue ses biens à des étrangers, ce sera aux conditions de la Ville (3).

En 1285, les officiers de la ville de Cambrai s'adressent directement à l'empereur Rodolphe qui leur accorde des lettres patentes (4) les autorisant à lever un impôt à condition qu'ils ne fassent aucun tort à l'Evêque et au Chapitre. Puis l'Empereur confie à Florent de Namur le soin de surveiller l'emploi des impôts (5). Quelque temps après, en l'absence de l'Evêque, l'Empereur commet le comte de Namur pour recouvrer ses droits (6). Dans deux lettres (7) celui-ci annonce qu'il envisage des réformes et qu'il soutiendra les échevins et les habitants contre le chapitre qui les avait menacés; en 1309, nouvelles lettres-patentes (8) de l'empereur Henri qui précise les pouvoirs donnés au comte de Namur et qui indique (9)

(1) P. J. M. 1.

(2) P. J. M. 3.

(3) P. J. M. 5.

(4) P. J. M. 6.

(5) P. J. M. 7.

(6) P. J. M. 8.

(7) P. J. M. 10 et 11.

(8) P. J. M. 12.

(9) P. J. M. 13.

les rapports qui existent entre lui et les échevins par ces termes: « *qui nobis tanquam membra capiti conjunguntur.* » Le comte de Namur accepte ces commissions (1). Ajoutons qu'en 1330 le futur Jean le Bon, alors duc de Normandie vint au secours des habitants de Cambrai, révoltés contre leur évêque, et contemplant les ruines qu'avait amené son intervention, il prononça ce mot: « *guerre sans fumée vaut andouille sans moutarde* ».

En 1360, Charles IV maintient (2) les échevins, les quatre hommes et les habitants « contre l'évêque » dans les rues et les chemins vagues « *in dictis pasturagiis et wareschais* ». En 1382, le roi de France Charles VI fait alliance avec les habitants (3). Il n'est pas question de l'Evêque.

Des exemptions de taxes sur les vins avaient été accordées en 1339 par Philippe de Valois aux échevins et à la communauté des habitants de Cambrai (4). Wenceslas ordonne en 1384 aux juges, maîtres des citoyens, conseils, jurés de la cité de Cambrai ainsi qu'aux vassaux et officiers du chapitre de reconnaître Urbain VI pour pape (5).

En 1395 Wenceslas reconnaît la compétence territoriale des officiers du Magistrat (6); en 1398, 1405, 1448 et 1457 les empereurs ratifient des lettres de grâce des échevins. L'une d'entre elle contient ces mots: « *in civitate nostra Cameracensi jus reddentibus* ». Les échevins avaient entre temps en 1397 plaidé devant le parlement de Paris et avaient obtenu satisfaction du roi de France en 1399 (7). Plus tard, Charles VI octroie de nouvelles lettres-patentes aux échevins afin qu'ils puissent « *gouverner selon la loi de leur dite ville et à leurs supplications.* »

Le 10 octobre 1411 les quatre hommes, gouverneurs et administrateurs des biens de la commune traitent directement avec le chapitre de Sainte Croix au sujet de certains héritages; le

(1) P. J. M. 14.

(2) P. J. M. 19.

(3) P. J. M. 22.

(4) Recueil des Ordonnances du Louvre, tome VI, p. 356.

(5) P. J. M. 23.

(6) P. J. M. 26 et 27.

(7) P. J. M. 28.

19 août 1427 le roi d'Angleterre et, le 7 septembre de la même année, son « parlement postiche » de Paris reconnaissent certains privilèges accordés à Cambrai par les rois de France.

En 1407 l'empereur Sigismond envoie au concile de Bâle (1) l'évêque de Lubeck et quelques féaux qu'il charge de demander la rétraction d'un jugement qui avait annulé le droit de commerce des vins que voulaient percevoir les prévôt et échevins sur le cellier du clergé. Pour activer cette affaire, le prévôt et les échevins députent en 1414 le prévôt *Seniorem* (2), puis en 1430 l'Empereur décide de rassembler devant lui les parties pour les renvoyer l'année suivante devant le juge ecclésiastique; mais elles sont rappelées en 1438 par le nouvel empereur Albert qui les renvoie à nouveau devant le concile de Bâle. En 1488 les choses en étaient au même point et l'Empereur (3) interdit sous peine d'amende aux habitants de « vendre ou acheter » du vin du cellier.

En 1464 les anciens privilèges de la commune sont confirmés par Louis XI (4).

L'existence d'une milice entretenue est prouvée par une lettre de l'empereur Frédéric au Prévôt en 1488 lui demandant des troupes tout équipées (5).

Vers la même époque, l'office du Minck étant vacant, Maximilien la réclame aux Prévôt et Echevins pour son tapissier (6). Enfin en 1521, Charles Quint décide de protéger Cambrai et commet à cet effet (7) différents baillis. Ce serait selon le Magistrat une preuve de plus du caractère de ville libre impériale qu'aurait eu Cambrai du XIII^e au XVI^e siècle.

(1) P. J. M. 32.

(2) P. J. M. 33.

(3) P. J. M. 34.

(4) P. J. M. 35.

(5) P. J. M. 39.

(6) P. J. M. 43.

(7) P. J. M. 44.

La période espagnole

Nous approchons ainsi de la période espagnole. En 1580, Louis, duc d'Anjou, frère d'Henri III, fut reconnu seigneur légitime par les Etats de Cambrai et prêta serment en s'engageant (1) « à maintenir et conserver les susdits Magistrat, nobles peuples, Manans et Habitans dudit Cambrai et pays du Cambrésis en la Religion Catholique, Apostolique et Romaine et en tous leurs droits, franchises, libertés, immunités et privilèges, sous souffrir aucune diminution ou innovation en iceux selon et ainsi que de tous tems et ancienneté ils en ont joui. » Le duc d'Anjou nomma Balagny gouverneur de Cambrai ; celui-ci se rendit vite impopulaire et la ville se divisa bientôt en deux fractions : l'une appela le comte de Fuentes, l'autre, plus sensée, Henri IV ; mais les secours de ce dernier arrivèrent trop tard et Cambrai fut rattachée à l'Empire de Philippe II.

Celui-ci respecta les privilèges franchises et coutumes des habitants comme en témoignent de nombreuses pièces : leur serment du 18 février 1600 (2), un arrêt du conseil des Archiducs en 1608 (3) et le serment réciproque prêté le 22 mai 1616 par l'archiduc Albert, fondé de pouvoirs de Philippe III, et par les députés de la ville de Cambrai (4), à la suite du décès sans enfant de l'infante Isabelle, en application de la clause de retour à la couronne pour ce cas. Vint ensuite le siège de Cambrai par Louis XIV. On sait la fin.

(1) P. J. M. 52. C'est le texte du serment prêté au nom du roi quelque temps auparavant par le baron de Rochepot son chambellan ; ils prêtèrent serment de maintenir « les privilèges, franchises et coutumes de Cambrai » Cet arrêt soumet archevêque, prévôt, échevins, doyens et chapitre à leurs Altesses.

(2) P. J. M. 53 .

(3) P. J. M. 54.

(4) P. J. M. 55.

CHAPITRE DEUXIEME

Les arguments tirés du "Droit des Gens"

C'est l'Archevêque qui fera appel au jus gentium pour appuyer ses revendications. Il développera son argumentation sans détour. La netteté de ses explications a certainement touché son adversaire, car celui-ci n'y a pas répondu. Tout au plus trouve-t-on disséminées dans les mémoires du Magistrat quelques attaques perfides contre le Prélat qui « *critique des auteurs que personne ne lit* » ou « *cite exagérément des auteurs étrangers* ». Il sera même accusé d'avoir « *rappelé le meurtre de Ragnacaire par Clovis, souvenir qui atteint cruellement le prince régnant??* » On peut juger par ces diverses citations du peu d'importance des répliques du Magistrat. En fait le plus souvent, c'est l'Archevêque qui les lui prête afin de rendre plus vivant son exposé. Celui-ci a été développé en trois temps. Dans la requête, où la conclusion a été amorcée; dans le mémoire qui l'a suivi, où a été discuté le traité de Nimègue et enfin dans la réplique au Magistrat où fut développé à différents endroits l'argument tiré de la postliminie.

Nous avons rapproché ces fragments et nous avons cherché à reconstituer la pensée du Prélat.

Théorie de l'usurpation

Lors de la présentation des lettres patentes de 1769, le Procureur Général près le parlement de Flandre avait émis cette opinion que les Empereurs, ayant usurpé la Lorraine aux dé-

pens de la France, tout ce que ces usurpateurs ont fait est annulé par la réversion de la Lorraine à la France.

A cette déclaration l'Archevêque manifesta une certaine émotion: « *si la politique admettait ce principe, on verrait un bouleversement général dans l'Europe.* » Mais comme il s'agissait d'une discussion purement juridique et que sans doute il craignait que les flatteries répétées du Magistrat n'exerçassent une influence séductrice sur le Roi, le Prélat s'attacha à démontrer les conditions du démembrement de la France à la fin de la seconde race et à préciser la situation dans laquelle se trouvaient à cette époque la Lorraine, et plus spécialement Cambrai.

Au partage (870) du royaume de Lothaire entre Louis le Germanique et Charles le Chauve, la ville de Cambrai tomba dans le domaine de ce dernier (1). Louis de Germanie et le fils de Charles le Chauve, Louis le Bègue, ratifièrent ce partage en 878 à Foron. En 879 à la mort de Louis le Bègue, les grands se divisèrent. Les uns voulaient donner le royaume à Louis de Germanie qui s'avancait sur Metz, les autres aux fils du roi défunt (2). Pour parer à l'éventuel succès du prince germain, les partisans français lui offrirent la Lorraine à condition qu'il retirât ses troupes. Il accepta (3). Cet état de fait fut reconnu par Louis et Carloman à Gondreville en 880 (4).

Deux années plus tard, Charles le Gros succéda à Louis de Germanie; les seigneurs Lorrains suggérèrent au roi de France de les aider à reconquérir la Lorraine. Le roi de France refusa et déclara s'en tenir au traité de Gondreville. Mais à sa mort en 884 ce fut Charles le Gros qui reconstitua autour de sa couronne la plus grande partie de ce qu'avait possédé Charlemagne (5).

En 887, Arnoult, fils naturel de Carloman, succéda à Charles le Gros; il nomma roi de Lorraine son fils naturel Zwent-

(1) Dom Calmet: Histoire de Lorraine, tome 1, page 30. — Sic M. Imbart de la Tour, Histoire Politique de la France des Origines à 1515 p. 240.

(2) Annales de Saint-Berthin, p. 256, 257.

(3) Père Daniel, Histoire de France, édition de 1755, pages 5, 19 et 20.

(4) Père Daniel, ouvrage cité p. 11 — Dom Calmet, ouvrage cité vol. 787.

(5) P. Daniel, ouvrage cité p. 37 et 38.

bold (1). Tous deux étant décédés, Louis de Germanie reprit la totalité de son empire, mais à sa mort, en 912, Charles le Simple pénétra en Lorraine. La situation devient alors très trouble: Robert se fit reconnaître roi de France et il fallut à Charles le Simple l'appui d'Henri l'Oiseleur, devenu roi de Germanie pour conserver sa couronne. Il conclut donc avec lui en 921 un traité à Bonn.

Quelles étaient les dispositions de ce traité concernant la Lorraine? L'Archevêque y voit un document capital sur la nationalité de cette province. Malheureusement le traité a disparu, on n'en possède plus que l'acte de ratification rapporté par Miroeus. Et les auteurs ne sont d'accord ni sur sa date, ni sur ses modalités, pourtant le Concile de Coblenz, en 924, en fait mention. Mais, chose curieuse, les chapitres deux, trois et quatre qui concernent précisément le contenu de ce traité et qui ont été rapportés dans deux collections, celle du Père Labbe et celle du Père Hardoin ont disparu des deux ouvrages. « *Des intérêts d'Etat les ont-ils fait supprimer?* » insinue l'Archevêque. Cette question provoquera l'indignation du Magistrat.

On en est donc réduit aux conjectures; il faut reconnaître que des détails rapportés par des historiens comme le Père Daniel, ou des conclusions tirées de chartes (2) justifient la possession de la Lorraine par les rois de Germanie. Il est de plus impossible, si on n'admet pas que le traité de Bonn ait consacré la cession de la Lorraine à ce roi, d'expliquer pourquoi en 947, Louis d'Outremer essaiera d'entrer dans ce pays.

Mais la suggestion faite par certains selon laquelle la Lorraine aurait été divisée en deux parties dont l'une la Basse Lorraine, aurait été du domaine de l'Empereur, mérite une certaine attention; car sous le règne de Hughes Capet, Charles, duc de Basse Lorraine, mourut sans postérité; cette province n'aurait-elle pas à ce moment, dû revenir au roi de France et par conséquent ne serait-il pas possible que la longue possession de plus de cinq siècles du Cambrésis par l'étranger ne

(1) Zwentibold avait donné la forteresse de Ligny-en-Cambrésis à l'Evêque de Cambrai.

(2) P. J. A. 8.

soit qu'une possession sans titre, nulle d'effets juridiques ? Cela paraît plus qu'improbable. En réalité Charles a laissé un fils qui mourra sans héritier mâle, et deux filles mariées l'une au comte de Louvain, l'autre au comte de Namur qui voulurent se partager son héritage. L'Empereur aurait préféré en disposer en faveur de Godefroi, comte de Verdun, mais il ne put le faire à cause des héritiers de Charles.

Godefroi se chargea d'ailleurs de se servir par la force. Il triompha, et un traité reconnut ses droits à la Basse Lorraine.

La reversion à la couronne de France était d'ailleurs juridiquement impossible, car, en 980, Lothaire avait renoncé publiquement à ses droits sur la Lorraine, mais en faveur de Othon, roi de Germanie et non de Charles. Même si Charles avait succédé à Lothaire au royaume de France, il n'eût pu réunir par son décès la Basse Lorraine à la couronne de France car il la tenait en fief de l'Empire, puisque selon l'Archevêque le motif de son exclusion avait été l'hommage qu'il avait fait de cette province à l'Empereur. La Basse Lorraine était donc un fief d'Empire qui, suivant les lois féodales, devait retourner à l'Empereur par la mort du titulaire sans héritiers mâles (1).

Argument tiré de la postliminie

On vient de voir quelle était exactement la situation juridique et administrative de Cambrai et du Cambrésis, sous les Rois de la seconde race.

(1) Ajoutons que l'histoire démontre que tous les pays à gauche de l'Escaut formaient la Flandre, qui fut la dot de Charles le Chauve à sa fille Judith lors de son mariage avec Baudoin Bras de Fer. La Flandre était une terre française, tandis que tous les terres à droite de l'Escaut étaient à l'Empire.

Malgré cette discrimination, Baudoin le Chauve, fils aîné de Baudoin Bras de Fer, était devenu comte de Valenciennes, le prince Rodolphe comte de Cambrai; son fils, Isaac lui succéda (la filiation est discutée), puis son petit fils Arnoult; celui-ci mourut sans postérité en 1007; on sait qu'alors le Comté fit retour au souverain, l'Empereur, qui en disposa en faveur de l'évêque de Cambrai.

Voyons avec l'Archevêque quels droits la France pouvait et devait y exercer, jure postliminie (1), lors de la reversion à la Couronne.

En 921 la France possédait sur Cambrai la souveraineté; en 1677 elle n'a donc pu recouvrer autre chose que cette souveraineté au traité de Nimègue (non celui d'octobre entre la France et l'Espagne, mais celui de novembre par lequel l'Empereur a accédé au premier).

Contre cette affirmation, le Magistrat prétendra que l'effet de la réunion fut d'effacer tout ce qui s'était passé de contraire aux intérêts de la Monarchie depuis que Cambrai en avait été désunié. Il s'en tient à la capitulation du 26 avril 1677, qui est une confirmation du régime municipal de Cambrai. La ville est une cité ayant droit de commune qui ne reconnaît aucun seigneur féodal.

Revenons à l'argumentation du Prélat: La Seigneurie et la Haute Justice qui appartenaient à l'Evêque et au Comte ne sauraient, pour lui, revenir à la France. Si on admettait l'usurpation, les droits de la France elle-même seraient précaires, car le roi des Romains pourrait revendiquer toute l'Europe; d'ailleurs le droit des gens est formel sur ce point. Grotius précise que « *non seulement ceux qui ont pris les armes pour un juste sujet, mais encore ceux qui font la guerre dans les formes acquièrent la propriété de ce qu'ils ont pris et cela sans mesure, sans règle, en sorte que toutes les nations doivent les maintenir en possession de ces sortes de choses, eux et ceux qui les tiennent d'eux, à quelque titre que ce soit* » (2). Plus

(1) Citons cette jolie comparaison faite par d'Aguessau en 1716. « Le droit privé, fournit encore des preuves de cette vérité; un fils émancipé que son Père adoptait ensuite n'était pas regardé par le plus grand des jurisconsultes romains comme un véritable fils adoptif. La fiction ne peut pas obscurcir la vérité de la nature, et le fils dans ce cas ne doit pas être regardé comme transféré dans une famille étrangère que comme rendu à la sienne. Il en est de même d'une partie du Royaume qui se réunit à son tour, on ne peut jamais la regarder comme une nouvelle conquête, ce serait une fiction contraire à la vérité de la nature et on doit dire non qu'elle a été transférée dans le domaine du Roi, mais qu'elle y a été rétablie, non translata sed reddita videtur? ».

(2) Barbeirac « Traduction de Grotius » livre 3, chapitre 6, page 301.

loin, le même auteur justifie les droits acquis par la possession continuée pendant un long espace de temps (1). Il n'est pas besoin de démontrer que, à tous égards, l'Empire a légitimement possédé la souveraineté sur le Cambrésis et que les titres donnés à l'Eglise doivent garder toute leur vigueur.

Ira-t-on jusqu'à dire que la France, ayant conquis Cambrai sur l'Espagne avec qui elle était en guerre, a le droit de retenir tout ce que possédait l'Espagne, qui avait réuni la Seigneurie et la Haute Justice sur cette ville. Oui, mais l'Espagne n'a jamais possédé Cambrai, déclare l'Archevêque. « *Pour s'approprier une chose en temps de guerre* », constate encore Grotius (2), « *il faut que cette chose appartienne à l'ennemi* ». Or, l'Archevêque n'était pas sujet de l'Espagne; il n'a, lui, jamais fait la guerre à la France.

La délibération du Magistrat des 16 et 17 octobre 1595, par laquelle les habitants se donnèrent au roi d'Espagne, atteste avec la même énergie et les anciens droits de l'Archevêque de Cambrai et l'iniquité du procédé par lequel on voulait le dépouiller. Reprenons-en le texte.

...« *Bien entendu, la ville doit demeurer en ses anciennes coutumes et aux mêmes droits de subjection envers ladite Majesté (Espagnole) qu'elle était par ci-devant à l'endroit des Révérendissimes Evêques et Archevêques...* » La même proposition est réaffirmée dans les pouvoirs donnés au conseiller pensionnaire chargé de négocier avec le comte de Fuentes.

Retenons de cela que les habitants ont donné au roi d'Espagne ce qui appartenait à l'Archevêque, leur Prince. Rappelons que Philippe II n'est venu en armes à Cambrai qu'à titre de gardien des privilèges de l'Eglise, comme prince auxiliaire et qu'il a trahi sa mission. La trahison peut-elle jamais faire un titre légitime?

Le Magistrat va répliquer par l'argument même de l'Archevêque. La prescription continuée un long espace de temps d'une manière publique et solennelle devient, suivant tous les

(1) Barbeirac « Traduction de Grotius » livre 2, chapitre 4, page 310.

(2) Barbeirac « ouvrage cité » tome 2, page 306.

principes, tradition et coutume; elle touche au droit public, elle fait partie des mœurs, du *sic vivitur* d'une cité, d'une province, d'une nation.

L'Archevêque va opposer à ce nouvel argument trois raisons.

D'abord, il n'a jamais cessé de faire des actes du propriétaire de la Haute Justice sur la ville de Cambrai: il a constamment payé de ses deniers les gages des officiers de Justice.

Ensuite, il n'a jamais cessé, depuis la domination du roi d'Espagne, de lui réclamer ses droits, on l'a vu plus haut. Rappelons seulement que les offres sucessives faites notamment par Philippe II en 1596 puis ultérieurement par l'archiduc Albert et l'infante Isabelle constituaient une reconnaissance formelle des droits de l'Archevêque, de sa Seigneurie directe et de sa Haute Justice sur la ville, encore que le Prélat ne les ait point acceptées sur les conseils des papes Clément VIII et Paul III.

Enfin la troisième raison est que le Roi ne prescrit pas contre l'Eglise; en ce sens il existe un arrêt du 20 décembre 1675 du parlement de Toulouse (1). Cette jurisprudence est fondée sur les liens qui unissent le Roi à l'Eglise; elle a droit à sa protection comme sujette (*Ecclesia est in Imperio*), comme vassale, et comme Eglise. La nature presque religieuse de ces liens ne peut pas être modifiée. Qu'on ne vienne pas dire que les monarques sont au-dessus des lois. Ceux de France n'ont jamais connu cette maxime, affirme l'Archevêque; ils se sont toujours conformés à cette loi de l'empereur Théodose qui subordonne ceux qui exercent le pouvoir aux lois qu'ils édictent: « *Digna vox est majestate regnantis, legibus allegatum se principem profiteri* ».

Ainsi la postliminie indique-t-elle au contraire que l'Archevêque doit jouir des droits qui étaient siens avant la domination Espagnole. La conquête de Cambrai en 1677 opère seule la réintégration du Prélat dans l'exercice de tous ses droits. On a bien admis les droits du Chapitre sur une portion de la ville qu'il contrôle. Les mêmes titres prouvent les droits de l'Archevêque sur le restant.

(1) De Castellan. Arrêts Remarquables, Livre III, Chapitre 29.

CHAPITRE TROISIEME

L'argument du fief de la Feuillie tiré du Droit Public

On sait que l'une des principales revendications de l'Archevêque était le droit de Haute Justice sur la ville. A cela le Magistrat répondit fort habilement qu'il existait dans la ville de Cambrai un fief dépendant directement du Roi et que la demande du Prélat était donc inconsiderée.

Plusieurs justices s'étaient insensiblement établies sur Cambrai: l'une, celle de l'Evêque, précise le Magistrat, était bornée à son palais et au donjon ; une autre, celle du Chapitre s'exerçait sur les maisons canoniales; celle de certaines abbayes comme Saint-Aubert et Saint-Géry s'appelait « Poestée ». Mais dans la ville s'éleva un fief considerable, dont la juridiction bornée aux saisies-arrêts fut pour l'exercice confondue avec la juridiction échevinale: c'est le fief de la Feuillie, qui appartient au Roi et qui possède des mouvances dans les provinces du Cambrésis.

L'Archevêque ne peut prétendre en être le suzerain, car cela est contraire à l'article premier du titre 22, de la coutume de Cambrai: « *tous Seigneur, en ce pays de Cambrésis ayant Seigneurie, Bailli, Cour, Hommes de Fiefs, Mayeurs, Echevins, ont toute juridiction, haute, moyenne et basse dans leur Seigneurie.* » En admettant même que l'Archevêque ait été à l'origine suzerain du fief de la Feuillie, les choses ont changé; il a été reconnu mouvant de l'Empire depuis 400 ans et, remarque ironiquement le Magistrat, c'est une règle en matière féodale que la prescription a lieu de Seigneur à Seigneur.

Les registres de la chambre des Comptes de Lille nous en fournissent la justification. Voici d'abord la définition qu'ils en donnent: « *La Feuillie est une maison située sur le marché de Cambrai, qui est le chef-lieu dans lequel le Prince a son Bailli, qui tient ses plaids, fait les jugemens, conjuremens et exploits, comme ayant par toute l'étendus dudit fief, toute Justice, haute, moyenne et basse...* » Cette maison a été reconstruite en 1754 aux frais de la commune. Or l'Archevêque et le Chapitre ont leur prison, entretenue par eux et non par la ville. Pourquoi cette dualité, si les Evêques sont véritablement seigneurs de Cambrai?

La Feuillie est donc un fief, on l'appelle encore Justice du Marché (1); du moins elle est ainsi nommée dans les articles 1, 2 et 28 du titre 25 de la coutume du Cambrésis. Le siège de sa justice est le prétoire. Il y avait primitivement à Cambrai, deux baillis, l'un « du Cambrésis », l'autre « de la Feuillie ». Louis XIV supprima le premier, mais le bailli de la Feuillie subsiste. La charge a été érigée en Office en 1693. Son titulaire au moment du procès était de la Chaussée, avocat général au Parlement de Douai qui avait épousé la fille unique de son prédécesseur lequel l'avait acheté au sieur Mairesse.

Dans les registres de la Chambre des Comptes de Lille, le fief de la Feuillie a été reconnu comme fief d'Empire en 1419, 1432, 1441, 1455. Tous ses possesseurs admettaient le tenir de l'Empereur. Dans une réponse datant de 1555 faite par Jehan Rasoir, receveur du pays de Hainaut et par Godefroi Clouet, conseiller de Philippe de Bourgogne, il est donné l'intéressante précision suivante: « *Item, en cette qualité (de Seigneur de la Feuillie) ledit Prince est chef de la Justice de Cambrai, et Maire héréditable de l'Echevinage et des Echevins de la Chambre de Cambray, qui est Chambre Impériale.* » On sait aussi que Charles Quint compta le fief de la Feuillie dans ses biens patrimoniaux et que ce fief fait l'objet d'une désignation dans l'abandon de ses droits sur les Pays Bas qu'il fit à son fils Philippe II. Ajoutons enfin qu'à la reversion de Cambrai à la

(1) Voir sur ce sujet l'ouvrage de M. Henri Boone: « les institutions communales de Cambrai et leurs caractéristique prétorienne. »

couronne de France, la réunion du fief de la Feuillie a été agréée « *selon les lois fondamentales du Royaume.* »

De tout cela il résulte que l'Archevêque n'a pas la Haute Justice sur la ville de Cambrai, puisque le fief de la Feuillie dépend alors du roi de France, seigneur de Cambrai.

Et concluons que le Roi puisqu'il est la source de toute justice dans son royaume, attire à lui, dès qu'il a une justice dans une ville, la plénitude de la justice sur toute la ville.

.....

On voit toute l'habileté de la thèse du Magistrat; selon son habitude l'Archevêque y répondra par une étude approfondie de l'objection.

Il commence sa démonstration par un aperçu sur la forme des juridictions des Flandres et la manière d'administrer la Justice.

Tous les seigneurs de fiefs qui ont Haute, Moyenne et Basse justice ont deux juridictions: le Bailliage et la Mairie. Le premier ne connaît que les matières féodales et les juges de ce tribunal sont « les hommes des fiefs mouvans du fief principal. » Le Bailli n'est pas juge, il ne fait qu'ordonner aux hommes de fief de juger, et il prononce « *les hommes de fief ont dit...* » (1)

La Mairie qui est desservie par un mayer et des échevins connaît de la police et de toutes les causes des habitants en dépendant. Si un fief s'étend sur plusieurs villages, chacun d'eux a sa mairie qu'on appelle « *la loi* » et dont le jugement ressort à la mairie principale.

C'est cette justice que — selon l'Archevêque — possédait le Magistrat; c'est d'elle qu'il prétend tirer cette conclusion que le Roi a la seigneurie et la justice sur la ville de Cambrai à cause de son fief et bailliage de la Feuillie. Le Magistrat joue sur le sens du mot « *loi* »; il n'a pas plus de droits que n'en ont les petites communes du Cambrésis.

Il n'est pas exact de prétendre que les empereurs aient eu la Seigneurie et la Haute Justice sur la ville. Ces droits appartenaient à l'Evêque. Les suzerains ne s'étaient réservés que

(1) Confert l'état dressé par Enguerrand de Marigny publié par M. l'abbé Thelliez dans les Mémoires de la Société d'Emulation de Cambrai.

la souveraineté. La preuve en est que, lorsque les échevins avaient condamné à mort un citoyen, ils étaient obligés de le remettre au bailli du Cambrésis à qui seul l'Evêque avait remis « *la force du glaive* ». Les Evêques avaient si bien la plénitude de la Justice sur Cambrai et le Cambrésis qu'ils ont fait de 1226 à 1574 tous les actes qui n'appartenaient qu'à elle.

Jusqu'à la rédaction des coutumes du Cambrésis en 1574, Cambrai n'avait connu que trois principales lois écrites; celle de 1007 qui donnait à l'Eglise le comté, celle de 1184 (1) dans laquelle la justice était arbitraire et la charte Godefroi en 1227 Cette charte a établi la magistrature à Cambrai telle qu'elle existe encore au moment du procès, déclare l'Archevêque. Les autres textes intervenus ultérieurement n'avaient pour but que d'en corriger les imperfections: ce sont principalement des compromis, ordonnances ou édits tels ceux de 1446 (2), compromis de Jehan de Bourgogne par lequel est réglée la juridiction du Chapitre et celle des échevins, 1494 (3), ordonnance de Henri de Bergues pour fixer la juridiction de l'Abbaye de Saint-Aubert et des échevins, 1565 (4), édit de Maximilien de Bergues portant règlement pour la juridiction entre l'Official et les Prévôt et Echevins.

Ainsi les empereurs ont-ils toujours donné aux Evêques la Seigneurie et la Haute Justice sur la ville de Cambrai.

Il convient maintenant de donner quelques détails sur le fief de la Feuillie.

L'érection de ce fief est ancienne et son origine obscure. D'abord patrimoine d'un particulier, il est ensuite passé par acquisition à Guillaume, comte de Hainaut. L'Archevêque prétend qu'aux onzième ou douzième siècle ses prédécesseurs ont réuni au fief de la Feuillie la justice du Marché.

Répondant au Magistrat qui insinuait que, si jadis, ce fief avait pu relever de l'Evêque, depuis 400 ans du moins, il dé-

(1) P. J. A. 16.

(2) P. J. A. 62.

(3) P. J. A. 66.

(4) P. J. A. 76.

pendait de l'Empereur, l'Archevêque produit six extraits des registres aux plaids du Bailliage du Cambrésis et de la Cour l'Evêque. Ces extraits prouvent que le fief de la Feuillie a été pourvu en 1429 par Jean de Luxembourg (1), en 1432 par Jehanne, comtesse du Hainaut (2), en 1441 par Philippe, duc de Bourgogne (3), en 1483 par Maximilien duc d'Autriche (4). Ajoutons qu'en 1432 le bailli de Cambrésis avait fait saisir et donner à ferme le fief de la Feuillie et commis à l'Office de Justice du Marché (5). Précisons enfin qu'il existe encore le démembrement fourni en 1407, 1460 et 1510 par les comtes de Hainaut et renouvelé par Philippe II, roi d'Espagne (6). Ce démembrement ne démontre nullement l'espèce de justice que le Roi posséderait en vertu de ce fief sur la ville de Cambrai, au contraire. Tout annonce dans cet office une sergenterie inféodée.

La question devait d'ailleurs être tranchée en 1742 par le Parlement de Flandre dans une affaire Bruhier de la Neuville. Ce personnage avait acquis du Roi moyennant 3000 livres le fief de la Feuillie; il prétendit que cette qualité devait faire de lui le premier officier de justice de la ville et lui permettre d'agir comme tel. Le débat fut vidé par le dispositif de l'arrêt définitif (7) qui précise le lieu d'exercice de la justice par Bruhier: c'est le fief. Il distingue la justice du Marché qui ne peut faire que certains actes de justice dans la ville et celle du fief.

Bien plus, en 1759, le même parlement de Flandre fut amené à préciser que l'office de Justice ne donne pas la seigneurie, à l'occasion d'un procès au sujet de l'office de prévôté de Douai (8).

Il ne reste donc que l'hypothèse formulée par le Magistrat:

(1) P. J. A. 53.

(2) P. J. A. 55.

(3) P. J. A. 56.

(4) P. J. A. 57.

(5) P. J. A. 54.

(6) P. J. A. 135.

(7) P. J. A. 133.

(8) P. J. A. 134.

dès que le Roi, source de toute justice a dans une ville une justice, celle-ci cristallise autour d'elle la plénitude de la justice.

L'Archevêque discute ainsi cet argument:

Il convient de distinguer la justice inhérente à la souveraineté royale, celle des Parlements et Cours Supérieures et celle qui est déléguée à un Seigneur dans un domaine qui lui appartient. Dans ce dernier cas la propriété du fief ne lui donne pas plus de droits que n'en aurait tout autre propriétaire, et le roi peut avoir une justice appartenant à un fief dans une ville sans avoir pour cela la justice sur la ville. On sent toute la faiblesse de cette argumentation basée sur un sophisme.

Telles sont, ramenées à leurs grandes lignes, les discussions qui ont eu lieu entre les parties au sujet du fief de la Feuillie.

CHAPITRE QUATRIEME

Section I. — Une intervention politique ⁽¹⁾.

A-t-il existé, ou existe-t-il au monde une seule affaire qui mette en jeu des intérêts puissants dans laquelle l'une au moins des parties n'a pas essayé de parvenir à ses fins en faisant appel à l'influence d'un ou de plusieurs de ses amis?

Il est impossible de ne pas noter que c'est pendant qu'il était ministre de Sa Majesté que le cardinal Dubois avait obtenu la confirmation de ses droits sur la châtellenie du Cateau.

Aussi, ne devons-nous pas nous étonner de ce que le Magistrat reprocha à l'Archevêque d'avoir usé de l'influence de son frère ministre écouté du roi Louis XV pour obtenir les lettres de 1769.

La thèse du Magistrat

Les lettres patentes de 1769 avaient été scellées le 24 juin et le 30 du même mois, le Magistrat avait adressé au duc de Choiseul, secrétaire d'état du roi Louis XV et frère de l'Archevêque de Cambrai une consultation de trois jurisconsultes

(1) Voir page 27.

parisiens. Il reçut en réponse une lettre (1) dans laquelle le duc de Choiseul précisait que l'affaire était considérée comme terminée après le rapport et le compte-rendu du mémoire du 27 février qu'il avait développé lui-même au Conseil des Dépêches.

Devant une affirmation aussi nette, le Magistrat conclut que les lettres patentes n'émanaient pas « *du pur mouvement de Sa Majesté* » puisqu'Elle avait subi une pression de la part d'un membre de la famille de Choiseul.

Les lois du Royaume n'interdisaient-elles pas au duc de Choiseul, qui n'est pas au-dessus des lois, la connaissance d'une affaire qui intéressait son propre frère? Comment d'ailleurs admettre que cet éminent personnage qui est chargé des ministères de la Guerre et des Affaires étrangères, ait eu assez de loisirs pour étudier et discuter une multitude de titres et de questions capitales? L'intervention de ce ministre ne s'était-elle pas exercée dans un sens bien défini, comme le montre la rédaction de l'arrêt qui est visiblement, selon le Magistrat, « *l'œuvre d'un ministre absolu qui, aveuglé par l'intérêt qu'il prend à l'élévation de son frère, a adopté les prétextes les plus faux et les plus frivoles pour renverser les règles constantes de la législation.* » (2)?

Autant de questions qui contiennent en elles-même les réponses, insinue le Magistrat.

Notons d'ailleurs qu'il avait beaucoup hésité sur l'attitude qu'il devait prendre à la suite de cette intervention. Lui-même

(1) Voici le texte de la lettre du Duc de Choiseul: « Lorsque j'ai reçu Messieurs, votre lettre, le Roi venait de se prononcer sur les demandes de M. l'Archevêque de Cambrai, sur le compte que je lui en avais rendu dans son Conseil des Dépêches. Je lui avais également rendu compte du mémoire que vous m'avez adressé le 27 février; ainsi, c'est en pleine connaissance de cause que sa Majesté s'est décidée sur les différentes demandes de M. l'Archevêque de Cambrai, puisque ce n'est qu'après avoir entendu tout ce que vous aviez à y opposer: à quoi la consultation que vous avez fait travailler n'aurait pu ajouter rien que l'opinion des avocats auxquels vous vous étiez adressés: dans cet état vous devez regarder l'affaire dont il s'agit comme absolument terminée. Elle n'est plus susceptible par conséquent d'aucune démarche de votre part et je ne puis me dispenser de vous conseiller de n'en point faire. Je suis »

(signé): le Duc de Choiseul.

(2) Requête à fin de cassation, page 32.

le reconnu (1). Ne pas répondre était sacrifier lâchement les intérêts de la ville et des habitants. Mais il y avait beaucoup de chances pour que sa réponse ne parvint pas au Roi par suite de la présence de celui auquel le Magistrat était obligé de s'adresser pour ce faire. Aussi n'a-t-il adopté ni l'une ni l'autre de ces solutions, il a temporisé jusqu'à la disgrâce du duc de Choiseul. A ce moment et bien entendu pour profiter des circonstances que lui offraient les hasards de la politique, le Magistrat s'est attaqué directement à l'ancien ministre, se basant sur son intervention pour demander la cassation de l'arrêt.

La thèse de l'Archevêque

Naturellement toute différente est l'opinion de l'Archevêque à ce sujet. Loin que l'amitié du duc de Choiseul ait jamais influé sur les succès lents et pénibles qui ont suivi les démarches de son frère, elle aurait fait naître au contraire des obstacles qui les ont retardés. N'a-t-elle pas inspiré sans cesse à ce ministre de la circonspection, en sorte que sans elle, il y aurait longtemps que la question serait définitivement jugée en faveur de l'Eglise de Cambrai.

Que les titres et mémoires aient passé par les mains du duc de Choiseul, quoi de plus naturel! Cambrai et le Cambrésis sont dans le département du ministre de la Guerre, et les relations familiales de celui-ci sont sans importance; les ministres ne font que présenter au Roi les demandes de ses sujets. Même le duc de Choiseul l'a supplié de nommer des commissaires et un rapporteur (2) et le Prélat affirme que le rapport au Conseil des Dépêches a été présenté par de Calonne tandis que le duc de Choiseul priait le Roi de lui permettre de ne

(1) Il paraît vraisemblable que cet aveu du Magistrat sur lequel il s'étend complaisamment n'a pour but que d'expliquer le retard qu'il apporte à présenter sa revendication et à en justifier le caractère sérieux et réfléchi.

(2) MM. d'Aguessau, de Gilbert de Voisins, de Joly de Fleury et de Boines furent nommés commissaires, M. de Calonne rapporteur.

pas donner son opinion. Les lettres patentes de 1766 seraient donc bien du « *pur mouvement de Sa Majesté* ».

Si l'attitude du Magistrat a obligé ultérieurement l'Archevêque à présenter une requête au Roi pour obtenir la jouissance des droits accordés par les lettres de 1766 et si le rapport a été fait effectivement par le frère du Prélat, il ne faut pas oublier que celui-ci a pris toutes les précautions nécessaires. Il a demandé des observations aux principaux magistrats du parlement de Flandre et au Commissaire départi dans la province; il a exigé de son frère une consultation des avocats les plus célèbres (1).

Et voilà qui mieux est? Les lettres octroyées dans ces conditions ont été retirées sur la demande même du Prélat afin que l'affaire fut jugée contradictoirement. Ce qui fut ordonné par le Roi (2). « Où voit-on, demande l'Archevêque, que l'influence du duc de Choiseul s'est exercée en ma faveur? ». Si le Prélat constate que son procès est engagé dans la voie de la réussite, cela est dû à la seule valeur de ses arguments. En réalité, le Magistrat cherche une diversion qui détourne l'attention du public du succès éventuel de son adversaire.

Section II. — La situation particulière du Cateau-Cambrésis

C'est à la fois un argument et une explication donnée dans sa requête de 1765 par l'Archevêque; elle n'est pas inutile à la compréhension du procès.

Les habitants du Cateau Cambrésis ne se sont jamais donnés aux Espagnols, si bien que la reddition de Cambrai au comte de Fuentes avait divisé en deux la province. La châtellenie du Cateau resta soumise à la puissance publique des Arche-

(1) MM. Lambon, La Monnoye et Clément.

(2) Le Roi avait chargé de l'instruction MM. d'Aguessau, de Joly de Flory, conseillers d'état et du rapport M. Lenoir..

vêques; elle garda ses lois, ses coutumes, son gouvernement et ses libertés. Aussi ne fut-elle en rien touchée par le traité de Nimègue; elle n'appartient à la France qu'en vertu de la protection par le Roi des Archevêques de Cambrai et non à la suite d'une conquête quelconque. De là une jalousie naturelle entre l'administration des Flandres et du Hainaut et l'Archevêque de Cambrai qui défend ses prérogatives. Cette jalousie n'explique-t-elle pas beaucoup de choses? Elle se traduit d'ailleurs dans les faits.

Mgr de Bryas fit interdire aux officiers de maîtrise des eaux et forêts d'exercer leurs pouvoirs sur les bois du Cateau. En 1692 le même Prélat refusa aux Officiers créés par le Roi, la compétence qu'ils réclamaient sur ce territoire. Quatre ans plus tard, Fénelon protesta auprès du Roi contre les tentatives faites par ses subordonnés pour s'approprier les foires et marchés de la Châtellenie. Il lui fallut même renouveler avec un égal succès ses protestations en 1697. Dans cette même année, on note une nouvelle tentative des officiers du Roi pour étendre au Cateau un édit concernant les armoiries des registres publics ce qui motive une nouvelle intervention de Fénelon, aboutissant à une nouvelle confirmation des libertés du Cateau. L'année suivante, nouveau conflit à propos de débits de boissons, qui se termine comme tous les autres par la protection des privilèges de la châtellenie.

Mais ce n'est pas seulement sur l'intervention du Prélat que les Rois consacraient ces privilèges. Ils l'ont fait de leur propre mouvement en 1694 où Louis XIV écarta les habitants du Cateau de la Capitulation; en 1723 où Louis XV. fit de même pour le dixième. C'est seulement en 1730 que les droits des Archevêques furent contestés par M. de Vernimen, Procureur Général au parlement de Douai. Cette constance dans la possession de la châtellenie du Cateau Cambrésis est pour l'Archevêque un argument en faveur de l'ancienneté de ses droits sur tout le Cambrésis. Ce qui est présent pour le Cateau doit devenir présent pour Cambrai, puisque seule l'usurpation différencie les deux possessions. Mais là nous retombons dans un argument déjà étudié.

CHAPITRE CINQUIEME

Discussion pratique des revendications de l'Archevêque

Nous atteignons ici le point critique du débat. Tant qu'il s'agit de discuter Histoire ou Droit, on peut se prévaloir certes de l'impartialité la plus absolue, mais on peut aussi se livrer aux attaques les plus violentes. Le passé peut être construit selon les goûts, ou être malmené selon les passions de chacun.

Mais quand il s'agit de défendre un droit réel ou personnel, celui qui est attaqué défend pied à pied ce qu'il intègre à lui-même et son intérêt le pousse à rechercher les arguments les plus subtils pour faire triompher sa cause. C'est au requérant de ne pas tomber dans le piège qui lui est tendu et de ne pas prêter par abondantes digressions un flanc trop découvert à l'attaque de son adversaire.

Nous avons vu dans la première partie que l'Archevêque obtint sur une requête qui ne contenait aucune revendication précise, des lettres patentes, le 13 septembre 1766.

Ces lettres feront l'objet des premières discussions du Magistrat. De 1766 à 1768 le Prélat formulera, sur la base de ce document, des revendications très nettes. Nous les avons déjà étudiées. Seules seront retenues par le Magistrat, les dernières d'entre elles, celles du 26 mai 1768. La critique du Magistrat sera inopérante puisque, le 24 juin 1769, le Roi octroiera de nouvelles lettres patentes confirmant la thèse du Prélat. Ce nouveau document sera le prétexte à de nouvelles discussions de la part du Magistrat et du parlement de Douai.

Les lettres patentes de 1766 ⁽²⁾

Ces lettres patentes (1) firent naître plusieurs réflexions de l'Archevêque. Prenons par exemple l'article premier.

Art. 1^o. — « *avons maintenu et confirmé, maintenons et confirmons les Archevêque, Chapitre et Eglise de Cambrai dans tous les Droits de Seigneurie et de Justice qui leur appartiennent sur la ville de Cambrai et pays du Cambrésis, et sur les villes et châtellenie du Cateau-Cambrésis le tout, sous notre Souveraineté et à la charge de l'hommage lige et ressort, à Nous, et à nos Successeurs Rois, à perpétuité, à cause de notre Couronne.* »

...l'Archevêque adopte le principe: « qui confirmat nihil de novo dat » ainsi que la restriction insérée dans l'arrêt d'enregistrement, mais son application n'est pas celle du Magistrat. Le Prélat retient que dans le préambule de ces lettres patentes le Roi avait déterminé « *le caractère et l'étendue des droits de l'Eglise de Cambrai après un examen de tous les titres et monumens de possession* ». Or Sa Majesté emploie dans cet article le temps présent, c'est-à-dire qu'Elle le réintègre dans l'exercice de droits dont il possédait encore la propriété sinon l'exercice. De plus Elle ne dit pas « *dans la ville* », mais bien « *sur la ville* » — quia majore parte totum denominatur (2), ce qui exclut toute restriction à l'exercice des droits qui sont précisés.

Quant à la clause d'enregistrement « *pour jouir à titre de concession sur ce dont ils n'étaient pas en dûe possession* », elle dénature sans doute la réintégrande en la métamorphosant en concession nouvelle, mais elle laisse toujours subsister en entier les droits de Seigneurie temporelle et de Haute Justice dans la ville de Cambrai.

La Seigneurie et la Haute Justice que le Chapitre de Cambrai exerce sur son territoire sont un démembrement de la Sei-

(1) Voir pièces Justificatives I. Voir également page 23.

(2) Les lettres patentes contenaient un certain nombre d'articles concernant la Châtellenie du Cateau. Nous ne nous y attarderons pas.

(3) Preuve corollaire: articles 9 et 10 — les règlements de police doivent être intitulés du nom de l'Archevêque.

gneurie et de la Haute Justice appartenant à l'Eglise sur la totalité de la ville. Il est impossible de reconnaître les droits du Chapitre et de méconnaître ceux de l'Archevêque si la force l'a empêché de les exercer pendant un temps. Même s'il en a volontairement suspendu l'exercice, cela n'a nullement détruit la propriété qui appartient à l'Eglise, nul ne pouvant porter préjudice à un tiers surtout à un tiers mineur et l'Eglise l'étant toujours. Or, l'Archevêque est l'usufruitier des droits du mineur, propriétaire du fond; sa négligence n'a pu préjudicier à l'Eglise. C'est cette propriété que le législateur a reconnue en 1766.

Voyons maintenant l'article 4.

Art. IV. — « *Voulons par provision et jusqu'à ce que Nous ayons fait connoître définitivement nos intentions à l'égard des Droits et Prérogatives desdits Archevêques, pour raison de la nomination des Echevins de ladite ville de Cambrai et de la reddition et audition des comptes d'icelle que chaque fois que Nous jugerons à propos de faire renouveler lesdits Echevins ou partie d'iceux, lesdits Archevêques en nomment la moitié, l'autre moitié continuant d'être à notre nomination; et qu'à l'égard desdites reddition et audition de comptes, il en soit jusqu'à ce, usé en la manière accoutumée.* »

L'Archevêque demande sur ce point une décision stable. Les échevins de Cambrai réunissent deux titres: celui de *juge* et celui d'*officier municipal*. Or, il faut établir une séparation des pouvoirs et des fonctions. L'administration municipale doit être tout entière entre les mains du Roi, c'est donc à lui de nommer les six officiers municipaux qui seront les assesseurs du Prévôt, tandis que l'Archevêque nommera les six autres qui ne sont que les assesseurs et les conseillers des premiers. On l'accuse de vouloir s'emparer de l'administration municipale et de vouloir être un despote dans Cambrai: c'est absolument faux, le Prévôt n'a aucune part dans l'administration de la ville, encore qu'il soit chef de juridiction: ses fonctions sont de « *semoncer les échevins.* »

A l'examen de ces lettres la réaction du Magistrat ne fût pas, apparemment du moins, aussi vive qu'on aurait pu le supposer. Son impression, celle qu'il avoua, était que ce document ne modifiait ni l'étendue ni la nature de ses droits primordiaux. Mais il revint sur son opinion lorsqu'il connut, beaucoup plus tard, les « nouvelles prétentions de l'Archevêque. »

Les lettres de 1776 accordent à l'Archevêque, précise le Magistrat, plusieurs prérogatives nouvelles, les unes purement honorifiques, les autres portant différentes atteintes aux droits de la couronne, à ceux de la ville, à ceux de quelques particuliers, et même à la *constitution Belgique*.

L'article premier confirme un état de fait: les droits de Justice et de Seigneurie du Prélat sur son Palais et sur un certain nombre de maisons appelées le Donjon. L'emploi du temps présent dans le texte officiel et la restriction d'enregistrement du parlement de Douai, ne permettent aucune équivoque sur ce point.

L'article deuxième confirme à l'Archevêque le titre et la dignité de duc de Cambrai, comte du Cambrésis, sans rien ajouter à ses propriétés.

L'article troisième nomme le bailli de l'Archevêque bailli du Cambrésis, et non bailli de Cambrai; ce qui prouve bien qu'aucune extension de propriété n'est donnée à ce titre (1).

L'article quatrième modifie l'ordre de nomination des échevins et autorise l'Archevêque à en nommer la moitié. Auparavant c'était le commissaire départi qui déterminait les échevins qui devaient sortir de place, indiquait ceux qui devaient y rester, nommait les nouveaux. Mais l'article indique que la mesure est prise par provision et jusqu'à ce qu'il ait plu à Sa Majesté de faire connaître ses intentions définitives. Cela rassure le Magistrat.

L'article septième permet à l'Archevêque de créer deux notaires tabellions (2), faculté préjudiciable: aux intérêts des notaires de Cambrai, déjà en nombre suffisant *pour le service*

(1) A la suite de ces lettres, le bailli de l'Archevêque se fit appeler M. le Grand Bailli.

(2) Les Tabellions avaient été chassés par l'Empereur et rétablis en 1677.

du public; aux intérêts du corps de ville, qui a dans son domaine l'office héréditaire et exclusif de tabellion; aux intérêts des futurs clients de ces notaires, car ils ne se croiront pas obligés de porter leurs minutes au dépôt du corps de ville — ils les garderont par devers eux, ce qui présentera des risques d'égarement.

L'article huitième confirme les lettres patentes du 21 janvier 1682 concernant l'étendue de la juridiction de l'Official. Le document de 1682 se bornait à étendre au diocèse de Cambrai un arrêt du 28 février 1676 rendu pour le diocèse de Tournai. L'usage de Tournai est que l'official ne connaît par prévention sur les juges séculiers, que les causes civiles personnelles des ecclésiastiques, ainsi qu'il en avait été décidé par des lettres de la duchesse de Parme touchant la réception du concile de Trente en date des 11 et 24 juillet 1564 et par le placard du roi Philippe II de 1587 en confirmation du synode de Cambrai.

Tous ces documents réservent les causes criminelles et civiles « *sur les personnes desdits Ecclésiastiques* ». Evidemment la discussion ne portant que sur l'étendue de la qualité d'ecclésiastique reste ouverte.

Le Magistrat fait ensuite une brève remarque sur les articles neuvième et dixième qui concernent l'intitulé des ordonnances de police et des règlements pour les arts et métiers. Avec esprit, le Magistrat feignant d'oublier que l'Archevêque était seigneur s'étonne de voir, par anticipation, figurer le nom des Prélats ministres de Paix et de Charité à la tête de menaces d'interdictions, d'amendes et même de prison.

L'article quatorzième autorise, eu égard à sa seigneurie temporelle, l'Archevêque à nommer deux administrateurs de l'hôpital, choisis parmi les membres du chapitre et même à assister lui-même à la reddition du compte. Cet article est contraire aux droits de la *Constitution Belge* qui exclut les ecclésiastiques de toutes les assemblées, même pauvres. A telles enseignes que l'arrêt d'enregistrement du Parlement précise que cet article 14 ne pourra tirer à conséquence pour les Hôpitaux des autres villes.

L'article vingt-deuxième déclare éteintes par ces lettres toutes prétentions nouvelles des Archevêques. Le Parlement l'a confirmé.

Les dix-huit chefs de réclamations de l'Archevêque

Cet article 22 semblait épuiser le débat. Quelle ne fut donc pas la stupéfaction du Magistrat au reçu des réclamations de l'Archevêque!

Le Magistrat jugea que c'était excessif. Le début des lettres de 1766 affirme en effet qu'elles représentent un contrat d'échange entre le Roi et l'Archevêque; or ce dernier, par ses réclamations, introduisait une véritable réintégration.

Il est vrai qu'il estimait que ses droits n'étaient pas suffisamment détaillés. Les raisons invoquées sont, d'abord que la Seigneurie et la Haute Justice, qu'il prétendait avoir, contiennent toutes leurs attributions sauf clause contraire et qu'il y a donc lieu de les préciser; ensuite que les lettres patentes ne peuvent pas tout dire; enfin qu'il est d'usage de donner des arrêts de Conseil en interprétation des articles des lettres patentes.

Ce qu'on pourrait donc appeler la seconde vague de réclamations de l'Archevêque est constituée par la série des quatre documents des 20 novembre 1768, 20 mars 1767, 14 mars 1768 et 26 mai 1768. Cette dernière pièce est la seule qui doit être retenue ici, puisqu'elle contient la substance des trois précédentes et bien d'autres choses encore. Aussi bien le Magistrat l'a-t-il comprise ainsi puisque c'est elle seule qu'il combattra dans tous les mémoires postérieurs à cette date. Cette pièce que nous avons décrite plus haut (1) se présente sous la forme de 18 revendications qui vont être discutées pied à pied par le Magistrat.

(1) Voir page 25.

PREMIER CHEF

« M. l'Archevêque demande que le Magistrat le reconnoisse pour Seigneur de la Ville et de la Banlieue de Cambray à l'exception du territoire du Bailliage de la Feuillie et de tout ce qui en dépend, et à l'exception aussi des fiefs des Poestées du Chapitre Notre Dame, de celui de Saint Géry, des Abbayes de Saint Aubert et de Saint Sépulcre, sans préjudice néanmoins, de la suzeraineté et de la mouvance desdits Fiefs. »

DEUXIEME CHEF

« Qu'il reconnoisse pareillement que la justice et la police qu'il exerce au nom de M. l'Archevêque sur la Ville et la Banlieue de Cambray (des fiefs de la Feuillie et des Poestées exceptés) appartiennent à M. l'Archevêque; qu'il ne pourra prendre en aucun cas la qualité de Juge Royal, mais il pourra continuer d'exprimer, dans les actes de législation, qu'il fait en partie, les fonctions de Juge Royal. »

Ces deux demandes étonnent grandement le Magistrat. L'article premier des lettres patentes de 1766 portait en effet que l'Archevêque était maintenu dans tous les droits qui lui « appartiennent » et on a vu que le temps présent, employé par le Roi, limitait ces droits.

Il faut évidemment reconnaître d'autre part, que la demande d'une dénomination aussi absolue que celle de Seigneur faite par l'Archevêque est singulièrement diminuée par les restrictions que lui-même y apporte: fief de la Feuillie, des Poestées, du Chapitre Notre Dame...

Le Magistrat va plus loin encore dans ce sens. Il définit ce qui, à son avis, reste au Prélat: le palais épiscopal et un petit fief de trois maisons, appelé le Donjon. Il y ajoute les vingt-quatre hommes *fieffés*, ses anciens *domestiques*, qui jouissent de certains revenus sur les moulins, mais il s'agit là d'une suzeraineté personnelle et non territoriale.

Si on rapproche cette réclamation de l'article 3 des lettres patentes de 1766 qui déclare que l'archevêque de Cambrai et ses successeurs « continueront » de nommer les Baillis et Offi-

ciers de leur bailliage de Cambray, on n'aperçoit pas l'érection d'une justice ducale. Le Magistrat y voit confirmation du caractère présent des droits de son adversaire.

Celui-ci reconnaît la Feuillie, il reconnaît les Poestées (1) Il lui faudrait, pour être juste reconnaître la commune, suggère le Magistrat.

Ainsi donc, si l'Archevêque est Seigneur, son droit de Seigneurie est singulièrement limité.

TROISIEME CHEF

« Le Roi ayant créé en 1694 des Procureur pour postuler au Prétoire de la Feuillie, M. l'Archevêque déclare qu'il n'entend pas nommer à ces Offices, mais nul Procureur ne pouvant postuler à la Jurisdiction Echevinale, sans être par lui nommé à cet effet, M. l'Archevêque consent que le Magistrat pourvoye à ces Offices de Procureur postulant à la Jurisdiction Echevinale, comme par le passé, à la charge par le Magistrat de lui présenter le sujet dont il aura fait choix pour remplir la place vacante, pour être par lui pourvu d'une commission sur laquelle il prêtera serment au Magistrat, lequel nommera, en vertu du pouvoir à lui donné par M. l'Archevêque, les Huissiers et Sergens de la Jurisdiction Echevinale. »

Le Magistrat fait remarquer que l'Archevêque accorde que l'échevinage est une juridiction, mais ne prouve pas du tout que c'est de ses prédécesseurs que cette juridiction tient son existence. C'est la question de la commune qui se pose. Nous avons déjà vu comment les parties la résolvaient (2).

Les précisions qu'apporte le Magistrat sont fort intéressantes: il explique que ces places ont été créées au titre d'office à la fin du XVIIe siècle, savoir en 1696 et 1697 pour les procureurs, le 24 octobre 1694 pour les greffiers, le 17 avril 1696 pour les huissiers, la même date pour les sergens que l'Archevêque appelle d'ailleurs *valets de ville*. C'est la Ville qui a payé ces officiers, ils lui ont coûté près de 1.500.000 livres,

(1) Ce terme viendrait de Potestatem jurisdictionis.

(2) Voir les pages 45 et suivantes ainsi que la conclusion.

c'est le Roi qui les a créés, c'est de lui que le Magistrat tient le pouvoir d'y instituer ou d'en destituer.

Il est à remarquer d'ailleurs que cette réclamation du Prêlat excède le contenu des lettres de 1766 et, qu'en tout état de cause, la chambre échevinale n'a jamais dépendu des Evêques puisque elle aurait été Chambre Impériale, mais le Magistrat ne poursuit pas sa démonstration.

QUATRIEME CHEF

« Lors qu'en 1694, le Roi a créé des Officiers Mesureurs et a attribué des droits sur le mesurage à ces Officiers, il y avait des Mesureurs en titre pour la perception des droits de quatre derniers ou mencaud (1) appartenans au Domaine de l'Archevêque, pour mesurage et exercer sa police en cette partie; M. l'Archevêque n'entend pas nommer aux Offices créés par le Roi, mais il demande de nommer sur la présentation du Magistrat, les Mesureurs qui existaient avant l'Edit de 1694, à condition que les pourvus par lui, prêteront serment devant le Magistrat, consentant, M. l'Archevêque, que la Ville continue de jouir du droit de 4 deniers au mencaud, en par elle fournissant les mesures nécessaires. »

Tout en affirmant qu'il ne se souvient pas de l'existence de ces mesureurs de l'Evêque, le Magistrat se retranche derrière cet argument juridique que, s'il plaît au Roi d'ériger en office des fonctions qui n'étaient auparavant exercées que par commission, il n'est plus question des anciens commis. Quelle utilité aurait d'ailleurs cette reconnaissance pour l'Archevêque, puisqu'il annonce d'avance qu'il abandonnera son revenu au Magistrat?

CINQUIEME CHEF

« M. l'Archevêque demande qu'il en soit de même pour les Jurés Porteurs. »

On ignore si, jadis, les jurés porteurs avaient des commis-

(1) Mesure de grains. Un des derniers mesureurs de grains fut Herlem le Sage.

sions de l'Evêque. Le Magistrat qui reprend l'argumentation qui lui a servi contre le quatrième chef, s'élève contre cette idée et cite une lettre de l'Empereur Maximilien du 7 septembre 1503 concernant l'office du Mink (1).

SIXIEME CHEF

« M. l'Archevêque demande que les Valets et Sergens de Ville soient habillés à ses dépens et de sa livrée, mais d'une manière qui les distingue des Sergens de son Bailliage. »

Le Magistrat repousse purement et simplement cette demande. Ce serait reconnaître que ces *« domestique sont aux ordres du Prélat. »*

SEPTIEME CHEF

« M. l'Archevêque demande que des poteaux soient mis à ses armes dans les places publiques de la Ville, au carcan, et sur les limites de sa Seigneurie et à ses frais, avec une marque pour les limites distinctives des poteaux des autres Seigneuries. »

Sur son fief d'accord, réplique le Magistrat, mais sur la Ville, ce serait porter atteinte aux droits de la Commune dont on voit encore des poteaux qui datent d'avant l'occupation espagnole (2). Ce serait aussi heurter l'édit de 1697 qui donne des Armes à la ville de Cambrai.

HUITIEME CHEF

« M. l'Archevêque demande que ses armes soient mises intérieurement dans le nouveau Consistoire, au dessus de la porte. »

Le Magistrat réplique vertement qu'on ne place dans un édifice public que les armes du Roi, du Seigneur ou du Bienfaiteur. L'Archevêque se borne à revendiquer la seconde qualité qui ne lui est accordée que dans une mesure restreinte.

(1) Le mink, vente de poissons en gros à la criée, existe encore actuellement.

(2) Quelque temps avant la guerre de 1914, on voyait encore la borne marquant la fin de la Juridiction de l'Archevêque du côté de Rumilly.

En fait il y a deux salles dans l'Hôtel de Ville. L'une est celle du bailli de la Feuillie et le Prélat a lui-même reconnu qu'il n'avait aucun droit sur elle. L'autre est la Chambre de Paix ou Consistoire; y siègent les officiers du Roi qui rendent la Justice en son nom: il ne saurait être question d'y introduire les armes de l'Archevêque.

NEUVIEME CHEF

« M. l'Archevêque demande que toutes les fois que des affaires l'engageront soit pour la police ou autres, à se rendre au Consistoire pour y faire quelques propositions au Magistrat, il le reçoive comme son Seigneur, pourvu qu'il soit averti. »

Le Magistrat ne voit pas l'utilité de cet article puisque le paragraphe 9 des lettres patentes de 1766 supposait les règlements de police et les ordonnances concernant les Arts et Métiers *« faites par le Magistrat. »*

DIXIEME CHEF

« M. l'Archevêque demande que tous les droits seigneuriaux et domaniaux comme lods et ventes, centième denier, demi centième, vinage, afforage, portage, oïson et autres, lui appartiennent, qu'il veut bien en laisser la jouissance au Magistrat pour subvenir aux frais et dépenses de l'exercice de la justice et de la police. » (1)

L'Archevêque n'étant pas Seigneur, réplique une fois de plus le Magistrat, ces droits ne sont pas siens; plusieurs d'entre eux d'ailleurs ne sont que de modestes rétributions et non de vrais droits seigneuriaux ; certains n'existent que du propre mouvement des habitants et servent à récompenser les officiers du Magistrat de leur dévouement à la chose publique; d'autres ont été acquis à titre onéreux par le Magistrat. Les uns et les autres doivent demeurer exclus des revendications du Prélat.

(1) **Lods et ventes:** droit de mutation entre vifs perçus par le Seigneur à l'occasion de la vente d'une censive (quotité variable) — **Centième Denier.** Droits sur les mutations immobilières entre vifs ou par décès.

ONZIEME CHEF

« M. l'Archevêque demande que le Magistrat lui communique le projet de tous les ouvrages un peu considérables qu'il entreprendra de son propre mouvement, pour le bien et utilité de la Ville pour en obtenir son agrément. »

Cette communication ne s'adresse pas au Magistrat, réplique celui-ci, mais au commissaire du Roi départi dans la province.

DOUZIEME CHEF

« M. l'Archevêque demande que conformément à l'appointement de Vallerand de Luxembourg de 1354, le Magistrat ne dispose d'aucun flégard, place vague, chemin de la Ville ou wareschaix, sans le consentement de M. l'Archevêque soit dans la Ville, soit dehors et à la charge de payer au domaine de l'Archevêque, le cinquième du produit que la Ville en retirera; qu'il soit rendu compte, par le Magistrat, de tous les arrentements faits depuis 1595, dont à l'avenir le Magistrat paiera le cinquième annuellement, sous l'offre que fait M. l'Archevêque de remettre tout ce qui peut lui être dû, du passé jusqu'à ce jour. »

Le Magistrat nie la réalité de cet accord dont cependant l'existence, la valeur et l'importance ont été démontrées par les travaux récents de M. l'abbé Thelliez ; et, comme l'Archevêque produit l'original dans ses pièces justificatives, il explique ce document par l'habileté de Pierre d'André « Evêque de Cambrai » (1) et par la faiblesse de Vallerand de Luxembourg « Bienveillant de la ville », qui se serait laissé circonvenir.

TREIZIEME CHEF

« M. l'Archevêque demande qu'en confirmant en tant que de besoin la transaction faite entre lui et le Magistrat le 11 octo-

(1) Pierre d'André, Evêque de Cambrai, mourut en 1368. Il serait fort utile et fort intéressant d'éclairer la figure demeurée un peu mystérieuse de ce prélat qui a peut-être été comme nous le montre certaines de ces interventions, le plus grand diplomate de son temps.

bre 1764, pour portion de wareschaix et plantis hors de la ville. Le Magistrat consente que M. l'Archevêque fasse décorer et élaguer les arbres de ladite portion pour le plus grand agrément de la promenade et qu'il reconnaisse que les plantis du chemin ainsi que les chemins appartiennent à cause de sa Seigneurie à M. l'Archevêque qui lui en abandonne la jouissance et le profit comme il en a joui. »

Une fois de plus le Magistrat nie l'existence de cet accord du 11 octobre 1764 et refuse l'exécution de cette réclamation en application du diplôme de 1360, dans lequel la commune de Cambrai est maintenue dans sa propriété des wareschaix (1) ou chemins, dont les plantis (2) sont les accessoires.

QUATORZIEME CHEF

« M. l'Archevêque demande que le Magistrat reconnaisse que le fond et tresfond des eaux de l'Escaut, ainsi que la pêche, appartiennent à M. l'Archevêque, qui consent que les Prévost et Echevins continuent de jouir des eaux et fossés étant autour des remparts de la Ville depuis la porte de Selles jusqu'à la porte de Pierres et pour lesquelles ils payent dnnuellement quatre florins à la recette de l'Archevêché. »

Pour ce qui est de la rente, le Magistrat précise qu'elle n'est pas le prix de la concession d'une portion de rivière et de fossés, mais celui d'une portion de terrain enclavée dans les fortifications.

D'ailleurs la ville a payé la suppression de l'Escautin qui a permis l'amélioration du rendement des moulins qui dépendaient de l'Archevêque.

C'est la ville également qui paie la construction des quais, qui entretient les écluses et les égoutiers. Les eaux appartiennent au Seigneur du territoire, affirme le Magistrat.

(1) Les Wareschaix sont des chemins vagues. La coutume du Hainaut indique qu'ils appartiennent au Seigneur.

(2) La question du droit de Plantis fut un des problèmes qui se posa au XIXe siècle. M. Braure a fait un travail sur cette question.

QUINZIEME CHEF

« M. l'Archevêque demande que le Magistrat s'oblige d'exécuter fidèlement ce qui est porté par l'appointement de Wallerand de Luxembourg pour ce qui regarde la voyerie et l'étayage des maisons. »

Le Magistrat renvoie à l'article 6 des lettres patentes de 1766 qui enjoint aux officiers du magistrat de Cambrai de continuer d'exercer la justice et la police dans les limites du territoire. L'intitulé du nom de l'Archevêque n'a pour but, estime le Magistrat, que d'en assurer l'exécution dans le fief du Prélat.

SEIZIEME CHEF

« M. l'Archevêque demande que lorsque M. l'Archevêque aura été absent six mois de Cambray, le jour de son arrivée et au moment de son entrée dans la ville, le Magistrat fasse sonner pendant un quart d'heure la cloche de la Ville et vienne le lendemain en Corps, présenter à l'Archevêque une paire de gands blancs en signe d'hommage et de reconnaissance des biens qu'il tient des Archevêques. »

Sous cette réserve, encore une fois formulée que l'Archevêque n'est pas Seigneur, le Magistrat fait remarquer que la demande est injustifiée. Un pareil cérémonial n'a lieu qu'à la prise de possession et par la volonté des habitants qui y voient une marque de déférence.

DIX-SEPTIEME CHEF

« M. l'Archevêque demande que chaque année, lorsque l'Archevêque sera dans la Ville, les Compagnies viennent prendre les ordres pour l'ouverture des jeux qui se fait chaque année le lundi de la Pentecôte et que M. l'Archevêque nomme la personne qu'il voudra, soit du Corps du Magistrat, soit étranger, pour le coup du Seigneur. »

Ces jeux ayant lieu hors le fief de l'Eglise, argue le Magistrat, il convient de se conformer à l'ancien usage, c'est-à-dire,

que la « permission du Roi et celle du Corps du Magistrat obtenues, les Prévosts et Echevins députés à cet effet, marcheront à la tête des compagnies et tireront le premier coup. » De plus la demande du Prélat paraît indécente au Magistrat (1).

DIX-HUITIEME CHEF

« *M. l'Archevêque demande que le Magistrat s'oblige pour le surplus d'exécuter de bonne foi tous les articles des Lettres Patentes de 1766.* »

Qu'est-ce à dire, réplique le Magistrat indigné? Il n'y a pas besoin pour cela de solliciter un consentement! A-t-on déjà vu le Magistrat se refuser à l'exécution de la volonté du Roi?

*
* *

Malgré cette belle défense l'Archevêque devait avoir gain de cause et en 1769 le Roi délivrait de nouvelles lettres patentes

Les lettres patentes de 1769

Elles sont, affirme le Magistrat, contraires à celles de 1766, parce que contraires à *l'arrêt d'enregistrement*. Les lettres de 1766 maintiennent l'Archevêque dans ses droits, celles de 1769 le réintègrent en lui donnant une possession nouvelle: « *le plein et entier exercice de la Seigneurie temporelle sur la Ville* » précise le document de 1769 ; « *les droits de Seigneurie qui lui appartiennent* » disait le texte de 1766. Le nouveau texte se termine d'ailleurs par cette clause générale et illimitée « *et autres, ainsi que ses prédécesseurs en ont joui.* »

Elles sont aussi contraires à *l'ordre judiciaire*: pour exercer la réintégrande, il faut avoir été dépossédé par violence ou voie de fait. L'Archevêque insinuerait-il, se demande perfidement le Magistrat, que le Roi et ses Pères n'auraient pas été

(1) Un inventaire de 1529 porte l'énumération des offres faites à une occasion semblable par le Magistrat à l'Evêque Robert de Croy, qui s'intitulait encore Roi du Geay (publication de l'Abbé Thelliez).

bons et justes à son égard? De plus la réintégrande ne peut être exercée que l'année du trouble et de l'aveu du Prêlat, l'année du trouble est l'année de l'occupation espagnole. Elle suppose enfin que les parties contestent la possession, ce qui est faux en l'occurrence, puisque le Magistrat *nie* la possession de l'Archevêque. La vraie procédure à suivre serait celle de l'information (1).

Ces lettres causent en outre un préjudice certain:

Au domaine: Car le Roi sera obligé de rembourser des offices qui ont déjà produit plus de 1.900.000 livres,

à la Cité: qui de tous temps a joui des droits utiles (plantis, pêche, chasse, flegard, wareschaix) et des droits honorifiques de nomination par les Echevins des Officiers de Justice et de Police, qui sont revendiqués par le Prêlat.

à l'Administration municipale: c'est ainsi que l'Archevêque veut nommer le Prévôt qui est de tradition nommé par le Roi. Mais il y a plus: les lettres de 1766 accordaient au Prêlat le droit de nommer la moitié des Echevins; celles de 1769 y ajoutent tous les gradués à l'échevinage, ce qui donnera bientôt dans l'administration municipale une supériorité morale manifeste à l'Archevêque. Ces lettres de 1769 assurent au Prêlat la nomination de 16 officiers sur 23; elles lui donnent le contrôle sur les comptes du Magistrat et introduisent dans le budget de la ville une clause très dangereuse qui permet aux échevins d'engager sans autorisation plus de 3000 livres de dépenses alors que jusqu'ici ils ne pouvaient dépasser le chiffre modique de 100 livres.

Enfin l'article II rend l'Archevêque maître des Assemblées de notables puisque désormais il peut y assister avec voix délibérative. Le corps ecclésiastique y enverra des députés, ce qui laissera au Seigneur la possibilité d'user de son influence.

Ne seront appelés en consultation que les anciens échevins dont on vient de voir qu'ils seront en bonne partie redevables

(1) On a vu dans la première partie que le Roi avait pratiquement ordonné une information. Voir page 30.

de leur place à l'Archevêque. « *Celui-ci deviendra le despote d'un pays libre.* »

Telles sont les réflexions du Magistrat sur ces lettres patentes de 1769. On a vu dans la première partie qu'elles ont été inopérantes. Nous n'y reviendrons donc pas.

APPENDICE

L'arrêt de 1773 et les suites du procès

Nous avons vu successivement les préliminaires du procès, la procédure suivie par les parties et les arguments invoqués. Avant de porter, avec un siècle et demi de retard, un jugement sur cette affaire, il convient d'étudier la façon dont elle a été résolue en 1773 et quelles ont été les conséquences du jugement intervenu.

L'arrêt du 3 avril 1773 (1) peut être considéré comme un modèle d'habileté en matière de gouvernement. Il est l'expression du désir manifesté par le Roi de défendre ses prérogatives tout en donnant satisfaction à l'Archevêque et cela sans blesser le Magistrat. Nous sommes loin de la manière de 1766. L'acte du 3 avril n'est pas un octroi, il est un arrêt.

Des 26 articles qui composent ce document, deux donnent une satisfaction de principe à l'Archevêque: l'article premier qui le maintient dans son droit de seigneurie et l'article dernier qui ordonne la destruction de la requête en cassation du Magistrat parce qu'elle contient des termes injurieux. Mais déjà dans l'article premier se glisse une restriction: le Roi définit l'étendue territoriale du fief de l'Archevêque en éliminant de la ville et banlieue de Cambrai: les fiefs du chapitre Notre-Dame, de Saint-Géry, de Sainte-Croix, des abbayes de Saint-Aubert et Saint-Sépulchre et aussi la Justice du Marché qui est à la fois territoriale et personnelle sur tous les habitants de Cambrai et sa banlieue.

(1) Pièces Justificatives V.

Trois articles précisent les rapports du Magistrat avec le Roi. Ce sont l'article 3, qui maintient le droit de Commune, sous la protection de Sa Majesté ; l'article 12, qui concerne la régie, l'administration des biens et revenus par le Magistrat sous l'autorité du Commissaire départi; l'article 17 qui conserve le mode ancien d'exercice des offices de jurés mesureurs, jurés porteurs et du mink.

Trois articles traitent des rapports du Prélat avec le Roi: l'article second, sur le droit de seigneurie de l'Archevêque qui est sous la souveraineté du Monarque; l'article 9 autorisant la création par l'Archevêque de deux notaires-tabellions qui devront se soumettre aux règles des notaires royaux; et l'article 21 qui permet à l'Archevêque de mettre ses armes au-dessous de celles de sa Majesté dans la salle du Consistoire.

Tous les autres articles, sauf le vingt-cinquième, sont un habile compromis ménageant l'Archevêque et le Magistrat. Le principe appliqué est celui-ci: au lieu de définir les droits du Prélat, le Roi précise ceux que le Magistrat conserve. On notera plus spécialement:

l'article 4 qui indique de la façon la plus formelle que seul le Magistrat pourra exercer la justice, police et voyerie qui appartiennent à l'Archevêque;

les articles 5 et 6 qui modifient la composition du Magistrat réduisant à douze le nombre des échevins nommés pour 6 ans, moitié par le Roi, moitié par l'Archevêque et renouvelés par quart tous les ans;

l'article 10 qui intitule les règlements de police « *du Roi, de l'Archevêque, duc de Cambrai, des Prévôt et échevins de la ville de Cambrai* »;

l'article 14 qui autorise la ville de Cambrai à percevoir des droits de centième denier, de vinage, d'afforage et de portage, des droits d'oison, d'enseigne et de plantis, comme aussi des plantations faites sur les chemins, flégards et wareschaix et à exercer tous autres droits utiles, à charge par le Magistrat de reconnaître à chaque mutation du siège archiépiscopal qu'il tient ces droits de l'Archevêque, seigneur de la ville;

l'article 24 prescrivant que les armes de l'Archevêque et celles de la Ville seront sur les drapeaux des compagnies de canonniers et d'arbalétriers, lesquelles rendront à l'Archevêque les honneurs dûs au Seigneur à l'occasion de l'ouverture des jeux.

Le vingt-cinquième article complète l'arrêt du 8 avril par le surplus des lettres patentes de 1766. Cet article ne ressuscite en fait que l'article 8 sur la compétence de l'Official et tous les articles de ces mêmes lettres concernant le Cateau Cambrésis; nous verrons que la question de cette Châtellenie était tout à fait différente de celle de la ville de Cambrai.

Contrairement à une opinion généralement admise chez les auteurs du Cambrésis, l'arrêt du 3 avril 1773 fut en partie exécuté.

Le 12 août 1773, Mgr de Choiseul désignait les six échevins qui allaient composer le magistrat de Cambrai concurremment à ceux que nommait pour le Roi, le 13 août au matin, Louis Taboureau, seigneur des Réaux, intendant de la province de Hainaut (1).

Le 13 août à 10 heures, entre les mains de Taboureau, les douze échevins prêtèrent le serment de fidélité au Roi, à genoux devant un évangile.

Mais, le 11 septembre 1774, Mgr de Choiseul mourait à Moulins alors qu'il se rendait à Vichy. Son successeur, Mgr de Fleury, accueilli avec espoir, donc avec faveur par la population, se préoccupait plus d'apaiser les esprits que d'exercer un quelconque pouvoir temporel. De l'affaire qui avait divisé toute une province pendant plus de sept ans, il ne fut plus guère question. Nous en avons relevé deux traces: l'une dans un procès datant de 1778 opposant l'Archevêque de Cambrai et son Official, au Procureur Général du parlement de Flandre et aux prévôt et échevins de Cambrai au sujet de la compétence de l'Official (2); l'autre le 18 décembre 1786 à l'Assemblée Générale des états de Cambrai où l'affaire fut évoquée.

(1) Bouly « dictionnaire », pages 315, 316.

(2) Cambrai A. M. Liasse XVI: N°s 67, 67 bis, 76, 77, 78, 79.

On pourrait penser qu'à la veille de la Révolution, au moment où s'affirmaient les dissensions entre les ordres, la rancune du Magistrat aurait pu se faire jour.

Dans le cahier des « *plaintes, doléances, remontrances et très humbles supplications des habitans composant le Tiers-Etat de la ville de Cambrai, rédigé par les commissaires nommés, sur les cahiers qui leur ont été remis et qu'ils entendent être faites au Roi et aux Etats Généraux en 1789* (1) » on ne trouve pas grand chose. Il y a bien un article 76 qui ne fut d'ailleurs pas admis dans la refonte du cahier général, exclusion contre laquelle les commissaires rédacteurs protestèrent avec énergie et qui est ainsi rédigée :

« *Les officiers municipaux de la ville de Cambrai seront réduits au nombre de six échevins et nommés par la Commune, dont trois seront renouvelés tous les trois ans.* »

Si on veut voir une allusion aux évènements précédents dans cet article, elle est fort discrète. Par ailleurs il n'y a absolument rien dans les cahiers de la noblesse. Quant à ceux du clergé, ils ont malheureusement disparu avec ceux de Valenciennes et Le Quesnoy. M. l'abbé Pastoors (2), qui connaissait très certainement le procès de 1766 dont les pièces sont invoquées par tous ceux qui écrivent sur Cambrai, n'y fait pas non plus d'allusion.

Ce fait, qui peut paraître anormal étant donné la proximité et l'importance du procès, s'explique cependant : d'une part parce que des difficultés qui crurent très rapidement naquirent dès la convocation des Etats Généraux entre les Etats Provinciaux de Cambrai et les représentants du Tiers-Etat de cette ville, d'autre part par ce fait que l'abandon presque immédiat par l'Archevêque et le Clergé de Cambrai de leurs privilèges les rendit tout de suite très populaires.

Plus tard, les Français eurent d'autres préoccupations.

(1) Bibliothèque Municipale de Cambrai.

(2) Paastors (Abbé). *Histoire de Cambrai pendant la révolution.* — 2 volumes. Cambrai 1908.

CONCLUSION

Jugement sur le procès

Voilà le dernier document analysé; nous avons fait ce travail avec toute l'impartialité dont nous avons été capable. La preuve en est que si, à brûle-pourpoint, au cours de notre étude, on nous avait posé cette question: « Mais qui donc a raison, de l'Archevêque ou du Magistrat ? » Nous aurions très certainement répondu différemment selon que nous aurions été ici où là dans l'examen des arguments proposés. Mais il nous faut maintenant porter un jugement sur la procédure et le fond de ce procès.

Jugement sur la procédure suivie

Nous n'avons pas la vaine prétention de dire si la procédure a été régulière ou non. Il nous apparaît qu'elle fut toute dominée par l'ombre du duc de Choiseul. Il est remarquable de ne trouver que de très brèves et très discrètes allusions à ce personnage avant le 24 décembre 1770, date de sa disgrâce, alors que son nom emplit tous les mémoires à partir de ce jour.

Je ne veux pas dire que le frère de l'archevêque de Cambrai ait eu quelque influence sur le Roi et l'argumentation du Magistrat ne m'a pas convaincu, mais j'ai la conviction qu'il a cherché à en avoir. On exagère beaucoup l'influence des hommes politiques et naturellement ceux-ci ne font rien pour démentir le public. S'ils peuvent trop sur les petits événements, leur intervention ne modifie guère les grandes causes. Le nez de Cléopâtre a plus influencé la destinée d'Antoine que les Philippiques de Cicéron. Du moins les populations sont-elles, en général, fort impressionnées par la fortune des hommes politiques et agissent-elles de façon soit à s'en servir soit à s'en préserver. Tout dans la procédure de procès se passe comme si le Magistrat attendait la chute du duc de Choiseul, et l'Archevêque, son intervention décisive.

Les lettres de 1766 étaient dans les articles qui concernent le comté de Cambrai assez équivoques. Le parlement de Flandre l'a bien fait sentir en insérant la restriction que l'on sait. Dès lors, l'attitude des parties est précisée: le Magistrat place

tout son espoir dans le parlement de Douai: l'Archevêque s'en défie (1). La requête à fin d'opposition du Magistrat avait pour but de renvoyer les parties devant le Parlement tandis que la lettre du duc de Choiseul reproduite par le Magistrat (2) indique bien la volonté de la famille de Choiseul de s'en tenir à l'opinion du Roi.

Nous arrivons ainsi à la disgrâce du duc de Choiseul. Drou, l'habile avocat parisien introduit aussitôt une requête à fin de cassation qui provoque l'indignation d'une partie de la population Cambrésienne, mais il se garde bien de la poursuivre. Le ton même de la requête indique qu'il a voulu seulement étudier les réactions des milieux du Conseil du Roi. Il faut considérer, je le crois, cette pièce de procédure comme une sorte de manœuvre destinée à fournir à l'avocat du Magistrat les indications nécessaires sur le chemin le plus facile pour parvenir à ses fins. Il semble bien qu'il y soit parvenu.

La présence du duc de Choiseul dans l'affaire de son frère explique donc certains aspects « psychologiques » de la procédure suivie.

Jugement sur le fond du procès

Avant de tenter une révision du procès dans l'intérêt de la loi, c'est-à-dire avant de porter un jugement sur les arguments employés, il convient de préciser quel était l'enjeu du procès.

Nous avons étudié les revendications de l'Archevêque; nous avons vu que leur nombre avait varié, mais qu'il y avait toujours un certain nombre d'articles formant le faisceau de droits réels et personnels qu'on appelle *droit de seigneurie*. L'Ar-

(1) Nous n'avons aucun détail sur la proposition faite par l'Archevêque au Magistrat de s'en remettre à la sagesse des premiers magistrats du parlement de Douai. En admettant que le fait soit exact on peut le porter au crédit de l'habileté de Mgr de Choiseul car il paraît vraisemblable de dire qu'à cette époque les parties n'avaient plus aucune illusion sur la possibilité d'un arrangement amiable.

(2) Voir page 75.

chevêque réclame ce que possédait, il y a huit siècles, son prédécesseur Herluin, ce que possédait sans doute encore en 1595 Mgr Louis de Berlaymont. Il réclame un droit féodal, non d'une façon symbolique, mais pour l'exercer. Et ceci est bien dans l'esprit de l'époque. La polysynodie a laissé des souvenirs. La noblesse garde l'espoir de reprendre ses anciens privilèges; les questions de droit seigneurial tourmentent tous ceux qui ont des intérêts à préciser: une crise de « féodalisme » traverse la France. Nous posons donc comme base que c'est bien d'une façon plus ou moins avouée *le droit de seigneurie féodale* que revendique l'archevêque de Cambrai.

Section I. — *La faiblesse de certains arguments*

Ecartons d'abord certains arguments présentés par les plaideurs au cours du procès de 1766 qui n'ont qu'une simple valeur de renseignement.

Il est impossible de tirer de l'existence du fief de la Feuillie, fief royal, la preuve de l'existence de la suzeraineté du Roi sur tout Cambrai. Cette généralisation est un peu hâtive.

Il ne faut pas oublier d'abord de chercher l'origine de propriété du roi de France sur ce fief de la Feuillie. Il était primitivement un office qui fut inféodé à un bâtard du comte de Hainaut. De cette maison il passa par mariage dans le patrimoine des ducs de Bourgogne et c'est ainsi qu'il vint dans les biens du roi de France. Ce fief a donc un caractère patrimonial indéniable et on ne peut passer de l'existence de ce bien patrimonial à une souveraineté du roi de France sur le reste de la Ville.

Telle était d'ailleurs la conception du XVIII^e siècle puisqu'un procès récent qui avait mis aux prises le seigneur de la Feuillie, Bruhier de la Neuville avec le Magistrat, avait été tranché par le parlement de Douai en 1742 dans le même sens (1). Ce procès est intéressant à plusieurs égards. Ce Bruhier prétendait être premier Officier de justice de Cambrai en vertu précisément de son fief de la Feuillie. Il n'a pas obtenu gain

(1) Voir page 72.

de cause à Douai, et les pièces de ce procès nous donnent toutes précisions utiles sur l'histoire de la Feuillie et de ses possesseurs.

S'il fallait encore insister sur cette question, je citerai un arrêt du Parlement de Douai de 1759 jugeant que l'Office de Justice ne donne point la Seigneurie (1).

.....
L'argument tiré de l'existence de la châteltenie du Cateau n'est pas plus concluant. Là encore la différence d'origine permet d'éviter une confusion.

Le bien qui attache Le Cateau au Prélat n'est pas celui qui l'unit à Cambrai. Le Cateau est une châteltenie. L'empereur des romains Othon avait octroyé (2) à l'évêque Herluin le droit de construire un marché, de percevoir les droits de tonlieux, les amendes, le droit de battre monnaie et celui d'établir d'autres charges publiques dans le chateau Sainte-Marie qui devait devenir plus tard Vendelgies, puis enfin Le Cateau. Ainsi la châteltenie du Cateau est un domaine épiscopal, un bien patrimonial de l'Archevêque qui en est le Seigneur. Épargnée par la domination espagnole elle resta à l'Archevêque. Plus tard, elle viendra à la France en tant que bien de l'Archevêque, vassal du roi de France.

Cette situation, on le voit, est toute différente de celle de Cambrai, où l'Evêque est seigneur par réunion sur sa tête du Comté à l'Evêché; et il est impossible de tirer de la situation juridique du Cateau un argument en faveur de celle de Cambrai.

Section II. — *Les erreurs historiques des deux plaideurs* *Origine de la Commune de Cambrai*

Quand deux parties soutiennent avec passion une thèse qui leur est chère, il est bien rare que l'opportunisme qui est une forme de la partialité ne les pousse pas à dénaturer sinon à inventer certains faits dans l'intérêt de leur cause. Ils ne sont pas toujours loin de la vérité, ils ne sont souvent que dans la marge, mais cela suffit pour aboutir à des conclusions fausses sur des documents erronés.

(1) P. J. A. 133.

(2) P. J. A. 5.

Les thèses historiques de l'Archevêque et du Magistrat ont besoin d'une certaine mise au point, surtout pour la période cruciale qu'est celle des origines de la commune de Cambrai. Deux hypothèses sont actuellement en présence, qui toutes deux ont tenu compte du remarquable ouvrage de M. l'abbé Dubrulle (1); celle de M. l'abbé Thelliez (2) et celle de M. Henri Boone (3).

M. l'abbé Thelliez précise en quelque sorte les grands travaux de Pirenne et de M. Ottokar; il en fait une application pratique sur les documents communaux.

Pour lui donc, l'histoire de Cambrai ne constituerait pas une exception aux théories généralement admises pour les autres villes de France. Vers le IV^e siècle la ville Romaine aurait été doublée d'une ville chrétienne, mais très vite deux clans se seraient formés: le parti chrétien romain et le parti nationaliste païen soutenu par les Francs. Clodion s'appuyant sur ce parti persécuta chrétiens et romains qui disparurent ou durent se cacher. La conversion de Clovis accentua les persécutions, car les Francs mécontents, se groupèrent autour de Ragnacaire, roi de Cambrai. Au début du IV^e siècle, Saint-Vaast et Saint-Géry évangélisèrent le Cambrésis. L'Evêque supplanta rapidement l'administration franque et le chapitre cathédral obtint de Pépin le Bref l'immunité qui lui fut confirmée par ses successeurs malgré les obstacles qu'essayait de lui créer le comte de Cambrai, ballotté entre l'empire Romain germanique et le royaume de France. Au IX^e et X^e siècle, sous la menace des Normands, le comte de Cambrai prit une importance particulière (4). Sa puissance même devint telle (il était appuyé par le roi de France) que l'Empereur profita de la mort d'Arnould II décédé sans enfants, pour donner le droit de choisir le comte au chapitre cathédral. Puis, en 1007, l'empereur Henri II donna la charge de Comte à l'évêque de Cambrai qui devint ainsi le *seul* maître dans sa ville. Ses dif-

(1) Abbé Dubrulle — Cambrai au Moyen âge.

(2) Abbé Thelliez — Petite Histoire de Cambrai et du Cambrésis.

(3) Boone (Henri) — Les institutions communales de Cambrai et leur caractéristique prétorienne.

(4) Raoul de Cambrai aurait été comte de Cambrai.

ficultés commencèrent; avec l'appui des bourgeois, il dut lutter contre ses chefs militaires qui manifestaient trop d'ambition, puis se retourner contre les bourgeois qui eux aspiraient à l'indépendance politique et à la liberté du commerce. Ces bourgeois avaient vu d'un mauvais œil le rattachement du Cambrésis à l'Empire car tout leur commerce se faisait avec la France. Avec son appui, ils se soulevèrent à maintes reprises, M. l'abbé Thelliez a relevé de 956 à 1227 plus de 7 communes insurrectionnelles (1). En 1227 l'évêque Godefroy reconnut la commune et accorda une certaine autonomie aux Bourgeois; le Magistrat est né. Il grandira sans cesse en vidant petit à petit les pouvoirs du Comte Evêque de l'exercice de leurs droits.

La seconde hypothèse présentée sur l'origine de la commune de Cambrai est celle de M. Henri Boone. Elle est très originale. Son auteur se défend de vouloir apporter un amendement à la théorie des communes. Il a étudié les documents Cambrésiens, il les a critiqués et il a abouti à certaines conclusions qui ne valent que pour Cambrai, ville dont la situation est fort particulière.

Apaisante pour l'esprit qui se satisfait de son harmonie, cette théorie a enfin l'avantage d'être simple: en voici d'ailleurs la substance.

Le Cambrai du Moyen Age dérive d'une ville romaine dite la Cité, tout près de laquelle, sur le territoire de domaines ruraux s'étaient formés des bourgs habités par des *Gens de Métiers*. La Cité avait une loi municipale, mais peu d'habitants (elle était devenue un *oppidum*); les bourgs s'accommodaient mal du régime rural qui leur était applicable et qui avait été conçu pour des agriculteurs.

Deux immunités s'ajoutaient à cela : celle de la *Cathédrale* dans la Cité, qui en se développant avait fait disparaître la plupart des rares sujets de la loi municipale de la Cité; celle de l'*Emporium commercial*, dans la banlieue, qui progressivement avait organisé professionnellement les bourgs.

(1) Le cri insurrectionnel était « Hag, on nous mourdris commune bourgeoisie. »

La réforme administrative de 885, entreprise après les ravages des Normands, essaya d'organiser l'unité nécessaire à la défense de la ville. Les groupements professionnels des bourgs, pris pour base, amorcèrent une organisation nouvelle qui ne tarda pas à se développer.

En 958, un complot essaya d'obtenir par la force la reconnaissance officielle de cette organisation. Mais il fut réprimé sévèrement. Cela n'empêcha pas le nouveau système de fonctionner et d'obtenir divers avantages officiels connus sous le nom de « *Pax* ». En 1103, des temps très incertains permirent aux Bourgeois d'obtenir une charge d'autonomie complète, une administration choisie par eux avec droits du comte réduits à la simple suzeraineté. En 1106 elle était abrogée par l'empereur Henri V ; elle continua sous l'ancienne forme de la *Pax* qui après une existence mouvementée fut à son tour abolie en 1223.

Le comte évêque Godefroy en 1227 accorda une charte par laquelle la ville serait gouvernée par deux prévôts et quatorze échevins nommés et révocables par lui. Il n'y avait plus d'autonomie, mais les échevins, reprenant le droit de juger selon la loi et la coutume comme l'avait fait le tribunal de l'Emporium, instaurèrent un droit prétorien contre lequel l'Evêque protesta en vain et qu'il dut accepter formellement en 1313. Ce droit fournit aux prétentions bourgeoises l'occasion de reparaître et de triompher sauf sur le droit de nomination des dirigeants.

Le résultat fut le maintien du principe de l'autorité du comte limitée en fait par des règles faisant prédominer l'intérêt des administrés.

Que l'on admette l'une ou l'autre de ces thèses, il absolument certain que les pouvoirs politiques des bourgeois ont été un moment absorbés par le comte évêque. Qu'il y ait eu ensuite abandons successifs de l'exercice des droits du Seigneur par l'évêque cela est fort possible ; mais l'histoire n'en démontre pas moins, ce point est acquis aux débats, qu'au XII^e siècle l'évêque était seigneur de Cambrai. Nous sommes donc ici tout à fait d'accord avec le Prélat.

Section III. — *La prescription acquisitive*
et le droit de conquête dans le Jus Gentium

Est-ce à dire qu'il a raison ? Poursuivons nos conclusions. Les arguments tirés du jus gentium par les parties présentent un incontestable intérêt historique, mais ils apparaissent à l'étude assez byzantins. Ils ont été d'ailleurs mal présentés par les parties qui ont oublié un aspect capital du problème.

L'Archevêque a montré par les chartes de 948 à 1007, qu'il avait été comte de Cambrai et qu'il avait exercé les prérogatives de ce titre. Mais cela c'est le passé. Il a été seigneur de Cambrai. L'est-il encore ? La question doit être examinée en droit et en fait.

Il y a en matière de droit international public un moyen d'acquisition contre lequel les plus remarquables des raisonnements ne peuvent rien : c'est la prescription. On peut discuter pour savoir si la prescription du droit des gens suppose ou ne suppose pas de juste titre. On peut discuter pour rechercher si une occupation par la force, la conquête, constitue ou non un juste titre. Il y a un fait contre lequel le raisonnement est impuissant, c'est que l'occupation même sans titre est créatrice de liens juridiques entre des hommes qui, le plus souvent, ignorent si leur auteur a un titre vicié ou non. Il est impossible de dire sans nier toute valeur à la personne humaine que tout ce qu'ont fait ces hommes ne vaut rien parce que l'ancêtre oublié depuis longtemps ne possédait pas de titre légitime. Il n'y a pas besoin pour démontrer cela, d'invoquer un progrès plus ou moins illusoire de l'Humanité, ni de prétendre que la force est créatrice de droit ; il s'agit seulement de constater que les actions des hommes importent presque autant que leurs jugements.

Tôt ou tard d'ailleurs, le hasard ou la providence se chargeront de démontrer au tyran que son orgueil l'avait trompé. On en revient toujours à l'ordre naturel, au plan providentiel de M. Lenormand.

En fait, si on admet la seigneurie de l'Archevêque, quels étaient ses droits ? Il est bien évident qu'il ne peut réclamer ceux qu'il a lui-même aliénés ; or comme les féodaux qui ont progressivement cédé une partie de leurs droits à des citoyens ou à des collectivités pendant le Moyen-Age, l'Archevêque comte a cédé pendant la période communale une partie de ses prérogatives et il n'est plus qu'une sorte de seigneur constitutionnel maître théorique qui doit respecter de nombreux droits où l'intérêt des concessionnaires prime l'intérêt et même la volonté du concédant. Il a gardé l'écaille et les bourgeois ont l'huitre.

Mais le Magistrat ne pouvait-il donc pas invoquer d'autres arguments ? C'est ici le lieu d'examiner le fait de l'occupation française du duc d'Anjou. En 1572, ce prince appelé à ceindre la couronne des Pays Bas pour le parti orangiste, chercha une base d'action militaire et grâce aux intrigues de sa sœur la reine de Navarre, il parvint à mettre une garnison française dans la citadelle de Cambrai, puis peu à peu il arriva à contrôler la ville entière. De là conflit avec l'Archevêque-comte, expulsion de ce dernier et gérance à sa place, c'est-à-dire *acte de conquérant, maître de facto*. Un peu plus tard, après la mort du duc d'Anjou, et de son père Henri III, le nouveau roi de France, Henri IV, ne pouvant par crainte de complications internationales occuper officiellement Cambrai, créa une principauté de Cambrai, indépendante et héréditaire en faveur du maréchal de Balagny, et ce dernier exerça tous les droits seigneuriaux conformément à ce titre, *acte de conquête* mais cette fois, *occupation de jure*.

Or en 1595, Balagny vaincu par une armée espagnole, céda tous ses droits sur Cambrai au roi d'Espagne qui les exerça personnellement promettant seulement une indemnité à l'Archevêque dépossédé. En 1678 (traité de Nimègue), dans les droits du roi d'Espagne se substitua le roi de France qui lui aussi se mit à exercer le pouvoir seigneurial.

Il y a donc là une dépossession par droit de conquête suivie d'une possession continue de 150 ans.

Si on veut admettre un juste titre comme base à la pres-

cription acquisitive, le roi n'a aucun droit faute de juste titre, mais alors l'Archevêque non plus et le roi les exerce comme successeur des carolingiens. On retombe alors dans un argument déjà étudié.

Section IV. — *Le respect des lois fondamentales de la Monarchie*

Nous avons porté un jugement sur l'origine et sur l'évolution des droits respectifs du Magistrat et de l'Archevêque. Il nous reste à nous placer à la fin du XVIII^e siècle et à voir quelle sera la répercussion du procès eu égard aux lois fondamentales de la Monarchie.

Car il ne faut pas oublier, et le Magistrat l'a fort justement souligné, qu'il y a un intérêt supérieur à celui des plaideurs : celui de la monarchie, donc de la France, unie et organisée.

Vers l'époque du procès, les théoriciens de l'ancien régime avaient mis en valeur les lois fondamentales de la monarchie. M.Olivier Martin les résume (1) dans cette formule: « l'Etat qui est la chose de tous (res publica) a été confié au roi dans des conditions bien déterminées, imposées par les circonstances et peu à peu fixées par la coutume constitutionnelle. Ces conditions se réfèrent à la dévolution de la couronne et à la notion de domaine public. »

Le domaine de la couronne se compose non seulement du patrimoine familial des Capétiens, mais aussi de tout ce qui a été acquis de quelque manière que ce soit et notamment depuis le XVI^e siècle par la conquête. Ce domaine est inaliénable, la prescription de l'Edit de Moulins de 1566 complétée par l'ordonnance de Blois de 1579, est formelle.

Or le comté de Cambrai a été réuni à la couronne de France par Louis XIV à la suite des guerres de Flandre. Et, comme

(1) Olivier Martin. — *Précis d'Histoire du Droit*, n° 625.

nous admettons que l'Archevêque réclame son droit féodal tel qu'il le possédait cinq siècles auparavant, il nous faut bien admettre que si satisfaction lui était accordée par le Roi, il y aurait une véritable aliénation du domaine fixe.

J'entends bien que l'Archevêque qui avait pressenti l'objection s'est toujours défendu de vouloir porter atteinte aux droits du souverain. Il réclame contre le Magistrat et non contre le Roi. Mais il convient de rappeler qu'au moment du procès, si le degré d'autonomie dont jouissent les villes est variable, elles sont toujours soumises au Seigneur ou au Roi, représentant du bien commun. Indirectement la réclamation du Prélat s'exerce donc contre le Roi. Et le Souverain ne peut consentir à une aliénation de son domaine.



Ainsi il apparaît difficile de porter un jugement péremptoire sur le procès. Les deux parties ont invoqué des arguments solides. Il y a des éléments en faveur de l'une et l'autre thèse, il en va ainsi dans la plupart des affaires qui mettent en jeu des intérêts multiples ; c'est pour cette raison que nous avons porté un jugement favorable sur l'arrêt de 1773, le considérant comme un habile document qui respecte le droit sans porter atteinte aux droits des parties. La vérité n'a rien à voir avec les compromis, diront certains, et je leur donnerai raison. Mais l'arrêt de 1773 n'est pas un compromis, une compromission : il est un véritable monument juridique qui témoigne en faveur de ceux qui l'ont rédigé.

Telles sont les conclusions auxquelles j'aboutis. Les raisons qui ont convaincu le Monarque étaient-elles celles que je viens d'énoncer ? Nous ne nous hâterons pas à l'affirmer. D'ailleurs, l'arrêt de 1773 n'étant pas motivé, rien ne viendrait appuyer ou infirmer cette opinion.

Mais je tiens à rappeler que mon raisonnement est basé sur ce que j'ai énoncé au seuil de ce travail. J'ai supposé que l'Archevêque réclamait un véritable droit féodal. Si on voulait admettre que le Prélat ne visait qu'à obtenir quelques honneurs

spectaculaires, ce qui serait humain, mais ne justifierait guère l'énorme agitation faite autour de ce procès, il faudrait lui donner raison.

Il faudrait également donner raison à l'Archevêque si, au lieu de concevoir le Droit comme fondé sur l'individu vivant en société et devant sauvegarder à la fois son intérêt, celui de cette Société et le respect de l'équité, on voulait raisonner dans l'absolu et nier les conséquences des actions humaines. Mais ce serait ôter au droit son caractère réaliste que notent la plupart des Juristes.

Et, on me permettra en terminant ce travail, de reprendre cette définition dictée, alors que je faisais mes premiers pas dans l'étude du Droit, par le regretté professeur Hémard quelques jours avant sa mort :

« Il y a une conception du Droit qui est absolument réaliste, « c'est-à-dire, qui repose sur les faits et non pas uniquement « sur la raison humaine. Il doit s'adapter aux conditions politiques et morales de la Société pour laquelle il est fait; il « se forme peu à peu sous la pression des faits ou des circonstances; il règle sa marche sur la lente transformation « des habitudes, des mœurs et aussi des besoins. Le Droit est « une perpétuelle évolution. »

Vu : Le Président de la Thèse,
OLIVIER-MARTIN.

Vu : Le Doyen,
RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Université de Paris,
ROUSSY.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

Les 7 pièces que nous publions et dont nous respectons l'orthographe sont :

- I. — Les lettres patentes du 13 septembre 1766.
- II. — Celles du 24 juin 1769.
- III. — L'arrêt du 30 mars 1770.
- IV. — Celui du 27 octobre 1770.
- V. — L'arrêt du 3 avril 1773.
- VI. — Les lettres patentes le revêtant.
- VII. — L'arrêt du 23 juillet 1773.

A notre connaissance seules les lettres de 1766 et les arrêts de 1773 avaient été publiés au moment du procès dans les mémoires pour l'Archevêque.

**Lettres patentes portant règlement
concernant les Droits, Privilèges et Prérogatives des Archevêques,
Chapître et Eglise de Cambray ⁽¹⁾**

Données à Compiègne le 13 septembre 1766.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE:
A nos Amés et Féaux les Gens tenant notre Cour de Parlement à Douay,
SALUT. Quoique le feu Roi notre très-honoré Seigneur et Bisayeul, eût
déclaré par l'article V de la Capitulation accordée à la Ville de Cambray
au mois d'Avril 1677, qu'il entendroit avec plaisir les Remontrances des
Archevêque et Chapître de la dite Ville concernant les Droits et Privi-
lèges dont par le laps de temps ou autrement, ils avoient été dépouillés,
et dans la jouissance desquels ils demandoient d'être réintégrés; néan-
moins les difficultés qui se sont élevées à ce sujet, ont empêché jusqu'à
présent de fixer la nature desdits Droits et Privilèges; cette incertitude
ayant produit plusieurs contestations et excité différentes réclamations,
soit de la part des Archevêques de Cambray, soit de la part de nos Offi-
ciers, lorsqu'ils se sont crus obligés de s'élever contre leurs prétentions,
Nous avons estimé qu'il étoit de notre justice et de notre sagesse, de
faire cesser une indécision qui Nous a paru également nuisible au bon
ordre et au bien de nos sujets dudit Pays. C'est dans cette vue que Nous
avons fait examiner en notre Conseil les Mémoires qui Nous ont été
présentés en différens temps par lesdits Archevêques et en dernier lieu
par notre très cher et bien aimé Cousin le Sieur Choiseul, Archevêque de
Cambray, et par son Chapître, ainsi que tous les Titres et autres Mo-
numens de possession, qui pouvoient servir à déterminer le caractère et
l'étendue de leurs Droits, et Nous avons cru devoir recevoir favorable-
ment les instances qu'ils Nous ont faites, pour qu'il Nous plût y pour-
voir par tel Règlement que Nous jugerions convenable. Le compte qui
Nous en a été rendu, Nous a fait connoître que la Souveraineté qui Nous
appartient, et ne peut appartenir qu'à Nous, tant sur notre dite Ville

(1) Copiées sur un texte de l'époque P. J. A. 138.

de Cambray, que sur le Territoire du Comté de Cambrésis, et de la Châtellenie du Cateau-Cambrésis. Loin d'anéantir les Droits de Seigneurie temporelle qui ont toujours appartenu ausdits Archevêques, doit au contraire Nous en rendre Protecteurs; et qu'en satisfaisant à ce que la justice semble exiger de Nous à cet égard, Nous pourrions non-seulement conserver à ladite Eglise les honneurs, privilèges et prérogatives dont elle est susceptible, et qu'elle mérite à tant d'égards, mais aussi procurer à nos sujets habitans desdites Villes et Pays, des avantages certains et permanens, soit en unissant la Ville et Chatellenie du Cateau-Cambrésis aux Etats du Duché de Cambray et Comté de Cambrésis, soit en réglant d'une manière stable et uniforme, l'administration qui doit y avoir lieu à perpétuité. Nous nous y sommes portés d'autant plus volontiers, qu'en même temps que Nous accordons à notre très-cher et bien Aimé Cousin l'Archevêque de Cambray, des témoignages de notre bienveillance, Nous le mettons à la portée de Nous donner de plus en plus des preuves de son zèle pour notre service, en concourant dans toute l'étendue de sadite Seigneurie au bon ordre de l'Administration, et au bonheur de nos sujets qui en doit être le fruit. A CES CAUSES, et autres à ce Nous mouvans, de l'avis de notre Conseil et de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité Royale, Nous avons dit, déclaré et ordonné, et par ces présentes signées de notre main, disons, déclarons et ordonnons, voulons et Nous plait, ce qui suit,

ARTICLE PREMIER

Avons maintenu et confirmé, maintenons et confirmons, les Archevêque, Chapitre et Eglise de Cambray, dans tous les Droits de Seigneurie et de Justice qui leur appartiennent sur la Ville de Cambray et Pays de Cambrésis, et sur les Villes et Chatellenie du Cateau-Cambrésis, le tout, sous notre Souveraineté, et à la charge de l'hommage lige et ressort, à Nous et à nos Successeurs Rois, à perpétuité, à cause de notre Couronne.

ARTICLE DEUXIEME

Confirmons pareillement, en tant que de besoin, concedons audit Archevêque de Cambray, et ses successeurs Archevêques de Cambray, les titres et dignités de Duc de Cambray et de Comte de Cambrésis, avec tous les honneurs et prérogatives appartenans aux Ducs héréditaires pour les tenir pareillement de Nous et de notre Couronne.

ARTICLE TROISIEME

Notre Cousin l'Archevêque Duc de Cambray, Comte de Cambrésis et ses Successeurs Archevêques, continueront de nommer les Bailli et Offi-

ciers de leur Bailliage de Cambrésis, lesquels seront par eux pourvus et prêteront serment en leurs mains. N'entendons au surplus rien innover en ce qui concerne la Jurisdiction dudit Bailliage sous le Ressort de notre Cour de Parlement de Flandre, à laquelle demeurera la connoissance des cas Royaux en première et dernière instance dans toute l'étendue desdits Pays, ainsi que par le passé.

ARTICLE QUATRIEME

Voulons par provision et jusqu'à ce que Nous ayons fait connoître définitivement nos intentions à l'égard des Droits et Prérogatives desdits Archevêques pour raison de la nomination des Echevins de ladite Ville de Cambray et de la reddition et audition des Comptes d'icelle, que chaque fois que Nous jugerons à propos de faire renouveler lesdits Echevins ou partie d'iceux, lesdits Archevêques en nomment la moitié, l'autre moitié continuant d'être à notre nomination, et qu'à l'égard desdites reddition et audition de comptes, il en soit jusqu'à ce, usé en la manière accoutumée.

ARTICLE CINQUIEME

Il sera pourvû par lesdits Archevêques, comme par le passé, à l'Office de Chatellain de la Ville et Chatellenie du Cateau, et ils continueront de nommer les Mayeur, Echevins et autres Officiers de Justice de ladite Ville et Chatellenie; n'entendons rien innover quant à la forme dans laquelle se rendent les comptes tant de la Ville du Cateau-Cambrésis, que des Communauté de ladite Chatellenie, lesquels continueront d'être rendus devant ledit Chatelain, en présence d'un Commissaire qui sera nommé par notre Cousin l'Archevêque Duc de Cambray.

ARTICLE SIXIEME

Les Officiers du Magistrat desdites Villes de Cambray et Cateau-Cambrésis, continueront d'y exercer la Justice et la Police, chacun dans les limites de son territoire; et seront les appels de leurs Sentences, portés et relevés comme ci-devant, scavoir; ceux des Sentences du Magistrat du Cateau, pardevant le Magistrat de Cambray, et ceux des Sentences du Magistrat de Cambray en notre Cour de Parlement de Flandre.

ARTICLE SEPTIEME

Pourront lesdits Archevêques établir et instituer dans leur Duché de Cambray et Comté de Cambrésis deux Notaires Tabellions qui seront reçus au Siège principal de leur Justice, et auront pouvoir d'instrumenter

dans toute l'étendue de la Ville de Cambray, et Pays de Cambrésis et dépendances, entre toutes sortes de personnes, autres mêmes que les justiciables, et pour toutes choses et biens en quelque lieu qu'ils soient situés, dérogeant à cet effet pour ce regard, et en tant que de besoin, à toutes Ordonnances, Loix et Règlemens à ce contraires; Voulons que le nombre des Notaires Royaux ne puisse à l'avenir être augmenté en ladite ville de Cambray et Comté de Cambrésis, sous quelque prétexte que ce puisse être, et nonobstant toutes choses à ce contraires.

ARTICLE HUITIEME

Maintenons l'Official de l'Archevêque de Cambray dans l'exercice de la Jurisdiction à lui attribuée par nos lettres patentes du Vingt-un janvier mil six cent quatre vingt deux, enregistrées en notre dite Cour de Parlement, et ce, aux charges et conditions portées par lesdites Lettres.

ARTICLE NEUVIEME

Les Règlemens de Police faits par les Magistrats desdites Villes de Cambray et Cateau-Cambrésis, ainsi que leurs Ordonnances concernant les Arts et Métiers, seront intitulés du nom des Archevêques Duc de Cambray, Comte de Cambrésis, et de celui desdits Magistrats; et seront lesdits Règlemens et ordonnances exécutés, sauf l'appel comme par le passé.

ARTICLE DIXIEME

Voulons, en outre et entendons que lesdits Archevêques ayent la faculté de faire eux-mêmes les Règlemens qu'ils estimeront convenables pour le maintien de la police desdites Villes de Cambray et du Cateau, et des Arts et Métiers d'icelles, sans toutefois qu'ils puissent être exécutés s'ils n'ont été préalablement homologués en notre dite Cour.

ARTICLE ONZIEME

Nos Edits, Déclarations, et Lettres Patentes enregistrées en notre dite Cour, seront envoyées par notre Procureur Général en icelle, tant au Bailliage de Cambrésis, qu'aux Prévôt et Echevins de ladite Ville, chacun pour ce qui les concerne.

ARTICLE DOUZIEME

Lesdits Archevêques continueront de jouir des Droits de chasse et de pêche qui leur appartiennent dans leurs dites Seigneuries, ainsi que de

la faculté de faire exploiter et régir par leurs Officiers, les Bois à eux appartenans, sans être soumis en aucun cas, à la Jurisdiction de nos Maitrises des Eaux et Forêts.

ARTICLE TREIZIEME

Confirmons et maintenons lesdits Archevêques dans les Droits dont ils ont joui ou dû jouir jusqu'à ce jour quant à la nomination à l'Abbaye de Premy, dans la Ville de Cambray, et celle de Saint André au Cateau.

ARTICLE QUATORZIEME

Nos lettres patentes du mois de juin 1752, et d'avril 1754 portant établissement d'un Hôpital général en la Ville de Cambray et règlement pour l'administration d'icelui, seront exécutées. Voulons en outre que lesdits Archevêques ayent à raison de leur Seigneurie temporelle, la nomination des deux Administrafeurs qui sont pris dans le Chapitre de Cambray, lesquels leur seront présentés par le Bureau d'Administration dudit Hôpital, et pourront lesdits Archevêques assister quand ils le jugeront à propos à la reddition de compte dudit Hôpital qui se fera comme par le passé, par devant les Echevins de la Ville.

ARTICLE QUINZIEME

Maintenons la Communauté et les Habitans de la Ville et Chatellenie du Cateau-Cambrésis, dans tous les Droits, Privilèges et Immunités dont jusqu'à présent, ils ont bien et dûement joui ou dû jouir; Voulons qu'à l'Assemblée des Etats de Cambray et du Cambrésis, qui continuera de se tenir comme par le passé, soient admis et appelés à l'avenir, les trois Ordres de ladite Ville et Chatellenie, pour ne former qu'un seul et même Corps d'Etats avec ceux dudit Cambrésis; Nous réservant d'expliquer incessamment nos intentions tant sur la quotité dont ladite Ville et Chatellenie du Cateau-Cambrésis contribueront dans les subsides et charges qui Nous seront payées par lesdits Etats en conséquence de ladite union; le tout dans la proportion de ce que lesdites Ville et Chatellenie et lesdits Etats payent actuellement.

ARTICLE SEIZIEME

Lesdits trois Ordres de ladite Ville et Chatellenie du Cateau-Cambrésis seront représentés dans les Assemblées desdits Etats, sçavoir: l'ordre du Clergé, par l'Abbé dudit Cateau; celui de la Noblesse, par le Chatelain de ladite Ville; et le tiers Etat, par le premier Echevin d'icelle; seront lesdits représentans convoqués auxdits Etats, et ils auront voix déli-

bératives de même que les Ecclésiastiques, Gentils-hommes et gens du tiers-Etat de ladite Ville et Duché de Cambray et Comté du Cambrésis, auxquels néanmoins, la préséance demeurera conservée respectivement sur les représentans de ladite Chatellenie.

ARTICLE DIX-SEPTIEME

La Présidence auxdits Etats de Cambray, du Cambrésis et des Ville et Chatellenie du Cateau-Cambrésis ainsi que celle au Bureau permanent et représentatif desdits Etats appartiendra auxdits Archevêques, et seront en conséquence, toutes les délibérations desdits Etats, et tous pouvoirs, quittances et autres actes dudit Bureau portant approbation ou décharge, signés par lesdits Archevêques en l'absence desquels il en sera usé comme par le passé.

ARTICLE DIX-HUITIEME

Les Mandemens desdits Etats continueront d'être envoyés en la manière accoutumée; voulons néanmoins qu'à l'égard de ladite Chatellenie du Cateau-Cambrésis, le Mandement par lequel il sera ordonné aux Communautés de ladite Chatellenie de s'assembler au Cateau pour procéder entre-elles à la répartition contributoire de ladite Chatellenie, soit signé et envoyé par lesdits Archevêques, et que le produit des rôles qui auront été faits et arrêtés en conséquence en la forme ordinaire, soit versé dans la Caisse desdits Etats.

ARTICLE DIX-NEUVIEME

Il ne sera levé dans ladite Chatellenie pour la construction ou entretien des chemins publics et chaussées, dont la nécessité ou l'utilité auront été reconnues par lesdits Etats, ni pour les autres dépenses extraordinaires dont ils ont coutume de connoître aucunes sommes qu'elles n'aient été fixées et arrêtées par délibération desdits Etats, par Nous autorisées, et sera l'emploi desdites sommes, fait et réglé sous les ordres desdits Archevêques conformément aux délibérations desdits Etats, auxquels il en sera rendu compte chaque année.

ARTICLE VINGTIEME

Maintenons notre dit Cousin l'Archevêque Duc de Cambray Comte de Cambrésis et les successeurs Archevêques, dans les Droits de corvée Seigneuriale sur les habitans de ladite Ville et Chatellenie du Cateau-Cambrésis, dont ils ont joui ou dû jouir par le passé, sans toutefois que lesdites corvées puissent excéder le nombre de dix par an, pour chaque habitant, et sans qu'elles se puissent arranger d'une année à l'autre.

ARTICLE VINGT-ET-UNIEME

Autorisons et confirmons les foires et marchés qui se sont tenus jusqu'à présent dans ladite ville et Chatellenie du Cateau-Cambrésis, sans néanmoins qu'à l'avenir, il puisse en être établi d'autre, sans être par Nous autorisés en la forme ordinaire, et en ce qui concerne les autres Etablissements publics, subsistans dans ladite Ville, il y sera par Nous pourvû sur l'état et les mémoires qui Nous seront présentés à cet effet, par notre dit Cousin l'Archevêque Duc de Cambray Comte de Cambrésis; et jusqu'à-ce, seront par provision lesdits Etablissements conservés dans l'état où ils sont.

ARTICLE VINGT-DEUXIEME

Voulons qu'au moyen des présentes toutes prétentions au sujet des Droits, Privilèges et Prérogatives desdits Archevêques, Chapitre et Eglise, ainsi que toutes demandes ou contestations ce concernant, soient et demeurent éteintes, et que nos présentes Lettres soient exécutées en tout leur contenu, nonobstant toutes ordonnances, Edits, Déclarations, Lettres Patentes, Arrêts et autres Choses à ce contraires, auxquelles Nous avons en tems que besoin, dérogé et dérogeons, Si VOUS MANDONS que ces dites présentes, vous ayéz à faire registrer et le contenu en icelles, garder et observer selon leur forme et teneur. CAR tel est notre plaisir. DONNE à Compiègne le treizième jour de Septembre l'an de grâce mil sept cent soixante-six, et de notre règne le cinquante-deuxième. Signé, LOUIS, par le Roi. Le Duc de Choiseul.

II

Lettres patentes du 24 Juin 1769

J'avais l'intention de publier ici le texte des lettres patentes du 24 juin 1769. Malheureusement je n'ai pas pu les retrouver ni à la bibliothèque municipale de Cambrai, ni aux archives de la ville. Mes recherches ont été également vaines aux archives départementales à Lille et aux archives Nationales.

III

Arrêt du 30 Mars 1770 ⁽¹⁾

Fait à Versailles le 30 mars 1770.

Le Roy étant informé que les échevins de la ville de Cambrai ont élevé des difficultés au sujet des droits que Sa Majesté a déclaré appartenir aux Archevêques, Chapitre et Eglise de ladite ville par ses lettres patentes du 13 septembre 1766, dans lesquelles en statuant comme il avait été promis par la capitulation accordée en 1567 à ladite ville sur les réclamations et remontrances de ces Archevêques, Chapitre et Eglise. Sa Majesté aurait réglé leurs dits droits, privilèges et prérogatives et fixé les bornes qui les séparent de tout ce qui a rapport à la souveraineté; et comme l'examen de semblables objets et l'interprétation de ces dites lettres patentes n'appartiennent qu'à Sa Majesté, Elle aurait résolu de se faire rendre compte des réclamations, et prétentions des Prévôts et Echevins et de les faire instruire contradictoirement en son conseil. A quoi, voulant pourvoir, ouy le rapport et tout considéré, Le Roy étant en son conseil a ordonné que les titres et pièces desdits prévôts et échevins ensemble les mémoires qu'ils voudront produire au sujet des dits droits comme aussi les mémoires, titres et pièces des dits Archevêque, Chapitre et Eglise de Cambrai seront remis dans le délai d'un mois en mains du sieur Lenoir, maître des Requêtes que sa Majesté a commis pour: après en avoir communiqué aux sieurs Daguessau et Joly de Flory, conseille d'état qu'elle a pareillement commis à cet effet être à son rapport en présence de l'avis du sieur Commissaire statué par Sa Majesté ce qu'il appartiendra et sera le présent arrêt notifié de l'ordre de Sa Majesté tant aux Archevêque, Chapitre et Eglise de Cambrai qu'aux Prévôts et Echevins de ladite ville.

Signé: De Maupéou.

(1) Copié sur original A. N. Paris E 2463.

IV

Extrait des registres du Conseil d'Etat du Roi ⁽¹⁾

« Sur la requête présentée au Roi étant en son Conseil pour les Prévôt, Conseillers Pensionnaires... »

Suit le texte intégral de la requête à fin d'opposition qui se termine par la signature de l'avocat du Magistrat... ensuite...

Signé Drou avocat du Suppliant ensemble les pièces y énoncées ci-jointes, ouï le rapport en tout considéré. Sa Majesté, étant en son Conseil, sans s'arrêter à la demande des suppliants dont elle les a déboutés, a ordonné et ordonné que l'Arrêt rendu en son Conseil le trente mars dernier sera exécuté selon sa forme et teneur. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Fontainebleau le 27 octobre 1770 (signé) le Duc de Choiseul.

Est lié à l'arrêt un parchemin contenant cette formule imprimée dont les blancs sont remplis à la main (dans le texte, en italique):

Louis, par la Grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre, à notre huissier ou Sergens premier requis, Nous te mandons et commandons par ces présentes signées de notre main que l'arrêt ci-attaché, sous le contre-sceau de notre Chancellerie, ce jourd'hui rendu en notre Conseil d'Etat, Nous y étant, tu signifies à tous qu'il appartiendra, à ce qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance, et fasses au surplus pour l'exécution d'icelui tous exploits, significations et autres actes requis et nécessaires sans pour ce demander congé ni permission, car tel est notre plaisir. Donné à Fontainebleau le vingt-septième jour du mois d'octobre de l'an de grâce mil sept cent soixante dix et de notre règne le cinquante sixième.

(1) Copié sur original A. D. Lille carton 150-9223.

indications manuscrites:

à droite (signé) Louis.

à gauche: scellé le 31 octobre 1770 (signé: Mangot).

au dessous (signé) le duc de Choiseul.

dans la marge du haut: 48 livres (signé) Jardez.

en marge à gauche: onze còtte quatre vingt seize (signé)
illisible. avec cachet de cire.

Extrait des registres du Conseil d'Etat du Roi ⁽¹⁾

Vu au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté, y étant, les lettres-patentes données par Sa Majesté le 13 septembre 1766, portant règlement concernant les droits, privilèges et prérogatives des Archevêque, Chapitre et Eglise de Cambrai, et enregistrées au Parlement de Flandres le 10 du mois de Novembre suivant; les Remontrances dudit Parlement, au sujet des Lettres-Patentes données le 24 juin 1769, adressées à ladite Cour, et depuis retirées par ordre de Sa Majesté, l'Arrêt rendu en sondit Conseil le 30 Mars 1770, par lequel Sa Majesté, informée des difficultés élevées par les Prévôt et Echevins de la Ville de Cambrai, au sujet des droits accordés auxdits Archevêque, Chapitre et Eglise par lesdites Lettres-Patentes du 13 septembre 1766, aurait jugé à propos de se faire rendre compte des réclamations et prétentions desdits Prévôt et Echevins, et de les faire instruire contradictoirement en sondit Conseil, et aurait à cet effet ordonné, que les Titres et Pièces desdits Prévôt et Echevins, ensemble les Mémoires, Titres et Pièces desdits Archevêque, Chapitre et Eglise de Cambrai seroient remis au Sr. Lenoir, Maître des Requêtes, que sa Majesté auroit commis à cet effet, pour, après en avoir communiqué aux sieurs Daguesseau et Joly de Fleury, Conseillers d'Etat, qu'elle auroit pareillement commis à cet effet, être à son rapport, en présence et de l'avis des sieurs Commissaires, statué par Sa Majesté ainsi qu'il appartiendrait; et auroit, en outre, ordonné que ledit Arrêt seroit notifié, de l'ordre de sa Majesté tant auxdits Archevêque, Chapitre et Eglise, qu'auxdits Prévôt et Echevins; ledit arrêt signé en l'expédition le Duc de Choiseul, la commission du Grand Sceau expédiée sur ledit Arrêt ledit jour 30 Mars 1770, scellée, signé Louis, et plus bas, le Duc de Choiseul, à l'effet de signifier, de l'ordre et exprès commandement de Sa Majesté, ledit Arrêt aux Parties y dénommées; l'Exploit de signification faite dudit arrêt le 15 mai 1770, tant au sieur Léopold-Charles de Choiseul, Archevêque Duc de Cambrai, et aux Prévôt, Doyen, Chanoines et Chapitre de l'Eglise Métropolitaine de ladite Ville, qu'aux Prévôt et Echevins d'icelle, par Jardez, huissier du Parlement de Flandres, résident à Cambrai, l'Arrêt rendu par sa Majesté le 27 Octobre 1770, fut la Requête des Prévôt, Conseillers Pensionnaires et Echevins de ladite Ville de Cambrai, tendante à ce que, pour les causes y contenues, il plût à Sa Majesté leur permettre de former opposition audit Arrêt

(1) Copié sur un texte de l'époque A. M. Cambrai.

du Conseil du 30 Mars 1770, et faisant droit sur leur opposition, renvoyer les Parties au Parlement de Douay, pour y procéder sur les demandes du Sr. Archevêque de Cambrai et le condamner aux dépens; ladite Requête signée Drou, Avocat desdits Prévôt et Echevins; par lequel Arrêt Sa Majesté sans s'arrêter à la demande desdits Prévôt et Echevins, dont elle les auroit déboutés, auroit ordonné que ledit Arrêt du Conseil du 30 Mars précédent seroit exécuté; ledit arrêt signé en l'expédition Le Duc de Choiseul, la commission du Grand Sceau expédiée ledit jour 27 Octobre 1770 sur ledit Arrêt, signé Louis, et plus bas, le Duc de Choiseul, scellée le 31 décembre suivant: l'Exploit de signification faite à la requête dudit Sr. Archevêque Duc de Cambrai le 8 janvier 1771, auxdits Prévôt et Echevins de ladite Ville de Cambrai, par Jardez, Huissier du Parlement des Flandres, avec sommation de satisfaire à l'Arrêt du Conseil du 30 Mars 1770, Requête des Prévôt, Conseillers Pensionnaires, Echevins et autres Officiers formant, par leur réunion, le Corps du Magistrat de la Ville de Cambrai, tendante à ce que, pour les causes y contenues, il plût à Sa Majesté casser, révoquer et annuler ledit Arrêt du Conseil du 27 Octobre 1770; et pour faire droit aux Supplians sur la demande par eux formée dans la Requête inférée audit Arrêt, circonstances et dépendances, ensemble sur la demande par eux formée en rapport des Lettres-Patentes obtenues par ledit Sr. Archevêque de Cambrai, renvoyer les Parties en la grande Direction des Finances, pour, sur le rapport qui en seroit fait par tel des sieurs Maîtres des Requêtes qu'il plairoit à sa Majesté de commettre, et sur les conclusions de l'Inspecteur-Général du Domaine, être statué ainsi qu'il appartiendrait; en conséquence ordonner que les deux instances seroient et demeureroient jointes, pour être statué par un seul et même arrêt: ladite Requête signée Drou, Avocat, imprimée en 1771, et depuis restée sans poursuite, Mémoires fournis respectivement par les parties, en exécution dudit Arrêt du Conseil des 30 Mars et 27 Octobre 1770, et qui ont été communiqués; par lesquels Mémoires elles ont établi leurs demandes, et prétentions, sçavoir un mémoire imprimé, intitulé *Mémoire à consulter, pour Messire Charles-Léopold de Choiseul, Archevêque de Cambrai, Comte de Cambrésis, contre les Prévôt et Echevins de la Ville de Cambrai, à la suite duquel Mémoire est une consultation en date du 28 Avril 1769, signé: De Lambon de la Monnoye et Clément, avocats. Autres Mémoire intitulé: Mémoire à consulter, pour les Prévôt, Conseillers Pensionnaires, Echevins et autres Officiers, formant ce qu'on appelle à Cambrai le Magistrat au sujet des nouvelles prétentions de M. l'Archevêque Duc de Cambrai, comte de Cambrésis; à la suite duquel Mémoire est une consultation en date du 30 Juin 1769, signé Paignon, Cellier, et Boucher d'Argis, avocats. Mémoire en réponse, pour ledit Archevêque. Autre mémoire, sous le titre de Refutation de la prétention des Prévôt et Echevins de la Ville de Cambrai, sur les droits de la Franche Commune. Autre mémoire dudit Sr. Archevêque Duc de Cambrai,*

à la suite duquel est une consultation en date du 31 Mars 1772, signée **De Lambon, Clément et Bontoux**, avocats. Répliques des Prévôts, Conseillers Pensionnaires et Echevins, aux précédens Mémoires dudit Sr. Archevêque, signées **Drou, avocat**. Observations pour les Prévôt, Conseillers Pensionnaires et Echevins. Addition à la réplique ci-dessus visée; et nouvelle Addition à ladite Réplique; le tout signé dudit M^e Drou, avocat: tous lesquels Mémoires ont été de part et d'autre imprimés. Mémoires manuscrits aussi respectivement fournis par les Parties, et à elles communiqués notamment ceux où elles ont pris leurs conclusions, sçavoir, de la part dudit sieur Archevêque, à ce qu'il plut à sa Majesté.

1°) Déclarer précisément, que c'est la seigneurie et haute-Justice sur la Ville de Cambrai, dont ledit Archevêque doit jouir; en conséquence, l'autoriser à se mettre en possession de tous, les droits dépendans de ladite seigneurie et Haute-Justice, tels que ceux de justice, police, voyerie, chasse, pêche, plantis et autres ainsi que ses prédécesseurs en avoient joui.

2°) D'ordonner que le Corps du Magistrat ne seroit à l'avenir composé que d'un Prévôt, de douze Echevins, d'un Trésorier, d'un Procureur d'Office et d'un Greffier; à l'effet de quoi, les charges actuelles de Prévôt, de Conseillers Pensionnaires, de Collecteurs, de Procureurs-Syndic et de Greffiers, seroient supprimées; en conséquence, autoriser ledit Archevêque à nommer un Prévôt, un Procureur d'Office, lequel feroit en même temps, les fonctions de Procureur-Syndic et un Greffier, en remboursant, par ledit Archevêque les finances des Offices supprimés, sur le pied de l'acquisition.

3°) Ordonner que des douze Echevins, six seroient nommés par sa Majesté, et les six autres par l'Archevêque, et que les Echevins occupés à l'administration municipale n'auroient aucune part à l'administration de la justice.

4°) Que les Echevins nommés par l'Archevêque, ainsi que les Prévôt, le Procureur d'Office et le Greffier, prêteroient serment entre ses mains, outre celui que le Prévôt devoit prêter au Conseil Supérieur de Douay, et que les douze Echevins prêteroient le serment dû au Roi entre les mains du Commissaire départi.

5°) Que l'Archevêque pourroit assister à l'audition et reddition des Comptes de la Ville, en personne ou par l'un de ses Vicaires-Généraux.

6°) Que les Echevins ne pourroient faire aucune dépense excédante 3000 livres, sans une délibération des Notables,

7°) Que l'assemblée des Notables seroit rétablie comme par le passé; en conséquence, que tous les Corps de la Ville y seroient admis par députés, et que l'Archevêque pourroit y assister personnellement, ou par un de ses Vicaires-Généraux, lequel présideroit tous les députés du Clergé.

8°) Que les députés du Tiers-Etat, qui doivent être nommés chaque année pour assister au Bureau Permanent des Etats, seroient élus libre-

ment et par voie de scrutin dans une assemblée de Notables, l'un dans le nombre des Echevins nommés par le Roi, l'autre parmi ceux nommés par l'Archevêque.

9°) Que dans le cas de mort ou de retraite d'un Echevin, il seroit pourvu au remplacement par le Commissaire départi, s'il étoit du nombre de ceux nommés par le Roi, ou par l'Archevêque, s'il faisoit partie de ceux à sa nomination,

10°) Que dans le cas de mort ou de retraite d'un des deux Echevins députés au Bureau permanent des Etats, il seroit pourvu à son remplacement dans la même forme qu'à sa nomination.

11°) Qu'aucune personne chargée de l'exécution des ordres de Sa Majesté, ou employée à des fonctions y relatives, ni aucune personne attachée à l'Archevêque, ne seroit admise dans le Corps du Magistrat.

12°) Que les Loix portatives pour recevoir des devoirs de loi, suivant l'usage du pays, hors du ressort de la Jurisdiction Echevinale de Cambrai, seroient nommées par l'Archevêque,

13°) Autoriser ledit Archevêque à nommer aux places des Procureurs postulants à la Jurisdiction Echevinale, en faisant payer à la Ville par ceux qu'il pourvoiroit, la même finance qui lui auroit été payée par les Procureurs actuels, lesquels ne seroient pas dépossédés, mais seroient tenus seulement de prendre une nouvelle Commission de l'Archevêque, qui leur seroit délivrée sans frais, et sans prêter un nouveau serment.

14°) A nommer pareillement les Huissiers et Sergens de la Jurisdiction.

15°) A nommer aux places de Jurés-Mesureurs et de Jurés-porteurs de grains, en remboursant la finance aux pourvus desdits offices et lair-sant à la Ville la jouissance du droit de mesurage à elle abandonné par les prédécesseurs dudit Archevêque.

16°) Ordonner que les Prévôt et Echevins seroient tenus de faire timbrer les Règlements de Police des armes de l'Archevêque, et de les intituler **De par l'Archevêque Duc de Cambrai**, en gros caractère; et en plus petit, dans une autre ligne, et **les Prévôt et Echevins de la Ville et Duché de Cambrai**; comme aussi d'intituler leurs Sentences du nom de l'Archevêque.

17°) Que lorsque le Magistrat voudroit faire un règlement général de Police, concernant la Ville, ou les corps d'arts et métiers, il seroit tenu d'en communiquer le projet à l'Archevêque, pour y être par lui fait les abservations et les changements qu'il jugeroit nécessaires,

18°) Que le Magistrat seroit tenu de faire mettre au dessus de la porte d'entrée du Nouveau Consistoire, et intérieurement, les attributs de l'Archevêque en sculpture, ou un tableau à ses armes.

19°) Que l'Archevêque pourroit faire mettre à ses frais ses armes au pillier servant de carcan et des poteaux aussi à ses armes dans les places publiques, et sur les limites de la seigneurie de la Ville, tant dans l'inté-

rieur que dans l'extérieur, en distinguant les armoiries de ces poteaux de celles qui marquent ses autres seigneuries.

20°) Que les sergens et valets de ville seroient habillés aux frais dudit Archevêque et de ses livrées, en distinguant aussi leurs habillemens de ceux des Sergens du Bailliage du Cambrésis,

21°) Que les Prévôt, et Echevins continueroient de jouir des droits de centième denier, demi-centième portion de vinage et d'afforage, des droits d'oison, d'enseigne et autres, à eux cédés par les anciens Evêques de Cambrai, pour les indemniser des frais de l'administration de la Justice et de la Police; mais qu'ils seroient tenus de reconnoître, par un acte en forme, que lesdits droits appartiennent à l'Archevêque, à cause de son domaine, et qu'ils les tiennent de lui.

22°) Que lesdits Prévôt et Echevins seroient aussi tenus de reconnoître par un acte en bonne forme, que le droit de vent, tant dans l'intérieur que dans l'extérieur de la ville, appartient audit Archevêque, et de donner leur désistement, de l'instance par eux formée à ce sujet contre le feu Sr. de Saint-Albin.

23°) Que lesdits Prévôt et Echevins seroient tenus de se conformer à la transaction dite **Appointement de Vallerand de Luxembourg**, passée entre l'Evêque et les Echevins de Cambrai en 1354 et au compromis passé en 1404 entre les Echevins et le Bailli; en conséquence que lesdits Prévôt et Echevins ne pourroient concéder à l'avenir aucuns Plégards, wareschaix ou places vagues, sans le consentement exprès et par écrit de l'Archevêque, lequel auroit la faculté de les concéder personnellement, et ce à peine de nullité de la concession, si aucune étoit faite sans ledit consentement; et que ledit Archevêque jouiroit du cinquième du produit desdits arrentemens, et la Ville des quatre autres cinquièmes.

24°) Que lesdits Prévôt et Echevins seroient tenus de donner à l'Archevêque, un état de tous les arrentement par eux faits depuis ceux anoncés au Cachereau ou Cueilleret de 1578, et d'en payer le cinquième à l'Archevêque, à compter du premier janvier prochain; ledit Archevêque leur faisant pleine et entière remise de tout ce qui pourroit en être dû pour le passé, et consentant, dans le cas où il y auroit eû aliénation d'aucuns desdits arrentemens, qu'elle soit déclarée bonne et valable, et que les acquéreurs ne puissent être inquiétés ni recherchés à cet égard.

25°) Que les Echevins continueroient de jouir des plantis par eux faits, tant sur les grands chemins, que sur les plégards et wareschaix, en donnant une reconnoissance formelle, que la propriété desdits grands chemins, plégards et wareschaix appartient audit Archevêque, lequel auroit la liberté de les faire replanter à son profit, lorsque la Ville feroit abattre les arbres par elle plantés, ou de lui permettre de faire une nouvelle plantation, dont en ce cas elle auroit la jouissance.

26°) Que lesdits Prévôt et Echevins ne jouiroient à l'avenir que des

eaux de l'Escaut, pour lesquelles ils payent annuellement une redevance de quatre florins à la recette de l'Archevêché; que le surplus desdites eaux de l'Escaut, et la pêche en icelles, seroient déclarés appartenir à l'Archevêque, conformément à ladite transaction de 1354.

27°) Que tout ce qui concerne la voyerie de la ville et l'étayage des maisons, seroit exécuté ainsi qu'il est porté par ladite transaction.

28°) Que lorsque l'Archevêque auroit été six mois absent de la ville, le Magistrat seroit tenu de venir, le lendemain de son retour, lui faire visite en Corps, et non par députés, et de faire sonner le béfroy de la Ville pendant un quart d'heure, au moment de son arrivée.

29°) Que les Compagnies de Canonniers et d'Arbalétriers viendroient chaque année en uniforme, drapeaux déployés, tambours battants, trois jours avant l'ouverture des jeux, qui se fait ordinairement le premier lundi d'après la Pentecôte, prendre les ordres de l'Archevêque, lequel nommeroit qui bon lui sembleroit pour tirer le coup du Seigneur, et que les Prévôt et Echevins ne pourroient tirer qu'après la personne par lui nommée.

30°) Que les drapeaux desdites Compagnies seroient, d'un côté, aux armes de l'Archevêque; et de l'autre, à celles de la Ville, et que les Tambours seroient habillés des livrées dudit Archevêque.

31°) Que lors des réjouissances publiques, l'Archevêque y seroit invité par le Magistrat; et s'il y a un feu d'artifice, qu'il seroit invité d'y mettre le feu et de donner son heure.

32°) Que lorsque l'Archevêque iroit à la Maison de Ville, pour toute autre cause que pour assister à l'assemblée des Etats, ou à celle du Bureau permanent desdits Etats, le Magistrat seroit tenu de le recevoir à la première entrée et en Corps.

33°) Que lorsque le Magistrat viendrait pour quelque cérémonie, à laquelle l'Archevêque officieroit, dans le sanctuaire de la Métropole, ou dans quelqu'autre Eglise de la ville, il seroit tenu de saluer l'Archevêque lorsqu'il passeroit devant lui, à quelque place que fut ledit Archevêque, ailleurs qu'à l'autel.

34°) Que le jour de l'Assomption, fête de la Ville, le Magistrat seroit tenu de venir en corps et en robe, à l'issue de la grande messe de la Métropole, présenter un bouquet de fleurs naturelles à l'Archevêque et en son absence au Vicaire-Général par lui commis pour le recevoir, en reconnaissance de sa seigneurie, et de le déclarer en le présentant; ce dont il seroit loisible à l'Archevêque de faire dresser procès-verbal par les Officiers de son Bailliage.

35°) Qu'aussitôt après la signification de l'Arrêt à intervenir, il seroit procédé à la formation du Magistrat; dans l'état qu'il seroit prescrit par ledit arrêt.

36°) Enfin, ordonner que tous les deux ans, il seroit renouvelé quatre

Echevins, dont deux à la nomination du Roi, et deux à celle de l'Archevêque. Lesdites Conclusions signées Léopold-Charles, Archevêque, Duc de Cambrai.

Et de la part desdits Prévôt, Conseillers-Pensionnaires et Echevins de la Ville de Cambrai, à ce qu'il plaît à Sa Majesté, attendu,

1°) Que l'article 1er des Lettres-Patentes de 1766, qui maintient et confirme l'Archevêque et le Chapitre de Cambrai dans les droits de Justice et de Seigneurie qui leur appartiennent fut la ville de Cambrai et pays de Cambrésis, a donné lieu audit Prélat de prétendre que Sa Majesté lui avoit accordé la nomination de tous les Offices indistinctement, depuis le plus considérable, jusqu'à ceux dont les fonctions sont les plus basses, ainsi que tous les Offices acquis par la Ville et à elle réunis de l'agrément de Sa Majesté, ou acquis par des particuliers, que de là il résulte que lesdits Offices, même les plus importants, tels que ceux de Conseillers Pensionnaires et de Greffier, et une multitude d'autres, ne sont point remplis, au grand préjudice de la justice, de la police, du Commerce, des Particuliers propriétaires desdits Offices qui ne peuvent les vendre, et de Sa Majesté qui n'en perçoit point les droits de mutation; et que néanmoins tous ces droits lui avoient été attribués par des Lettres-Patentes de 1769, interprétatives de celles de 1766.

2°) Que de l'article 4 des dites Lettres-Patentes de 1766, par lequel Sa Majesté ordonne, par provision seulement, et jusqu'à ce qu'il lui ait plu de faire connaître à cet égard définitivement ses intentions, que chaque fois qu'Elle jugeroit à propos de faire renouveler les Echevins ou partie d'iceux, le sieur Archevêque en nommeroit la moitié, ledit Archevêque s'est fait un titre, en vertu duquel il a prétendu avoir la nomination du Prévôt, qui est la première charge de la ville, et des autres Officiers de Justice ; nomination qui lui avoit été accordée par lesdites Lettres-Patentes de 1769 ; que l'exécution dudit article entraîne après soi les plus grands inconvéniens, en ce que ledit Prélat nomme à l'Echevinage des Sujets qui ont des charges incompatibles et qui, totalement dévoués à ses intérêts, sont, par une conséquence nécessaire, opposés à ceux de Sa Majesté et de la Ville ; en sorte que le service de Sa Majesté et celui de la Ville en souffre le plus notable préjudice.

3.) Que l'article 7, qui autorise ledit sieur Archevêque à instituer dans la ville deux Notaire-Tabellions, est également préjudiciable aux Notaires de ladite Ville, dont le nombre est plus que suffisant, aux Officiers du Magistrat, qui ont acquis l'Office de Tabellion héréditaire exclusif créé par les Edits de 1675 et 1692 : et au Public, qui court le risque de perdre ses titres confiés à un dépôt incertain.

4.) Que quoique l'article 8 ne maintiennent l'Official de Cambrai que dans la Juridication qui lui est attribuée par les Lettres-Patentes du 21 Janvier 1682, néanmoins cet Official non seulement connoît, par prévention entre toutes sortes de personnes, des actions personnelles, mais

entreprend encore sur les matières réelles ; ce qui est d'autant plus dangereux que, contre l'usage de la plupart des villes du royaume, l'Archevêque est en droit d'exercer par lui-même sa propre Juridiction, ce qui met en sa main presque toute la puissance publique.

5°) Que l'article 9 qui ordonne que les Ordonnances de Police et Règlemens concernans les arts et métiers, seront intitulés du nom de l'Archevêque et de celui du Magistrat ; que l'article 10 qui donne à ce Prélat la faculté de faire les règlemens qu'il jugera convenables pour le maintien de la Police de la ville de Cambrai et du Cateau, et des arts et métiers, ne peuvent lui avoir été accordés que dans la supposition qu'il est Seigneur de Cambrai ; ce qui est contraire à la vérité, à l'autorité de Sa Majesté, et à l'intérêt Public.

6°) Que quoique l'article 2 ne donne aux Archevêques que les droits de pêche qui leur appartiennent dans leurs Seigneuries, ledit sieur Archevêque s'en est fait un prétexte pour réclamer celle de toute la banlieue et de tout le territoire de Cambrai.

7°) Que l'article 14 qui veut que les Archevêques aient, à raison de leur Seigneurie temporelle, la nomination des deux Administrateurs de l'Hôpital, qui seront pris dans le Chapitre de Cambrai, et que lesdits Archevêques puissent assister, quand ils le jugeront à propos, à la reddition des comptes dudit Hôpital, est également contraire à la Constitution Belgique et aux droits des Officiers du Magistrat ; qu'enfin toutes les prétentions dudit sieur Archevêque de Cambrai subsistent toujours, quoique Sa Majesté ait retiré du Parlement de Douay les Lettres-Patentes de 1769, qui n'étoient que le développement et l'interprétation de celles de 1766 : révoquer lesdits articles desdites Lettres-Patentes par la voie de Législation, et ordonner que le titre de Duc accordé audit sieur Archevêque de Cambrai, ne seroit attributif d'aucun droit de Seigneurie et de justice ; qu'il seroit procédé, en outre, au renouvellement de la Loi par le sieur Taboureaux, Commissaire du Roi, en la forme ordinaire, et ainsi qu'il se pratiquoit avant les Lettres-Patentes du 1er septembre 1766, et que toutes choses, soit par rapport aux Offices réunis à la ville, soit par rapport à ceux qui ont été acquis par des Particuliers, seroient rétablies dans l'état où elles étoient avant lesdites Lettres-Patentes. Lesdites conclusions signées Lemayeur de Simencourt, Prévôt de la ville de Cambrai ; Delaplace de Hamette, ancien échevin, chargé de Pouvoir, et Drou, Avocat du Magistrat. Requête présentée à Sa Majesté par ledit Archevêque de Cambrai, tendante à ce qu'il plût à Sa Majesté pour les causes y contenues, ordonner par l'arrêt à intervenir, que les Requêtes et mémoires des Prévôt et Echevins seroient et demeureroient supprimés, comme injurieux et calomnieux ; leur enjoindre d'être plus circonspects à l'avenir ; et de porter honneur et respect à leur Archevêque et les condamner en outre en telle réparation que sa sagesse lui dicteroit ; ladite requête signée : Léopold Charles, Archevêque Duc de Cambrai. Vu pareillement les

titres respectivement produits par ledit sieur Archevêque et par lesdits Prévôt et Echevins, lesquels titres ont été aussi communiqués et constituent, sçavoir, ceux produits de la part du sieur Archevêque, dans les pièces suivantes : Charte de Louis le Débonnaire de l'an 817 ; autre du Roi Arnould de l'an 894 ; autre du Roi Othon en 941 et 991 ; autre de l'Empereur Othon en l'an 1001 ; autres du Roi Henri en 1003 et 1007 ; Bulle du Pape Calixte en 1119 ; Charte de l'Empereur Lothaire en 1135 ; Bulle du Pape Innocent en 1142 ; autres de Conrad II, Roi des Romains en 1145 et 1146 ; autre du Roi Frédéric en 1153 ; Bulle du Pape Alexandre III en 1179 ; Charte de l'Empereur Frédéric en 1182 ; Loi donnée par le même Empereur en 1184 ; Charte du roi Othon en 1208 ; autre de l'Empereur Othon en 1210 ; autres de l'Empereur Frédéric II en 1216, 1219 et 1226 ; Décret contradictoire de la Diète Impériale de la même année 1226 ; Loi donnée par Godefroy, Evêque de Cambrai en 1227 ; Charte de l'Empereur Conrad en 1337 ; Charte de Guy, Evêque de Cambrai en 1246 ; Ordonnance de l'Evêque Nicolas en 1249 ; Diplôme du Roi Richard en 1258 ; Accord entre le chapitre de Cambrai et les Echevins en 1260 ; Compromis entre Enguerand de Coucy et l'Evêque Nicolas en 1264 ; Chartes du Roi Rodolphe en 1279, 1284 et 1285 ; Règlement fait par l'Evêque Guillaume en 1287 ; Charte de Philippe Roi de France, devenu Comte de Flandres, de l'an 1301 ; autre de l'Empereur Henri en 1310 ; Traité d'alliance entre l'Evêque Pierre et Guillaume, comte de Hainaut, en 1312 ; Lettres de Jean de Walincourt en 1313 ; Sentence arbitrale de la même année, rendu par Ferric de Pecquigny, en l'Evêque et les habitants de Cambrai ; Lettre de Jean, Comte de Namur, en 1317 ; autre de l'Evêque Guy en 1333 ; Aveu rendu à l'Evêque de Cambrai, par le Comte d'Amiens et la Comtesse de Flandres en 1336 ; Charte de Wallerand de Luxembourg en 1348 ; Transaction dite Appointment de Wallerand de Luxembourg, passée entre l'Evêque Pierre et les Echevins de Cambrai en 1354 ; Ordonnance de l'Evêque Pierre en 1358 ; Charte de Charles V, Roi de France, en 1377 ; autre de l'Empereur Venceslas en 1398 ; Lettre de l'Evêque Pierre en 1399 ; Traité entre ledit Evêque et les échevins de Cambrai, en 1400 ; Accord entre Charles, Roi de France et l'Evêque et les Echevins de Cambrai en 1401 ; Compromis entre le bailli de l'Evêque et la Ville en 1407 ; Charte de l'Empereur Sigismond en 1415 ; Relief du fief de la Feuillie devant le bailli de Cambrésis, par Jean de Luxembourg, en 1429 ; Sentence dudit Bailliage en 1432 ; autres Reliefs du même fief en 1432, 1441, 1483 et 1501 ; ordonnance de Philippe, Duc de Bourgogne, en 1441 ; Lettre de Jean de Bourgogne, Evêque, de la même année ; Jugement de Philippe, Duc de Bourgogne, en 1446 ; Règlemens de l'Evêque Jean de Bourgogne, en 1446 et 1452 ; Ordonnance du même en 1470 ; Charte de Louis XI en 1482 ; Sentence de l'Evêque Henri de Berghes en 1494 ; Renouvellement du Magistrat par le Chapitre pendant la vacance du siège en 1502, 1516 et 1519 ; Titre d'Erection de la Ville de Cambrai en DUCHE,

par l'Empereur Maximilien en 1510; Lettres de Jacques de Croy, Evêque de Cambrai, en 1512; Charte de l'Archiduc Charles en 1515, Commission de Guillaume de Croy, Evêque de Cambrai, en 1517; Lettres de Robert de Croy en 1519 et 1521; Charte de Charles V de la même année; Renouvellement du Magistrat par Robert de Croy, aussi en la même année; Acte de prestation de serment de fidélité par le même Robert de Croy à l'Empereur en 1522; Ordonnance du même Evêque en 1523; Déclaration du Roi François Ier en 1542; Charte de l'Empereur Charles V en 1543; Ordonnance du même Empereur en 1545; Requête de l'Evêque et des Prévôt et Echevins de Cambrai à l'Empereur en 1548; Charte de Henri II, Roi de France, en 1552; Renouvellement du Magistrat par l'Evêque et par le Chapitre dans la vacance du Siège en 1556, 1558, 1559, 1560 et 1564; Edit de l'Evêque Maximilien de Berghes en 1565; Actes concernans le paiement des soldats levés par ordonnance de l'Evêque en 1566 et 1572; Renouvellement du Magistrat en 1570 par le Chapitre, et en 1572 par l'Archevêque Louis de Berlaymont; Commission dudit Archevêque en 1572 et 1573; Procès-verbal de promulgation de la Coutume de Cambrai par l'Archevêque de Berlaymont en 1574; Renouvellement du Magistrat par le même Archevêque en 1573, 1574, 1575 et 1579; Renouvellement de la date par le même en 1576; Registre intitulé Cacheret des rentes dues à l'Archevêque de Cambrai en sa Cité et Duché de Cambrai, de l'an 1578.

Accord entre l'Archevêque et le Baron d'Inchy en 1579 et 1580; Lettres du Prince de Parme en 1580; Lettre de l'Archevêque de la même année; Lettres des Prévôt et Echevins audit Archevêque en 1588; Autres lettres du même Archevêque en 1594; Extrait du Traité fait entre le Comte de Fuente et les Echevins de Cambrai, le 17 octobre 1595; Protestation de l'Archevêque de Berlaymont, contre ce Traité, en la même année; Lettres du Cardinal Albert en 1597 et 1598; Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée des Etats de Cambrai, tenue en décembre 1597; Projets d'arrangemens proposés entre la Cour d'Espagne et l'Archevêque de Cambrai, en 1596, 1601 et 1603; Lettres et Procès-verbal y relatifs, en 1601, 1602, 1603, 1606; Capitulation accordée par Louis XIV à la ville de Cambrai, le 5 avril 1677. Arrêt du Conseil en 1682, concernant la Juridiction de l'Official de Cambrai. Actes concernans les Offices des Procureurs Postulans au Magistrat, en 1696 et 1697; autres Actes concernans les Offices de Jurès-Mesureurs de grains, en 1696. Lettres-Patentes accordées au Cardinal Dubois, Archevêque de Cambrai, en 1723. Arrêt du Conseil en 1731, portant évocation des Contestations élevées entre le Procureur-Général au Parlement de Flandres, et l'Archevêque de Cambrai, au sujet des droits dudit Archevêque. Autre Arrêt d'évocation en faveur dudit Archevêque, en 1737. Mémoires imprimés, fournis en 1740 et 1741, tant par le Procureur-Syndic de la Ville de Cambrai, que par le sieur Bruhier de la Neuville, Bailli de la Feuillie dans une contestation pendant entr'eux au Parlement de Flandres. Arrêt du Parlement de Douay, au

sujet des fonctions du Bailli de la Feuillie, en 1742; autre, concernant l'Office de la Justice, en 1769. Dénombrement fourni à l'Archevêque de Cambrai le 16 mars 1765, par le Magistrat, du Fief appelé la **Mairie de Saint-Géry** à lui cédé par les Abbé et Religieux de Saint-Aubert. Arrêt du Parlement de Douay, concernant les Jurés-Porteurs de ladite Ville de Cambrai, du 13 mars 1769. Etat des rentes annuelles dues à l'Archevêché de Cambrai, certifié par le Receveur le 6 août 1766. Mémoire imprimé dans la cause du Bailli général de l'Abbaye de Saint-Sépulcre, contre les autres Officiers dudit Bailliage, et les Abbé et Religieux de ladite Abbaye, en 1771.

Titres produits de la part des Prévôt et Echevins, en deux productions; la première, composée des pièces suivantes: Transaction passée entre le comte de Montmirel, Seigneur d'Oisy, et les Echevins de la Cité de Cambrai, en l'an 1226. Sentence arbitrale, rendue par l'Archidiacre d'Hainaut et le Doyen de Notre-Dame de Cambrai, en 1230. Acte portant reconnaissance des tailles et charges de la Cité de Cambrai, en 1243. Echange entre Nicolas, Evêque de Cambrai, et les Echevins et communauté de la ville de Cambrai, en 1253. Autre acte, où il est fait mention des tailles et charges de la Cité et de la Juridiction des Prévôt et Echevins, en 1282. Chartes de l'Empereur Rodolphe en 1285. Commission de l'Empereur Henri, au Comte de Namur, en 1309. Prestation de serment du Comte de Namur, en conséquence de ladite Commission, de la même année. Charte dudit Comte de Namur, en faveur des Echevins et habitants de Cambrai, aussi en 1309. Nouvelle Commission de l'Empereur Henri audit comte de Namur; Diplome du même Empereur, adressé aux Echevins et Consuls, et citoyens de Cambrai; et Charte dudit Comte de Namur, y relative; le tout en ladite année 1309. Charte du même Empereur en 1310. Lettres de Guillaume, Comte de Hainaut, en 1329. Lettre de Philippe, Roi de France, en 1339. Acte concernant les droits de justice de la Feuillie, en 1347. Charte de Wallerand de Luxembourg en 1350. Autre acte de Charles, Roi des Romains, en 1354. Lettre du sieur de Mauny, pour traiter avec la Cité de Cambrai, en 1358. Diplome de l'Empereur Charles IV, en 1360. Commission du même Empereur au Duc de Luxembourg, adressée aux Echevins de Cambrai, en 1369. Reconnaissances passées devant lesdits Echevins, en 1370, 1374 et 1376. Charte de l'Empereur Charles IV, en 1377. Copie collationnée de lettres-patentes de Charles VI, Roi de France, de 1382. Expédition d'autres lettres-patentes de Charles VI, en 1384. Diplome de Vincelas, Roi des Romains, de la même année. Charte concernant la Mairie de Sainte-Croix en 1385. Lettres-Patentes de Charles VI, en 1394. Diplome de Vincelas, en 1395. Jugement du Bailli de Vermandois, en 1396. Lettres-Patentes de Charles VI, en 1397. Arrêt du Parlement de Paris, en la même année. Lettres de grâce, accordées par l'Empereur Vincelas, et adressées aux Prévôt et Echevins de Cambrai, en 1398. Arrêt du Parlement de Paris, de la même année. Lettres-Patentes de Charles VI, en 1399. Autres Lettres

de grâce de l'Empereur Vincelas, en 1405. Sentence du Bailli de Vermandois, de 1406. Charte de l'Empereur Sigismond, en 1407. Copie collationnée de lettres-patentes de Charles VI, en 1411. Acte passé entre le Chapitre de Sainte-Croix et les quatre Hommes Gouverneurs et Administrateurs de la Cité de Cambrai, en ladite année 1411. Lettres-Patentes de Charles VI, en 1412. Acte portant nomination, par les Echevins et Communauté de Cambrai, de différens Procureurs et Commissaires, pour soutenir les droits de la Cité auprès de l'Empereur, en 1414. Lettres-Patentes et Arrêt du Parlement de Paris en 1427. Lettres-Patentes de l'Empereur Sigismond en 1430. Autres Lettres du même Empereur, en 1431. Lettres de grâce du même Empereur, en 1437. Lettres-Patentes dudit Empereur Sigismond, en la même année. Lettre d'Albert, Roi des Romains en 1438. Lettres de grâce de l'Empereur Frédéric, en 1448. Jugement des Echevins en l'Auditoire de la Feuillie, en 1450. Copie de Lettres-Patentes du Roi de France, en 1464. Deux chartes de Maximilien et Marie, Ducs d'Autriche et de Bourgogne, et Comtes de Flandres en 1478. Chartes de Maximilien, Duc d'Autriche, de la même année. Lettres-Patentes du Roi de France, en la même année. Lettres desdits Ducs Maximilien et Marie, en 1481. Un ordre du duc Maximilien en 1482. Lettre de l'Empereur Frédéric aux Prévôt, Echevins et habitants de Cambrai, en 1488. Diplôme du même Empereur, de la même année. Ordonnance des Maréchaux de France, en 1493. Lettres de l'Empereur Maximilien auxdits Prévôt et Echevins, en 1503. Lettres d'érection de la Ville de Cambrai en Duché, en faveur de Jacques de Croy, Evêque de Cambrai, par l'Empereur Maximilien en 1510. Lettre du sieur de Pienne, Gouverneur de la Picardie, en 1512. Lettre du sieur de Pouruges, lieutenant-général pour le Roi de France, en la Ville de Tournay, en 1513. Ordonnance de l'Empereur, de 1521. Lettre du Duc de Vendôme, Lieutenant-Général en Picardie en la même année, concernant la neutralité accordée aux habitans de Cambrai par le Roi de France. Lettres Patentes de l'Empereur Charles V, aussi de la même année; autres du même Empereur en 1522. Ordonnance du même Empereur en la même année. Lettre du Duc de Vendômois, aussi de la même année. Lettres Patentes dudit Empereur Charles V, des mois de Mai et Juillet 1523. Autres Lettres du Duc de Vendômois, de la même année. Autres de Louis de la Trémouille, Lieutenant-Général en Picardie, aussi de la même année. Autres du Duc de Suffolke, Lieutenant-Général de l'Armée du Roi, aussi en 1523. Lettres-Patentes de François 1er, en 1527. Lettres de neutralité accordées aux habitans de Cambrai par l'Empereur Charles V, en 1536. Autres Lettres concernant l'érection de la Citadelle de Cambrai ordonnée par ledit Empereur en 1543. Lettres de la Reine Marie, Régente Gouvernante des Pays-Bas, en 1544. Lettres-Patentes de François 1er, en 1545. Autres lettres du Duc de Vendôme en 1551. Ordonnance de l'Empereur Charles V, en 1553. Ordonnance du Roi d'Espagne, en 1557. Lettres-Patentes du même Roi, en 1558. Charte du Duc d'Anjou, Protec-

teur de la Ville de Cambrai en 1581. Commission de la Chambre du Conseil établie à Cambrai en 1587. Procès-verbal de la prestation de serment, faite réciproquement en 1600 entre les Archiducs d'Autriche et les Prévôt et Echevins et habitants de Cambrai. Arrêt du Conseil-Privé des Archiducs, en 1608. Lettres-Patentes de l'Archiduc Albert, contenant une nouvelle Prestation de serment réciproque, entre lui et les Députés de Cambrai, en 1616. Arrêt du Conseil du Roi de France, en 1642. Lettres-Patentes de Philippe IV, Roi d'Espagne, aussi en faveur de ladite Ville, de la même année.

La deuxième production desdits Prévôt et Echevins, consistant dans les nominations suivantes, faite par le Corps du Magistrat; d'Officiers Jaugeurs de vin, en 1547, 1582 et 1583; d'Arbalétriers de la ville, en 1548; de Coultiers de l'Étaple, en la même année; d'Avocat et de Procureur pour la Ville, en 1552; d'Egards des Toilettes, en 1556; de Canonniers de la ville, en 1557; de Procureur et Praticien, en 1559; de Commis à l'assiette du Guet, en 1560; de Géolier, en 1562; de Trésorier de la Ville, en 1563; de Billeneux, en 1570; de second Conseiller Pensionnaire, en 1580; d'Huissier, en 1583; d'Arpenteur et de Chirurgien, en 1585; d'Egards des Portes de la Ville, d'Officiers des Hautes-Œuvres de Mesureur de sel, aussi en 1585; de Médecin de la ville, en 1586; d'Egards de Lins, des Puits et des Grains en la même année; de Portier des Hobettes, en 1587; de Procureur d'Office, en 1589; de Porte-Faix, d'Egards d'Ardoises et de Valet du Domaine, en la même année; de Rosier en 1593; d'Egards d'Étain de Mayor du Pain, et de Mayor des Puits, en 1596; d'Egard ou Minkeur de Poisson, en 1599; de Portier de la Porte de Selles, en 1602; du Concierge de l'Hôtel de Ville, en 1603; de Mayor et de Priseur des grains, en 1605; de Sergent, en 1608; de Priseur de Meubles, en la même année; de Commis-Marqueur des Bierres, aussi en la même année; de Porteur de Clefs de la Porte-Neuve, en 1609; de Commis Jaugeur et Mesureur de Bois et Foin, en la même année; de Commis-Marqueur des Toilettes, de Commis à la garde des Barrières, en 1612; de Portiers des Portes Neuve, et Saint-Sépulcre, en 1613; de Messiers, en la même année; de Gourmeur de Bierres, de Porteur de charbon, aussi en 1613; de Mayor de Chevaux, en 1615; de Brouteur de Bierre, en 1616; de Porteur de Billets, de Crieur de Meubles en 1617; de Sage-Femme pour exercer l'Office d'Accoucheur, en 1618; de Greffier de la ville en 1624; d'Egoutier, en la même année; des Maîtres de la Grande Ecole des Pauvres, en 1626; de Bayart, ou Porteur de Malades pestiférés en 1627; de Receveur des Biens appartenans aux petits Maladiaux en 1627; de Receveur des Biens communs de la Ville en 1629; de Langayeur, en 1631; d'Egards de Bois en 1633; de Sonneur de la Cloche de la Ville en la même année; de Concierge de la Cave de la Ville en 1640; de Tambours, en 1641; d'Ecusier en 1643; du Clerc du Minck, en 1646; de Mesureur de Grains en 1649; de Concierge des Prisons de la ville en 1684; d'Egards des

Houblons en 1690; des Ouvriers de la Ville, appelés Petite-Robe, savoir, du Plombier en 1589, de l'Horloger en 1594, du Charpentier en 1598, du Maçon en la même année, du Feronnier en 1602, du Paveur en 1616.

Pièces concernant la Jurisdiction de la Ville, et qui font partie de la seconde production des Prévôt et Echevins. 1° — Permission demandée le 9 février 1548 par le Bailli du Cambrésis aux Prévôt et Echevins, et par eux accordée pour faire exécuter à mort un condamné sur la place du marché de la Ville. 2°. — Autre Permission accordée par le Magistrat le 23 novembre 1562 au bailli de Lahens, de tenir les Plaids en la ville pendant un an. 3°. — Semblable Permission accordée au Bailli de Béthencourt le 8 avril 1585. 4°. — Permission d'établir des Treilles de fer, d'ouvrir des Portes, des Fenêtres, et autres relatives à la voyerie, accordées par les Officiers du Magistrat en 1512, 1513 et 1521. Concessions des parties de terrains vagues et wareschaix, faites par lesdits Officiers du Magistrat, en 1486, 1549. 1551 et 1655. Enfin, différentes Ordonnances et permissions concernant les wareschaix, par eux données en 1551, et 1556; et généralement tout ce qui a été écrit, produit et remis par devers ledit Sr. Lenoir, Chevalier, Conseiller en ses conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, Commissaire à ce député, et après qu'il en a communiqué aux dits sieurs Daguesseau, Doyen du Conseil et Conseiller au Conseil Royal des Dépêches et au Conseil Royal de Commerce, et Joly de Fleury, Conseiller d'Etat ordinaire et audit Conseil Royal des Dépêches, Commissaires aussi à ce député: Oûi le Rapport et tout considéré, le Roi étant en son Conseil a ordonné et ordonne ce qui suit:

ARTICLE PREMIER

L'Archevêque, Chapitre et Eglise de Cambrai, demeureront maintenus dans tous droits de seigneurie, justice, police et voyerie, sur la Ville et banlieue de Cambrai, à l'exception du territoire du Fief et Justice de la Feuillie, appartenant à Sa Majesté, et des territoires des Fiefs et Justices appartenans au Chapitre de Notre Dame, de Saint-Géry et de Sainte-Croix, et aux Abbayes de Saint-Aubert et de Saint-Sépulcre; comme aussi sans préjudice de la Jurisdiction exercée par le Bailli de la Feuillie, sous le nom de Justice du Marché, sur tous les Habitans de ladite Ville et banlieue.

ARTICLE DEUXIEME

Lesdits Archevêque, Chapitre et Eglise, tiendront sous la souveraineté du Roi, et à la charge de l'hommage-lige et ressort à sa Majesté et à ses successeurs Rois à perpétuité, à cause de leur Couronne, les Justice et Seigneurie dans lesquels ils ont été maintenus par l'article précédent.

ARTICLE TROISIEME

Les Habitans de la Ville et Banlieue de Cambrai demeureront pareillement maintenus dans le droit de Commune et en tous droits et privilèges en dépendans, pour en jouir sous la protection de Sa Majesté.

ARTICLE QUATRIEME

La justice, police et voyerie, appartenantes à l'Archevêque, Chapitre et Eglise de Cambrai en ladite Ville et banlieue, ne pourront être exercées que par le Magistrat, ainsi qu'elles l'ont été de toute ancienneté; et à l'égard des autres Justices dénommées en l'article 1er du présent Arrêt, elles continueront d'être exercées ainsi que par le passé.

ARTICLE CINQUIEME

Le Corps du Magistrat sera composé d'un Prévôt, de deux Conseillers Pensionnaires, de douze Echevins, d'un Procureur-Syndic, de deux Greffiers, d'un Trésorier et de deux Collecteurs; les Offices de Prévôt, de Conseillers pensionnaires, de Procureur-Syndic, de Greffiers, de Trésoriers et de Collecteurs, seront exercées sur les Provisions de sa Majesté; et à l'égard des Echevins, ils seront nommés, sçavoir, moitié par Sa Majesté, et l'autre moitié par l'Archevêque, sans toutefois qu'il puisse nommer aucun des Officiers de la Justice du Bailliage de l'Archevêché, ou de son Officialité, ni autres attachés à la personne, ou à la régie des biens et revenus de son Eglise.

ARTICLE SIXIEME

Lesdits Echevins ne seront nommés que pour six années; au moyen de quoi, il en sera renouvelé quatre tous les deux ans: et au premier juillet prochain, il en sortira six, en telle sorte que leur nombre se trouvera réduit à douze; et en cas de décès ou retraite de l'un d'eux pendant la durée de son exercice, il sera remplacé par sa Majesté ou par l'Archevêque, ainsi qu'il est porté en l'article précédent.

ARTICLE SEPTIEME

Les Prévôt et Conseillers Pensionnaires prêteront au Conseil Supérieur de Douay le serment accoutumé, de maintenir les droits, privilèges et prérogatives de l'Eglise de Cambrai: les Echevins et autres Officiers du Magistrat prêteront le même serment, sçavoir, les Echevins devant le Commissaire départi pour sa Majesté en la province, et les autres Officiers devant ledit Magistrat.

ARTICLE HUITIEME

Le nombre des Offices de Procureurs postulans en la Jurisdiction de la Feuillie et audit Magistrat, demeurera fixé à six, et celui des Huisiers à deux; et il sera pourvu par sa Majesté auxdits Offices sur la nomination qui lui en sera faite à l'avenir alternativement par l'Archevêque et par la Ville à laquelle ceux qui auront été pourvu sur la nomination de l'Archevêque, payeront les droits accoutumés, si mieux il n'aime rembourser à ladite Ville la moitié de la finance par elle payée à Sa Majesté pour lesdits Offices.

ARTICLE NEUVIEME

Les deux Notaires-Tabellions, pourvus par l'Archevêque en exécution de l'Article 7, des Lettres-Patentes du 13 Septembre 1766, seront tenus de se conformer aux Ordonnances et Règlemens concernant les Notaires Royaux, notamment pour le dépôt de leurs minutes.

ARTICLE DIXIEME

Les Règlemens de Police pour la Ville et banlieue de Cambrai mentionnés aux Articles 9 et 10 desdites Lettres-Patentes, ainsi que les Ordonnances du Magistrat concernant les Arts et Métiers, ne pourront être faits que par ledit Magistrat; et s'il y a lieu de les imprimer et publier, ils seront intitulés: **De par le Roi, l'Archevêque, Duc de Cambrai et les Prévôt et Echevins de la ville de Cambrai**; placer au-dessous, sur une même ligne, celle dudit Archevêque Duc de Cambrai et de la Ville.

ARTICLE ONZIEME

La Loi portative ou les Gens de Loi qu'il y aura lieu de nommer à l'effet de recevoir, hors de la dite ville et banlieue, les œuvres de loi pour héritages situés dans le territoire dépendant de la Justice de l'Archevêque dans ladite Ville et Banlieue, seront nommés par ledit Archevêque et en son absence par le Bailli de l'Archevêché.

ARTICLE DOUZIEME

Tout ce qui concerne la régie et l'administration des biens et revenus, et autres affaires communes de ladite ville et banlieue appartiendra, comme par le passé, aux Echevins et autres Officiers municipaux d'icelle, sous l'autorité du Commissaire départi par sa Majesté en ladite province.

ARTICLE TREIZIEME

En cas qu'il soit nécessaire de convoquer une assemblée des Habitans de la ville et banlieue, l'Archevêque y sera invité par deux Députés du

Magistrat, sans toutefois rien innover en ce qui concerne l'usage d'assembler au Consistoire les anciens Officiers de ladite Ville, pour les affaires communes d'icelle.

ARTICLE QUATORZIEME

Les deux Députés du Tiers Etat au Bureau Permanent des Etats de Cambrai et du Cambrésis, seront choisis par le Magistrat, l'un parmi les Conseillers Pensionnaires et parmi les Echevins nommés par Sa Majesté, et l'autre dans le nombre des Echevins nommés par l'Archevêque; et lesdits Députés seront présentés par le Corps du Magistrat au Commissaire départi par Sa Majesté en la province, pour être par Elle agréés, s'il y a lieu.

ARTICLE QUINZIEME

Les comptes de la Ville seront rendus, comme par le passé dans l'assemblée composée des Officiers du Magistrat et des Députés du Chapitre, à laquelle il sera loisible à l'Archevêque d'assister en personne ou de se faire représenter par l'un de ses Vicaires-Généraux; et lesdits comptes seront arrêtés par le Commissaire départi pour Sa Majesté en ladite province.

ARTICLE SEIZIEME

La Ville de Cambrai continuera de jouir des droits de centième denier, vinage et d'afforage, et de portage, des droits d'oison, d'enseigne et de plantis; comme aussi des plantations faites sur les chemins, flégards et wareschaix, et autres droits utiles dont elle est en possession; à la charge toutefois par lesdits Prévôt et Echevins, de donner à l'Archevêque, dans un mois du jour de la signification du présent Arrêt et à chaque mutation du Siège, une reconnoissance, par acte en bonne forme, qu'ils tiennent lesdits droits des Archevêque, Chapitre et Eglise de Cambrai, comme Seigneur de la Ville, et sous la condition d'acquitter, comme par le passé, les frais de Justice et autres charges accoutumées.

ARTICLE DIX-SEPTIEME

Les Offices de Jurés-Mesureurs, Jurés-Porteurs, l'Office du Mink, et généralement tous les Offices et Commissions tenant à la Ville et police de Cambrai, seront exercés comme par le passé, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par Sa Majesté, sur l'avis dudit sieur Intendant et Commissaire départi pour Sa Majesté en ladite province.

ARTICLE DIX-HUITIEME

Les flégards et wareschaix ne pourront être, à l'avenir, concédés par lesdits Prévôt et Echevins, sans le consentement de l'Archevêque, auquel

appartiendra le cinquième du produit des arrentemens d'iceux, et les quatre autres cinquièmes appartiendront à ladite Ville.

ARTICLE DIX-NEUVIEME

Donne Sa Majesté acte audit Archevêque de ce qu'il n'entend pas ré-péter le cinquième du produit des arrentemens échus du passé, ni troubler ceux qui auroient acquis aucun des arrentemens avant le présent Arrêt; et en conséquence, ordonne que ledit Archevêque ne jouira du cinquième du produit desdits arrentemens, qu'à compter du premier janvier prochain, à l'effet de quoi, il lui en sera remis incessamment un état par lesdits Prévôt et Echevins.

ARTICLE VINGTIEME

Ladite Ville jouira du droit de pêche sur les eaux de l'Escaut dans toute l'étendue de ladite Ville, à la charge toutefois de continuer de payer la redevance de quatre florins à la recette de l'Archevêché et d'en passer reconnaissance à l'Archevêque, dans le cas et en la forme portée par l'Article 16 ci-dessus. En ce qui concerne le droit de vent, sa Majesté a renvoyé et renvoie les Parties à se pourvoir au Conseil Supérieur de Douay, pour y procéder sur l'instance commencée au Parlement de Flandres à ce sujet.

ARTICLE VINGT-ET-UNIEME

L'Archevêque pourra faire mettre à ses frais dans le consistoire, soit intérieurement, soit extérieurement, ses armes au-dessous de celles de Sa Majesté, et faire poser des poteaux à ses armes dans les places publiques de ladite ville et banlieue, situées dans la Justice.

ARTICLE VINGT-DEUXIEME

Le Magistrat en Corps tous les ans, ira au jour de l'Assomption, à l'issue de la grande messe de l'Eglise Métropolitaine, présenter un bouquet de fleurs à l'Archevêque, en reconnaissance de la Seigneurie; et s'il est absent, ledit bouquet sera présenté par deux Députés dudit Magistrat au Vicaire-Général qui aura été commis par ledit Archevêque pour le recevoir.

ARTICLE VINGT-TROISIEME

La première fois que l'Archevêque fera son entrée dans ladite ville, lesdits Prévôt et Echevins iront le complimenter en Corps, et seront

tenus de faire sonner la cloche de la Ville; comme aussi de lui rendre, aux réjouissances et cérémonies publiques, les honneurs qui lui sont dus en sadite qualité de Seigneur de ladite ville.

ARTICLE VINGT-QUATRIEME

Les drapeaux des Compagnies de Canonniers et Arbalétriers, seront d'un côté aux armes de l'Archevêque, et de l'autre aux armes de la Ville; et lesdites Compagnies rendront audit Archevêque, avant l'ouverture des jeux, les honneurs qui lui sont dus comme Seigneur de ladite Ville.

ARTICLE VINGT-CINQUIEME

Les lettres-patentes du 13 septembre 1766 seront au surplus, exécutées selon leur forme et teneur, en tout ce qui ne sera pas contraire aux dispositions du présent Arrêt.

ARTICLE VINGT-SIXIEME

Les termes injurieux et calomnieux répandus dans les Requête et Mémoires des Prévôt et Echevins, notamment dans la Requête imprimée en soixante pages, tendante à obtenir la cassation de l'Arrêt du 27 octobre 1770, seront et demeureront supprimés, et sur le surplus des demandes des Parties, Sa Majesté les a mises et met hors de Cour, et seront sur le présent Arrêt toutes Lettres nécessaires expédiées. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le trois Avril mil sept cent soixante treize.

Signé: MONTEYNARD.

VI

Lettres-Patentes du Roi sur arrêt contradictoire rendu en son Conseil des Dépêches ⁽¹⁾

portant jugement définitif des réclamations et difficultés faites par les Prévôt et Echevins de la ville de Cambrai, au sujet des droits qui avaient été déclarés appartenir aux Archevêque, Chapitre, et Eglise de ladite Ville, par les Lettres-Patentes de Sa Majesté, du 13 septembre 1766.

du 23 Juillet 1773.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ÉTAT

LOUIS, par la Grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre: A nos Amés et Féaux les gens tenant notre Cour du Conseil Supérieur de Douai, SALUT? Ayant jugé à propos de nous faire rendre compte des difficultés et réclamations faites par les Prévôt et Echevins de la Ville de Cambrai, au sujet des droits que nous avons déclaré appartenir aux Archevêque, Chapitre et Eglise de ladite Ville, par nos Lettres-Patentes du 13 Septembre 1766, et de faire instruire contradictoirement en notre Conseil, lesdites réclamations et difficultés; Nous aurions ordonné à cet effet, par arrêt de notre Conseil, du 30 Mars 1770, que les titres et pièces desdits Prévôt et Echevins, ensemble les mémoires qu'ils voudraient produire; comme aussi les mémoires, titres et pièces desdits Archevêque, Chapitre et Eglise de Cambrai seraient remis ès mains du Rapporteur que nous aurions commis à cet effet, pour, après qu'il en aurait communiqué aux Commissaires par nous pareillement nommés, être, à son rapport et de leur avis, statué par Nous ainsi qu'il appartiendrait: et lesdits Prévôt, Conseillers-Pensionnaires et Echevins, et notre Cher et Bien aimé Cousin, Léopold-Charles de Choiseul, Archevêque Duc de Cambrai,

(1) Copié sur un texte de l'époque,

Comte de Cambrésis, ayant satisfait chacun de leur côté aux dispositions dudit arrêt, Nous avons, sur le vu des requêtes et mémoires par eux présentés et des titres et pièces aussi par eux respectivement produites, statué sur les difficultés et réclamations susdites, par Arrêt ce jourd'hui rendu en notre Conseil d'Etat, Nous y étant, sur lequel nous avons ordonné que toutes lettres nécessaires seraient expédiées. A CES CAUSES, de l'avis de notre Conseil et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale et conformément audit Arrêt, expédition duquel est ci-attachée, sous le contre-scel de notre Chancellerie; Nous avons ordonné, et par ces présentes, signées de notre main, ordonnons ce qui suit:

...suivent les vingt-six articles de l'arrêt précédent.

Si vous mandons que ces Présentes et ledit Arrêt vous ayez à faire registrer, et du contenu en iceux, jouit et user lesdits Archevêque, Chapitre et Eglise de Cambrai; ensemble les Prévôt et Echevins de ladite Ville, chacun en droit soi pleinement et paisiblement; cessant et faisant cesser tous troubles et empêchements contraires. Car tel est notre plaisir. Donné à Versailles le troisième jour d'Avril, l'an de grâce mil sept cent soixante treize, et de notre règne le cinquante huitième.

Signé LOUIS et plus bas: par le Roi, MONTEYNARD.

VII

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi ⁽¹⁾

qui déclare nulle et de nul effet la modification apposée par le Conseil Supérieur de Douai à l'enregistrement des Lettres-Patentes du 3 avril 1773 et ordonne qu'elles seront exécutées selon leur forme et teneur.

du 23 Juillet 1773.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ETAT DU ROI

Sur ce qui a été représenté au Roi, étant en son Conseil, par le sieur Archevêque Duc de Cambrai, que Sa Majesté ayant bien voulu prendre connoissance par elle-même des contestations qui s'étaient élevées entre ledit sieur Archevêque et la Ville de Cambrai, sur l'interprétation des Lettres-Patentes de Sa Majesté, du 13 Septembre 1766, portant règlement concernant les droits, privilèges et prérogatives des Archevêque, Chapitre et Eglise de Cambrai, elle auroit statué définitivement sur toutes lesdites contestations par l'Arrêt contradictoire rendu en sa présence en son Conseil, le 3 Avril dernier, sur lequel il auroit été expédié des Lettres-Patentes en la forme ordinaire. Qu'encore qu'une décision si respectable et intervenue sur le vu des Titres et Mémoires respectifs des parties, ne fût susceptible que d'un enregistrement pur et simple, cependant le Conseil supérieur de Douai n'auroit prononcé ledit enregistrement que conformément à l'arrêt du Parlement de Flandres, du 10 Novembre 1766, portant enregistrement des Lettres-Patentes, du 13 Septembre précédent, et sans préjudicier audit Arrêt; et comme une pareille clause pourroit donner lieu à de nouvelles contestations, ledit sieur Archevêque auroit supplié Sa Majesté d'y pourvoir. Vu les Lettres-Patentes du 13 Septembre 1766, l'Arrêt d'enregistrement desdites Lettres rendu par le Parlement de Flandres, le 10 Novembre suivant, l'arrêt contradictoire rendu par Sa Majesté, étant en son Conseil, le 3 Avril dernier; les Lettres expédiées sur ledit arrêt, ensemble l'Arrêt du Conseil

(1) Copié sur original A. D. Lille, carton 149 - 9267.

Supérieur de Douay, par lequel il auroit ordonné que lesdites Lettres-Patentes et arrêt seroient registrés au Greffe, pour être exécutés suivant leur forme et teneur et jouir par les Archevêque et Eglise de Cambrai, à l'effet et contenue en iceux, et conformément à l'Arrêt du Parlement de Flandre, du 10 Novembre 1766, portant enregistrement des Lettres-Patentes, du 13 septembre précédent, et sans préjudicier audit arrêt.

Où le rapport, et tout considéré, SA MAJESTE ETANT EN SON CONSEIL, a déclaré et déclare la modification apposée audit enregistrement nulle et de nul effet; ordonne que lesdites Lettres-Patentes et arrêt en son Conseil, du 3 Avril dernier, seront exécutés selon leur forme et teneur. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Compiègne, le vingt-troisième jour de juillet mil sept cent soixante treize

Signé: MONTEYNARD.

LOUIS, par la Grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre; A notre huissier ou sergent requis, Nous te mandons et commandons par ces présentes signées de notre main, que l'Arrêt ci-attaché sous le contre-scel de notre Chancellerie, ce aujourd'hui rendu en notre Conseil d'Etat, Nous y étant, tu signifies à tous qu'il appartiendra à ce qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance, et fassent au surplus pour l'exécution dudit Arrêt et nécessaires, sans, pour ce, demander autre congé ni permission. CAR TEL est notre plaisir. Donné à Compiègne, le vingt-troisième jour de juillet, l'an de grâce 1773, et de notre règne le cinquante-huitième, signé: LOUIS, pour le Roi, Monteynard. Et scellé du grand sceau de cire jaune.

